

**Confusion
politique
(autour)
des
Gilets jaunes**



Lors de l'émission Edition spéciale du 3 décembre 2018, deux «figures» des Gilets jaunes se sont exprimées. Laetitia Dewalle s'est plainte que sa «sœur blonde, 42 ans, tout ce qui va bien» (?!) se soit pris un coup de matraque. Quant à Jean-François Bernaba, il a expliqué que les flics contribuaient au «maintien du lien social» (!?). On peut aussi citer ce représentant des Gilets jaunes du Vaucluse qui a demandé le remplacement de Macron par le général Pierre de Villiers et souhaite chasser de France les immigrés.

On comprend mieux les slogans figurant sur ces deux photos, dont la banderole brandie par deux militants du Parti de la France.

Introduction

Dans cette compilation de textes ayant circulé sur Internet, la plupart des articles reproduits se montrent critiques vis-à-vis du mouvement des Gilets jaunes, même si certains donnent l'impression de courir après un «peuple» imaginaire. Ce numéro ne reprend pas l'essentiel des textes des nouveaux convertis aux vertus du «peuple» car cette unanimité à l'extrême gauche et chez une partie des anarchistes, voire chez certains «ultragauches», repose sur un argumentaire indigent¹ (du type : tout ce qui bouge est rouge) quand il n'est pas délirant (cf. le site Lundi Matin).

Notre époque, celle de la confusion généralisée², est vraiment très spéciale ! Cette confusion a commencé avec l'affaire du hidjab au collège de Creil en 1989, les faux débats sur la laïcité et l'islam, et le soutien à l'exclusion de ces jeunes filles. Elle s'est poursuivie, à un rythme accéléré, dans les années suivantes. Rappelons, entre autres, le refus de dénoncer la propagande de plus en plus antisémite de Dieudonné (entre 2000 et 2004), puis la défense de sa «liberté d'expression» à partir de 2014 ; l'apologie du fantasmagorique «non de gauche» au Traité constitutionnel européen en 2005 ; la dénonciation de la publication des caricatures de Mahomet dans *Charlie Hebdo* en 2006 et l'absence de réactions face aux menaces et attentats contre ce journal ; l'abandon du combat athée et matérialiste contre **toutes** les

¹ On en trouvera un échantillon dans l'ebook édité par Syllepse, qui aurait dû s'intituler *Gilets jaunes. Des clés pour (ne pas) comprendre*. Ce livre va jusqu'à reproduire les revendications racistes et réactionnaires de ce mouvement sans le moindre commentaire critique (tout comme d'ailleurs le site d'extrême gauche alencontre.org cité dans cette revue par Alain Bihl). A quand le prochain recueil de tracts sur Mai 68 reproduisant les écrits les plus réactionnaires de l'époque au nom de leur côté «populaire» ? Après tout, la droite gagna haut la main les élections de juin, et il n'y eut que 20% d'abstentions au premier tour des législatives de juin 1968...

² Cf. «Extrême gauche, extrême droite, inventaire de la confusion», *Ni patrie ni frontières* n° 36-37, 2011.

religions ; la nazification généralisée du sionisme et d'Israël ; les ambiguïtés face aux tueries islamistes de janvier et novembre 2015 ; le soutien au Brexit, au Grexit ou au Frexit, la racialisation systématique des individus et des luttes, sans oublier la mascarade des Nuits debout en 2016 et l'écriture dite inclusive qui rend les textes illisibles (cf. les «illes», les «celleux» et la multiplication des traits d'union, majuscules et points médians au sein des mots).

Sur toutes ces questions, des camarades et des compagnons avec lesquels on pensait avoir certes quelques divergences, mais surtout pas mal d'affinités fondamentales, se sont mis à défendre des positions réactionnaires ou élitistes, sans même qu'ils se soucient d'expliquer en quoi leur curieuse mue politique avait un lien quelconque avec les principes politiques dont ils prétendent encore se réclamer. (On peut d'ailleurs se demander pourquoi ils déploient tant d'efforts pour revendiquer leur attachement au socialisme, au communisme ou à l'anarchisme¹ !).

Alors que l'extrême gauche (et au-delà) se pâme devant les «Gilets jaunes», seules quelques voix isolées se sont dressées contre le consensus médiatico-politique² en faveur de ce prétendu «mouvement citoyen».

Ce numéro leur donne en priorité la parole, même si les textes de *Temps critiques* et d'Alain Bihr expriment, à notre avis, pas mal d'illusions sur ce «mouvement», ou en tout cas sur ses potentialités. Optimistes, ces camarades sont fascinés par sa «nouveauité» – tout en s'inspirant de l'exemple de la... Révolution française pour le comprendre ! Ils ne s'intéressent nullement au fonctionnement concret des réseaux sociaux, à leur modèle économique, à leurs effets

¹ Sur ce point, on pourra lire notamment les articles de João Bernardo : «Point final. Un manifeste» et «Manifeste sur la gauche et les gauches. Pour quelle raison la gauche actuelle continue-t-elle à utiliser ce nom ?» dans *La Gauche identitaire contre la classe : aux sources d'une régression*, Editions NPNF, 2015.

² Les défenseurs d'extrême gauche ou d'ultragauche des Gilets jaunes mentent effrontément lorsqu'ils prétendent que les médias leur seraient hostiles, alors qu'ils sont constamment invités à la télévision et à la radio pour représenter «le peuple».

idéologiques. Apparemment la logique mercantilo-politique des réseaux marchands leur a échappé, ce qu'au moins certains antifascistes (qui, eux, ont d'autres défauts, notamment celui de dénoncer constamment la venue imminente du fascisme) ont compris depuis des années. Pessimistes, les «antifas» sont donc moins naïfs (ou aveugles) face à ces instruments modernissimes de propagande et de façonnage des mentalités, instruments particulièrement efficaces pour les animateurs et animatrices des Gilets jaunes, dont les optimistes nous disent que leur parole publique, leurs revendications, leur idéologie, leur drapeau et leur chant patriotique **n'ont aucune importance**. Nous verrons sans doute assez rapidement qui a su percevoir les tendances profondes dans ce débat sur le contenu et les limites de ce mouvement¹...

Pour ce qui concerne les auteurs plus critiques dont les textes sont reproduits ici, de nombreuses divergences les séparent, mais au moins un point essentiel les rapproche : le fait de refuser l'union sacrée en faveur des Gilets jaunes. Ce refus s'inspire en partie des leçons que ces camarades ou compagnons ont pu tirer d'autres expériences négatives, celles des Forconi et du Mouvement 5 Etoiles en Italie, de la mobilisation des réseaux sociaux autour de Trump puis plus récemment de Bolsonaro au Brésil.

Bien que ces pays et ces mouvements soient évidemment très différents, on trouve des points communs dans ces ras-de-marée populistes :

- une **base sociale hétérogène** : des précaires, des chômeurs, des artisans, des petits commerçants, des cadres, des auto-entrepreneurs et des petits patrons ;
- une grande **confusion idéologique** (dans laquelle se reconnaissent l'extrême droite et l'extrême gauche, cette dernière ayant abandonné toute ligne de classe) ;

¹ En tout cas, en annonçant un débat sur le prétendu lien entre « immigration » et « identité profonde » de la France, le gouvernement Macron-Philippe a su utiliser à son profit la présence des drapeaux tricolores et le fait que les Gilets jaunes chantaient *La Marseillaise*....

– les mêmes **moyens de communication** «démocratiques» (les réseaux sociaux, qui sont en fait des réseaux marchands, où les fascistes et les réactionnaires masqués pratiquent le décervelage¹ depuis des années, et accessoirement récoltent de la manne publicitaire grâce à leurs «amis» sur Facebook) ;

– le même **programme** (en résumé, supprimer toutes les conquêtes sociales, résultat de luttes collectives, au nom d'une prétendue critique radicale de l'Etat, de la corruption des politiciens, de la défense des droits des «contribuables» et de ceux qui veulent travailler, et d'une dénonciation des «assistés») ;

– les mêmes théories du complot (Macron et les «banques») ;

– et enfin les mêmes pulsions nationalistes, sexistes et xénophobes.

A ma connaissance, seul Lundi Matin a poussé jusqu'au bout la logique absurde de ce soutien acritique aux Gilets jaunes. En effet, pour les animateurs décérébrés de ce site «radical» le fascisme fait «mûrir». Comme ils l'ont osé l'écrire à propos du Brésil : *«En réalité, l'arrivée du fascisme n'est jamais aussi mauvaise qu'elle ne paraît à première vue. Au moins est-elle l'occasion de déchanter, de mûrir et de faire un peu mieux à l'avenir².»* Et dans un autre texte destiné à inciter «les gens» à manifester le 8 décembre, ces «stratèges» croient malin d'affirmer que *«Les blindés n'ont jamais accouché que de souris³»*. Parmi bien d'autres, les insurgés du ghetto de Varsovie (1943), les travailleurs hongrois (1956), tchèques (1968), chiliens (1973), chinois (1989) et égyptiens (2011) apprécieront certainement cette allusion aux «souris» qui les ont écrasés...

Pas étonnant donc qu'ils accueillent avec joie des rassemblements de «gens» qui souhaitent expulser de France les déboutés du droit

¹ Aujourd'hui, chez la majorité des «gens», ce qui fait l'objet de discussions politiques ou parapolitiques, ce ne sont plus les tracts du syndicat, ou l'article dans un gratuit ou même dans le journal local, mais la dernière vidéo d'un inconnu sur Youtube, la dernière rumeur propagée sur WhatsApp, le dernier podcast que l'on a reçu d'un copain ou repiqué sur Internet.

² <https://lundi.am/Le-proletariat-bresilien-n-a-pas-ete-vainc...> ;

³ <https://lundi.am/A-demain>

d'asile, mettre fin à un prétendu «assistantat», ces mêmes «gens» qui se préoccupent de savoir si les flics toucheront une prime ou se verront payer leurs heures supplémentaires, qui défilent avec des drapeaux bleu-blanc-rouge, chantent *La Marseillaise* et livrent des sans-papiers à la gendarmerie.

Les admirateurs du Comité invisible et de ses productions «littéraires» nous annoncent au moins à l'avance quel genre d'«insurrection» ils souhaitent : celle qui surviendra après l'instauration du fascisme – s'ils sont encore vivants ou en liberté, ce que je leur souhaite. Avec des stratèges aussi subtils de la «guerre civile», la bourgeoisie peut dormir sur ses deux oreilles !

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 13 décembre 2018

Les Gilets jaunes... vus de mon boulot

Le début du mouvement des Gilets jaunes

Le premier à avoir parlé des Gilets jaunes à mon travail est un conducteur de car, particulièrement raciste et xénophobe tout en étant antichefs et anti-patrons, dans un sens ultracorporatiste évidemment. A l'époque, les Gilets jaunes n'étaient pas encore devenus la coqueluche des médias. Au départ, j'ai donc cru qu'il s'agissait seulement d'un mouvement contre la limitation de vitesse. J'ai entendu ce conducteur à plusieurs reprises appeler ses collègues pour les inciter à porter le gilet jaune, à participer à des votes sur Internet ou Facebook, etc. Il faut dire que même si les conducteurs de car gagnent au moins 2500 euros par mois et ont toutes sortes d'«avantages» liés à leur convention collective et à des accords maison favorables, ils vivent en banlieue parisienne et ont tous au moins une heure de trajet par jour, en voiture, pour aller récupérer leur car le matin et le déposer au dépôt le soir, ou au milieu de la nuit.

J'ignore si ce conducteur de car milite au Rassemblement national, en tout cas il défend parfaitement la ligne de ce parti : pour le Frexit, contre l'immigration, contre les impôts, contre Macron et Hidalgo, etc. (Cette dernière fait l'objet d'une haine obsessionnelle chez les professionnels du tourisme parisien en raison de la fermeture de la voie sur berges, des amendes qui pleuvent sur les chauffeurs de car – la liste est interminable, tant la maire de Paris polarise une haine dont la dimension sexiste est évidente.) Ce conducteur de car et d'autres m'ont ensuite parlé des réseaux sociaux qui structuraient ce mouvement, réseaux sociaux qui, pour eux, «disent la vérité».

Il n'est pas le seul à penser comme cela, puisqu'un de mes collègues, militant du Parti de gauche, m'a avoué ne jamais lire les journaux, ni regarder la télévision parce que c'était «tous des menteurs». Evidemment quand je lui ai montré un article qui explique les affinités droitières des initiateurs de ce mouvement en s'appuyant sur des liens et citations extraits de Facebook, il m'a répondu : «Ah oui, cela ne m'étonne pas de la part du *Monde* !»

J'ai retrouvé ce même genre de réactions chez quelques camarades qui m'ont traité de «complotiste» ou de «défaitiste», parce que je pointais les ambiguïtés de ce mouvement et ses formes «d'organisation» pseudo-spontanées.

Or, je ne crois pas que ce soit être complotiste que de souligner l'influence du contenu des réseaux sociaux sur la mentalité, les

conceptions politiques des «gens», ces nouveaux et admirables acteurs sociaux et sujets historiques qu'évoquent, avec des trémolos dans la voix, tous les partisans des Gilets jaunes, de l'extrême gauche et de l'ultragauche à l'extrême droite. Toute personne née dans les années 1950 (ce qui est mon cas) ne peut que constater la différence avec «notre époque» où les discussions politiques et les engagements dépendaient de la «tactique du bouton de veste» (aujourd'hui on dirait le «harcèlement» militant !), des liens humains et personnels que l'on nouait avec les syndicalistes de sa boîte, avec les gens du PCF qui habitaient dans son quartier, avec les vendeurs de *l'Huma* sur le marché, etc.

Force et limites des réseaux sociaux dans une petite lutte victorieuse

Pour expliquer les avantages et les inconvénients des réseaux sociaux, je ne trouve pas de meilleure illustration que deux «mouvements» (de surcroît victorieux !) organisés dans mon entreprise. Nous avons fait reculer deux fois le patron simplement en échangeant des messages sur WhatsApp ou des mails entre nous, en n'ayant aucune réunion en face à face, et en écrivant successivement deux lettres collectives au patron, présentées en réunion syndicale par un délégué du personnel d'une organisation très «modérée»... Tout cela ne venait pas du complot d'une «minorité agissante» (la plupart de mes collègues ne sont pas syndiqués et ne militent nulle part) ; il s'agissait simplement d'une forme de protestation et de mise en commun de nos colères individuelles pour les transformer en une sorte de «préavis de grève» à répétition... Et cela a fonctionné !!!

Dans ces deux mouvements, j'ai remarqué que les plus violents, au niveau du langage, ne voulaient pas de réunions et étaient très à l'aise avec WhatsApp, alors que les plus modérés, ou les plus désireux d'arriver à un consensus solide entre nous (comme moi), auraient préféré qu'on se retrouve tous ensemble pour discuter. Telles sont la force et les limites d'un réseau social sur une boîte de 200 personnes, dont moins d'une vingtaine de salariés concernés et «mobilisés» dans l'espace virtuel. Alors imaginez ce qu'un tel «mouvement» peut donner à l'échelle de tout un pays. Pas un petit groupe Facebook de 20 personnes mais des dizaines de groupes Facebook, regroupant chacun des dizaines de milliers de personnes, groupes initiés et «modérés» par des réacs qui se prétendent «apolitiques¹» et contre les syndicats.

¹ Lors de l'émission *Edition spéciale* sur France 2 du 3 décembre 2018 (<https://www.youtube.com/watch?v=8Kv9d5Si5CU>) Laetitia Dewalle, participante active du mouvement, a déclaré que les Gilets jaunes venaient

Lavage des cerveaux

La force qu'un individu, ou un groupe, possède quand il initie un «mouvement» dans le cyberspace c'est que les «gens» croient que leur langage, leurs idées, leur appartiennent en propre alors que ce type (ou ce groupe) modèle lui-même sciemment les esprits en instillant discrètement certains mots et certaines idées. Les manifestations des Gilets jaunes sont convoquées **par** les réseaux sociaux. Les thèmes, les mots d'ordre, les discussions essentielles se déroulent sur les réseaux sociaux. C'est seulement **après** que les fameux «gens» se retrouvent et se parlent dans le monde réel des ronds-points et des manifestations. La question est : en se rencontrant avec un cerveau bien lavé par les communautés d'«amis» sur Facebook où l'on tient TOUS ENSEMBLE des discours réactionnaires, comment, par la magie de la rencontre en face à face, réussit-on à abandonner tous ses préjugés ?

L'OCL, Alternative libertaire, Lutte ouvrière, le NPA et même certains anarchistes, autonomes et «ultragauches» répondent: «Eh bien, c'est simple, en discutant avec NOUS qui avons les bonnes idées et/ou le bon programme.» On peut être sceptique face à cet optimisme béat (et encore plus face à ces anarchistes qui brandissent une citation de Lénine ou de Trotski pour étayer leur démonstration !) car l'opération Nuits debout de 2016, opération qui reposait certes sur des milieux sociaux en partie différents, a accouché d'une souris...

Evidemment nous pouvons tous espérer que la «spontanéité» des rencontres entre Gilets jaunes fera des miracles. Mais, en tout cas, à mon échelle, avec mes collègues de travail, avec lesquels je discute fréquemment, je ne vois pas la moindre progression... sinon celle d'idées réactionnaires sur la «Caste», le fait que «Macron» soit aux ordres de la «Finance», du FMI ou de la Banque mondiale, etc. Bref toute l'idéologie basique altermondialiste, qui est aussi celle des Insoumis et du Rassemblement national.

Les camarades qui observent attentivement la fachosphère, et plus globalement la patriosphère, affirment que les réacs les plus politisés (fascistes pur jus, Rassemblement national, Debout la France, Identitaires, etc.) choisissent des thèmes populaires (limitation de la vitesse, présence de radars, entraves «écologiques» à la circulation à Paris ou ailleurs, augmentation du carburant, etc.)

de «*tous les partis politiques*» et avaient «*laissé de côté leurs étiquettes politiques*» pour organiser ce mouvement. On est donc loin d'un mouvement «apolitique», contrairement à la légende répandue par les gauchistes et les médias.

pour initier des débats ou des causes communes, le plus souvent sous des sigles ayant des appellations neutres voire de gauche, comme le site «démocratie participative» fermé par le gouvernement en novembre 2018.

Dès 2008, on en a eu un bon exemple avec Riposte laïque, groupuscule insignifiant qui a politisé la question des «prières de rue» musulmanes dans le 18^e arrondissement de Paris sur Internet et les réseaux sociaux jusqu'à ce que finalement leur agitation virtuelle fasse la une des médias et que Marine Le Pen puis la droite reprennent leur antienne raciste contre les musulmans...

A mon travail, après le 17 novembre, quand il y a eu les premiers incidents sur les Champs-Élysées et aux alentours, le discours du chauffeur le plus réac, celui qui le premier avait parlé des Gilets jaunes à ses collègues, était d'une mauvaise foi impeccable: «*On met cela sur le dos de l'extrême droite mais en fait c'est les gauchos*»; il a même évoqué un mystérieux groupe appelé «Alternative». «Alternative libertaire»? lui ai-je demandé mais il ne savait pas – cette accusation est assez comique quand on connaît les pratiques de cette organisation qui sont tout sauf «émeutières». Mais il est normal que les fascistes répandent toutes sortes de rumeurs fantaisistes...

Bref, les militants lepénistes, les nationaux-populistes, les fascistes ne cachent pas qu'ils sont d'extrême droite dans leur milieu de travail; ils poussent leurs collègues à participer au mouvement des Gilets jaunes, puis ils disent la main sur le cœur «Mais l'extrême droite n'y est pour rien.» C'est gros mais cela marche.

Je ne nie pas la colère très diverse des «gens» qui participent ou sympathisent avec ce mouvement. Mais je ne crois pas qu'elle puisse déboucher sur quelque chose de positif, notamment quand deux de ses revendications sont l'expulsion des déboutés du droit d'asile et la fin de «l'assistanat» !!!! Sans compter le fait qu'ils n'organisent aucune solidarité avec les personnes emprisonnées ou condamnées, ce qui est quand même le B-A-BA de tout mouvement qui n'accepte pas la répression contre ses membres.

Selon un camarade qui observe attentivement les réseaux sociaux, ce sont les classes moyennes, la petite bourgeoisie des «cadres» (4 millions, selon lui, en France, je suppose qu'il inclut dans son calcul ce que l'INSEE appelle les professions intermédiaires¹) qui s'exprime le plus sur les réseaux sociaux. Et les gauchistes des «classes moyennes» sont tout étonnés de constater qu'ils ont les

¹ Cf. cet article qui date de 2009, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1614> «Classes sociales et «catégories socio-professionnelles» en France : un casse-tête».

mêmes problèmes quotidiens que les petits bourgeois Gilets jaunes. Etonnante découverte de ces individus issus de la même classe sociale, cette petite bourgeoisie qui maîtrise les réseaux sociaux et donne le ton sur Facebook.

Revenons à quelques questions politiques élémentaires

Pour conclure, il faut peut-être revenir à ce qui nous intéresse, c'est-à-dire une Révolution SOCIALE, pour ne pas dire SOCIALISTE.

Si l'on se place dans une perspective léniniste ou crypto léniniste (il faut construire un Parti), il est évident qu'on peut se précipiter sur n'importe quel mouvement. L'objectif est alors, au pire pour ce groupe, de recruter un peu ; au mieux, d'en prendre la direction, de provoquer un affrontement armé avec l'Etat. Et si l'«on» perd, c'est pas grave, cela fera une expérience de plus pour le prolétariat !

Si l'on défend une perspective anarchiste, on croit généralement que l'Etat est faible et qu'il s'écroulera de lui-même (comme beaucoup de gauchistes, les anarchistes, quand ils sont optimistes, n'ont pas envie de réfléchir au développement de l'Etat et à ses moyens de contrôle sophistiqués sur la population et préfèrent penser qu'il va s'effondrer tout seul).

Si l'on est dans une perspective insurrectionniste-autonome, on croit que l'«on» va prendre le pouvoir par les armes sans grande préparation et là aussi que l'Etat s'écroulera de lui-même.

Si l'on se situe dans une perspective conseilliste non interventionniste, on pense que la classe ouvrière détient toutes les réponses, comme la Pythie de Delphes, donc il suffit d'attendre qu'elle les trouve....

Des révolutions, des insurrections et des émeutes il y en a eu et il y en aura de nombreuses. La véritable question est de réfléchir à leur sens.

Or je ne crois pas que l'on puisse assister à et participer à une révolution socialiste:

– **en dehors des principaux lieux de production**, même si dans les pays capitalistes européens on n'a plus de grandes concentrations de travailleurs dans la même usine gigantesque ou le même immeuble de bureaux. En fait, des «autonomes» aux trotskistes, tous semblent avoir adopté (ouvertement ou pas) l'idéologie des révolutions sur les places, des émeutes de rue qui mécaniquement font tomber l'Etat ou portent au pouvoir les réformistes que l'on débordera – ou que l'on éliminera «politiquement» – ensuite ;

– **en dehors d'une élévation considérable du niveau de conscience des travailleurs** (et pas simplement des «gens»): cela suppose donc des discussions politiques intenses, des formes d'organisation démocratiques durables, etc. ;

– en dehors de l'existence de plusieurs organisations révolutionnaires implantées dans la classe ouvrière et qui aient des idées claires sur ce qu'est le socialisme.

Si ces trois conditions minimales ne sont pas réunies, **et elles ne sont réunies nulle part sur cette planète**, on peut assister à des crises politiques graves (comme cela sera peut-être le cas en France dans les mois qui viennent) mais nullement à des révolutions sociales ou socialistes.

Y.C., 9/12/2018



Le Mouvement Cinq Etoiles, un mouvement «populaire», qui a lui aussi désorienté la gauche et l'extrême gauche italiennes....

Alors le 17, on n'y va ou pas ?

14 novembre 2018

Par **Sonia**

En dehors de cette orthographe, c'est la question que bien des gens de gauche se posent.

Le 17 novembre est une mobilisation d'extrême droite. Pas seulement parce que le Front national et Debout la France soutiennent. Pas seulement parce que bon nombre des promoteurs et organisateurs sont d'extrême droite. Comment une pétition qui stagnait à quelques centaines de signatures a-t-elle soudainement pris une telle ampleur ? Qui a les meilleurs réseaux sur Internet depuis des années, au point d'avoir son nom, la fachosphère ?

Le 17 novembre est une mobilisation d'extrême droite dans sa nature même.

Il n'y a pas de corps intermédiaires dans cette mobilisation, disent les commentateurs. C'est évidemment ne pas tenir compte des réseaux qui ont donné de l'ampleur au mouvement, tant nationalement (les clubs automobiles et d'amateurs de voitures, motos, caravanes et compagnie, mais aussi la fachosphère) que localement (à Dôle par exemple, c'est un entrepreneur de droite, amateur de François Ruffin, qui a lancé une action dès le 2 novembre, mais il bénéficie d'un réseau déjà existant lié aux campagnes électorales et à son activité professionnelle).

Ils ne sont peut-être pas encartés, et peut-être même se croient-ils sincères en se disant «apolitiques», comme l'humoriste Anthony Joubert, un des «initiateurs». Pourtant, si l'on regarde de près les pages qu'aime l'humoriste sur sa page Facebook personnelle, on trouve, au milieu d'une quantité de pages liées à l'humour ou à des spectacles, quelques rares pages plus politiques : les reportages de Vincent Lapiere, qui effectue des reportages pour Egalité et Réconciliation ; la page «Macron dégage» qui a comme publication épinglée la pétition lancée par Laurent Obertone ; et une page anti-François Hollande appelée «je ne te serre pas la main» (mélange de Ruffin, du blog les-cries et de ce qui est devenu classique de postures anti-médias).

Anthony Joubert parle aussi beaucoup de liberté d'expression, d'une manière qui laisse entendre qu'elle serait menacée, ce qui est un des grands thèmes de l'extrême droite. L'apparente spontanéité de ce mouvement n'est pas innocente. Le 17 novembre, cela a été débattu où ? Ceux qui en parlent le font à quel titre ? Ce tout petit

dénominateur du prix des carburants ne crée pas du commun, mais une simple identification individuelle. Et un collectif, ce sont des individus, oui, mais qui acceptent un centre de gravité qui ne réside pas en eux seuls.

Il existe des syndicats, des associations de solidarité ou des collectifs. C'est-à-dire des personnes qui ont fait le choix de s'organiser, de s'engager, de définir ou de s'inscrire dans un cadre commun où il y a des règles (pour gérer l'argent, prendre des décisions, décider des positions, répartir les responsabilités et le travail, mais aussi faire respecter les minorités et l'égalité). Il y a toujours à redire sur la démocratie interne d'un groupe, sur ses revendications, ses modes d'action ou d'intervention. Mais il y a malgré tout ce cadre qui change tout.

Dans le monde politique, depuis déjà quelques années, est mise en avant cette idée de lien direct avec «le peuple». Donc de l'inutilité de débats démocratiques, de modes de fonctionnement communs. Il n'y a pas à cheminer et se creuser la tête pour trouver des idées, des solutions. Il y a quelqu'un qui sait pour tous, que ce soit un leader bien identifié, ou au contraire cette espèce de surgissement dont on ne peut identifier la source. C'est l'inverse d'une mobilisation émancipatrice, parce qu'en réalité on accepte ce que d'autres ont décidé sans pouvoir y mettre de soi, de ses expériences, de ses réflexions. Cela a un côté très confortable, puisque cela crée l'illusion d'une identité (façon photocopie), ce que certains recherchent clairement. Nous sommes tous pareils, on veut juste payer moins cher l'essence (et le réclamer si possible avec des drapeaux bleu-blanc-rouge partout, comme on le voit sur pas mal de groupes Facebook). Depuis ce confort politique et cette illusion de commun, certains proposent donc d'y aller le 17 novembre

Il faudrait y aller pour ne pas se couper des travailleurs.

C'est un mouvement mené et organisé, dans une grande partie des cas, par des patrons et des gens qui portent des idées d'extrême droite. Dont des salariés ou des retraités, certes. Pourquoi faudrait-il ménager des gens racistes ou qui votent pour amener l'extrême droite au pouvoir, au motif qu'ils sont salariés ? A part si l'on veut juste récupérer leur voix aux élections plutôt que de faire changer la société ?

Cette focalisation sur les «ouvriers qui votent FN» (qui sont une réalité mais pas une majorité) laisse dans l'ombre tous ceux qui ne votent pas pour des partis racistes, xénophobes et autoritaires, tous ceux qui ne participeront pas au 17 novembre, et qui luttent déjà (ou pas) pour les conditions d'éducation des enfants, leurs conditions de travail, pour obtenir des papiers ou un logement. Bien sûr qu'on peut parfois faire changer d'avis des électeurs du FN, des amateurs de

Dieudonné, des homophobes, des mecs qui font des blagues sexistes. Mais pas si souvent que ça (et plus facilement dans une dynamique collective)... et pas en leur donnant raison.

Et les manifs syndicales ou associatives où il y a des gens d'extrême droite, ça ne revient pas au même ? Ben justement non, parce qu'on dispose justement d'un cadre commun qui permet de mettre un terme à des propos, comportements ou actes d'oppression, en tout cas d'essayer.

Il faudrait y aller pour faire entendre un autre discours.

Faire entendre un autre discours, c'est aussi faire entendre des pratiques. Et redonner son sens à ce qu'est un discours politique (au sens général), car ce n'est pas une succession de petites phrases et de slogans, ou des généralités répétées mille fois sans être incarnées dans la vraie vie.

Pourquoi présente-t-on les personnes qui sont interrogées dans un journal (même en cas d'anonymat au niveau du nom), qui interviennent dans une conférence, ou la ligne d'un média ? Parce que quand on s'exprime, on ne parle pas de nulle part.

A l'opposé de prendre quelqu'un au hasard ou juste parce qu'il a fait une vidéo populaire sur Internet... Etre mobilisés le 17 novembre, même sur d'autres revendications, même à d'autres endroits, c'est s'inscrire dans un cadre défini et dominé par l'extrême droite, c'est leur donner du poids. Imaginez la jubilation de Marine Le Pen et l'utilisation politique qu'elle en fera s'il y a, au hasard, des drapeaux CGT le 17 novembre dans les blocages. Et faire autre chose à côté, c'est admettre en action que l'on avait besoin de cette poussée des rancœurs pour agir.

Ce que les organisations progressistes ont à défendre, à proposer, elles le faisaient avant le 17 novembre, elles continueront à le faire après ! Qu'elles aient besoin de s'interroger et de se remettre en cause, sans doute que ça ne ferait pas de mal, ce devrait être un processus permanent.

Il faudrait y aller parce qu'il y a de la colère.

La colère est souvent revendiquée dans des mouvements sociaux. Elle l'est aussi par l'extrême droite, dont une mobilisation en a tout simplement pris le nom, «Jour de colère».

Alors peut-être que ce n'est pas sur la colère seule qu'il faut s'appuyer aujourd'hui. Parce que bon, les définitions de la colère ne donnent pas franchement envie : *«violent mécontentement accompagné d'agressivité»* ou *«état affectif violent et passager résultant du sentiment d'une agression, d'un désagrément, traduisant un vif mécontentement et accompagné de réactions brutales»*.

Après des heures passées sur Internet à regarder les pages d'administrateurs de groupes appelant au blocage le 17 novembre et à y trouver des amateurs de Vincent Lapierre, de Marsault, de *Causeur*, de Marine Le Pen ou de sa nièce, parfois de Philippot, de l'Europe des Nations et des Libertés, de Mélenchon et de Bolsonaro en même temps, le plus tristement révélateur sur ce mouvement, c'est peut-être bien cette conversation dans la Meuse.

Dans un article de Florence Aubenas paru dans *Le Monde* daté du 8 novembre, elle relate des discussions sur les «Gilets jaunes» : «*Un petit blond s'excuse de ne pas s'en mêler. 'Il ne gagne pas d'argent, il le touche', explique à sa place un autre conducteur. Le petit blond confirme. 'Je suis au RSA. Je ne me sens pas autorisé à défilier'.*»

Et si on créait plutôt des mouvements où les précaires n'auraient pas honte, où les salariés seraient bien contents qu'il existe des filets de sécurité (un peu troués certes, mais on peut se lancer dans le raccommodage ou en faire un nouveau) quand on est au chômage, où les racisés et les racisés se sentiraient à leur place parce qu'il n'y a pas de drapeaux bleu-blanc-rouge et de sorties contre les migrants, un mouvement où l'on parlerait de la vie, des relations qu'on aimerait avoir, avec nos collègues ou avec les agents du service public, de la place qu'on fait aux personnes âgées, malades ou handicapées, de comment on traite les enfants et la jeunesse, de ce qu'on aimerait avoir les moyens de découvrir si on pouvait partir en vacances ?

Plutôt que nos colères et nos peurs, mettons nos espoirs et nos rêves en commun !

<https://www.lignes-de-cretes.org/>
14 novembre 2018



Du bleu-blanc-rouge pour une rhétorique xénophobe contre le Pacte de Marrakech.

Ligne rouge et Gilets jaunes

18 novembre 2018

Par Sonia & Nadia Meziane

A quoi a ressemblé le 17 novembre des Gilets jaunes ? A rien de social, à rien de démocratique, à rien de collectif, à rien d'émancipateur... Le 17 novembre a été une journée de libération de ressentiments, d'aigreurs, de haine des minorités, de refus de la prise en compte de la parole et des contraintes du reste de la population, de nationalisme, tout ce qui va avec la culture d'extrême droite dont ce mouvement est imprégné jusqu'à la moelle puisque c'est dans ce cadre idéologique-là qu'il a émergé.

Des incidents «isolés» qui mettent en lumière le fond de violence contre les minorités du mouvement des Gilets jaunes

Le type d'initiatives menées par les Gilets jaunes est révélateur : faire chier. Peu importe qui en fait, puisqu'il n'y a pas de nous, qu'il n'y a pas cette démarche de voir au-delà de son intérêt personnel. Donc on bloque surtout ses voisins, en fait. Et dans une ambiance qui permet de se lâcher.

On recense une agression homophobe à Bourg-en-Bresse, une autre islamophobe envers une femmes voilée à Saint-Quentin. A Tours, un véhicule a été repeint en bleu-blanc-rouge et porte les slogans suivants «Français d'abord, migrants dehors» et «Force honneur patrie.» A Charleville-Mézières, un des leaders des Gilets jaunes locaux montre clairement son orientation antisémite et homophobe sur sa page Facebook. On annonce des opération péage gratuit, mais dans le sens où il faut prendre le ticket d'entrée sur l'autoroute, pas dans le sens où l'on doit payer. *«Sur l'autoroute A13, le péage de Buchelay est toujours occupé par une centaine de Gilets jaunes qui ont mis en place un péage gratuit dans le sens Paris-Province. Il y a eu quelques prises de bec avec des automobilistes du secteur ne souhaitant pas se joindre au mouvement.»* Une radio indépendante du Doubs dénonce l'agression raciste et les propos xénophobes envers l'un de ses photo-reporters d'origine asiatique et

signale aussi des insultes envers des conducteurs ayant demandé à passer.

A vrai dire, ce sont de nombreuses initiatives qui se sont tenues dans un climat de violence. Partout sur les réseaux sociaux, l'on peut constater les slogans et les pancartes sexistes, homophobes, conspirationnistes, chauvines, des manifestations qui se sont déroulées hier. On ne compte plus les témoignages d'invectives ou de coups portés sur des véhicules, au point de faire paniquer certains conducteurs, ce qui a conduit à un accident mortel en Savoie et à plus de 400 personnes blessées dont 14 gravement.

Qu'il y ait la mort derrière les Gilets jaunes, nous le déplorons, mais c'est aussi la conséquence de ce que porte ce mouvement. Le «je» que le «nous» emmerde, la prédation individualiste ordinaire du «j'en ai rien à battre de la politique, je m'en fous de vos trucs», le «Laissez-moi passer» qui se transforme en «Je vais vous passer dessus»... Ceux qui sont dans la rue sont en partie ces gens-là, des individus en colère contre le prix de l'essence, pour leur voiture, pour leur porte-monnaie, mais pas pour un «nous» qui rassemble des souffrances communes et des espoirs partagés. Pour plein de «je» accumulés qui ne veulent pas payer «pour les Autres». Cette tonalité-là est celle du mouvement, un mouvement d'extrême droite large et interclassiste, évidemment.

Cet exemple le rappelle très concrètement. Dans une boutique qui compte la patronne et deux salariées, la patronne a décidé de fermer samedi pour aller manifester avec les Gilets jaunes et annonce donc qu'elle va déduire la journée du salaire. Cette boutique se trouve dans la même ville qu'une des plus grosses entreprises du département, une usine avec des syndicats relativement importants, où il y a les locaux des unions locales des principaux syndicats. Bon ce n'est pas ouvert très souvent, mais ça existe. Il y a un syndicat dont des militants parlent de solidarité de classe, et beaucoup cherchent sincèrement à la mettre en œuvre, passent du temps à militer, pas juste sur leurs heures de délégation, font des tracts dans l'usine toutes les semaines. Mais qui s'intéresse à ces deux employées ? Le syndicat a distribué le même jour un tract qui dit «*Les travailleurs qui veulent utiliser le 17 novembre pour protester contre la vie chère ont raison.*» Qui va être aux côtés de ces deux

salariées, puisque des syndicats du coin appellent à manifester avec celle qui est leur employeur ?

Ce que ne doit pas emporter cette marée «populaire» brune, c’est la conscience de tout ce qui se fait autrement, tout ce qui se fait de bien

C’est à une mobilisation porteuse de ce type de contenu et de pratiques, totalement prévisibles pour qui a eu la curiosité d’aller voir ce qui se disait et qui participait aux groupes Facebook, que bien des militants «de gauche» ont incité à participer. Où sont allés un certain nombre de personnalités politiques, comme Adrien Quatennens ou François Ruffin, qui, contrairement à des tas de prolos et à des racisés et racisées, a passé une super journée, à se balader en moto sur des routes quasi désertes. Il est fier de *«voir des gens qui se redressent»*, *«fier de [s]on coin»*.

Jean-Luc Mélenchon était présent en fin de journée place de la Concorde à Paris, alors qu’on trouvait dans le cortège parti des Champs-Élysées Hervé Ryssen (militant violemment antisémite et raciste) et d’autres militants d’extrême droite. *«C’est aussi le lieu des martyrs du 6 février 1934”, rappelle Fred, en référence à la manifestation de ligues d’extrême droite qui a fait au moins 15 morts dans l’entre-deux-guerres. Casque anti-fumigènes sur le nez, ce militant s’enflamme : “On tient le terrain. On attend le peuple. Et on va harceler le pouvoir.” Sans violence, assure-t-il. “A moins que des nervis du Système, à la solde de Soros, nous infiltrent”»*, rapporte ainsi *L’Express*.

Les orientations politiques d’une grande partie de la France Insoumise n’amènent aucune surprise à voir que ses dirigeants se sentent enthousiasmés par une telle mobilisation. Jean-Luc Mélenchon d’ailleurs est clair, ce qui l’intéresse c’est ce qu’il appelle «le peuple», et c’est bien eux qui ont manifesté le 17 novembre. Ce peuple qui n’est justement pas les classes populaires, ni ceux qui veulent le progrès social, l’égalité, le respect des droits humains. Ce peuple dont on sait très bien ce qu’il pense quand il brandit des drapeaux bleu-blanc-rouge et chante *La Marseillaise*.

Ce qui n’aurait pas dû faire de doute avant est plus que jamais clair : celles et ceux qui continuent à soutenir le mouvement des Gilets jaunes le font AVEC les fascistes.

Au lieu de réveiller les consciences de celles et ceux qui ont défendu ce mouvement, la mise en lumière de ce qu'il est suscite irritation et impatience. La violence contre les minorités, après tout c'est facile à minorer. Finis les beaux discours et les postures sur le fait qu'on allait défiler main dans la main avec les lepénistes pour justement les empêcher d'agir et de récupérer. Ce n'est plus de la complaisance vis-à-vis de l'extrême droite mais bien une collaboration active. Et ce que risque d'emporter aussi cette marée «populaire» brune, c'est la conscience de tout ce qui se fait autrement, tout ce qui se fait de bien, sans fachos ni fâchés, mais par des gens qui font vivre la solidarité.

Cette semaine, rien qu'en France et sans être exhaustif, il y a eu des grèves dans le métro lyonnais, chez des facteurs de Rouen pour leurs conditions de travail, chez Man Energy Solutions à Saint-Nazaire contre des sanctions envers des collègues, chez les enseignants lundi 12 novembre, un piquet à l'hôpital psychiatrique de Saintes comme à celui de Brienne-le-Château, un mouvement des pompiers de l'Essonne et des animateurs de quartier à Fleury-les-Aubrais près d'Orléans, grève aussi des salariés du magasin But de Bobigny menacé de fermeture, dans les transports en commun Irigo à Angers, chez les employés de Teisseire à Crolles, à la CPAM de Chambéry pour le maintien des permanences d'accueil, etc.

Il y a eu une manif pour le maintien du centre AFPA d'Istres, des manifestations contre le mal-logement à Marseille, un rassemblement antisexiste et contre l'homophobie face aux opposants à l'extension de la PMA à Dijon et à Grenoble...

Nous avons empêché Marine Le Pen d'accéder au pouvoir en France, nous faisons vivre les avancées de la révolution syrienne, nous refusons le piège malsain de l'opposition entre le combat contre l'antisémitisme et l'islamophobie. Nous nous prenons la tête à comprendre ce qui a merdé ou manqué, à nous rencontrer malgré tout, à nous tenir droits et droites quand tout semble vaciller.

Nous avons plus de force que nous ne voulons le reconnaître.

Lignes de crêtes, 18 novembre 2018

Pour les liens internes à l'article se reporter au site

<https://www.lignes-de-cretes.org/>

Gilets jaunes : entre colère légitime, débordements racistes et perte des repères de classe

Texte du **groupe Salvador Segui de la Fédération anarchiste**,
21 novembre 2018

Depuis samedi dernier, c'est une vague de Gilets jaunes qui semble donc s'être répandue sur l'Hexagone pour dénoncer, au départ, l'augmentation des taxes sur les carburants. Si l'on en croit les derniers décomptes, à l'heure où sont écrites ces lignes, ces rassemblements auraient regroupé près de 290 000 personnes sur l'ensemble du territoire depuis samedi. Au programme, des blocages, des opérations escargots et de filtrage, et surtout pas mal de débordements racistes, homophobes et violents.

Mouvement aux origines assez floues, le large mot d'ordre de ras-le-bol fiscal a, dès ses débuts, fait sauter les oppositions de classe en rassemblant dans un même élan, prolétaires, petite bourgeoisie et patronat. Preuve en est, certains transporteurs voyant, dans l'augmentation des taxes sur les carburants, une perte de leurs chers profits, ont rejoint le mouvement et participé aux blocages ce week-end. Parallèlement, l'extrême droite s'est rapidement ralliée à ce mouvement de contestation (celle-ci, attachée à ses idées libérales, se retrouvant pleinement dans la fronde anti-impôts portée par les Gilets jaunes), avant d'être rejointe par les courants politiques de tout poil, de droite comme de gauche, qui ne voulaient visiblement pas manquer d'exister dans le cadre d'un mouvement d'ampleur.

Par ailleurs, derrière l'appel premier contre la hausse des taxes sur les carburants semblent s'être rassemblées des colères et des revendications bien diverses. On retrouve ainsi chez ces Gilets jaunes, aussi bien des personnes en situation de précarité, poussées à bout par les politiques de casse sociale des gouvernements successifs, que des manifestants aux revendications franchement douteuses, voire

clairement libérales, fustigeant fonctionnaires, cotisations et aides sociales. Grâce à eux, Macron a d'ores et déjà l'excuse parfaite pour légitimer ses futures attaques contre ce qu'il reste des services publics et des mécanismes de la Sécurité sociale, en faisant sauter leurs sources de financement.

En tout cas, les multiples agressions homophobes et racistes de ce week-end témoignent de l'idéologie nauséabonde qui plane chez un certain nombre de Gilets jaunes. L'épisode de la jeune femme voilée, sommée de retirer son voile sous la pression d'apprentis miliciens, ou encore celui de l'agression raciste d'une jeune femme font vomir. Dernier exemple en date, un barrage de Gilets jaunes qui, après avoir repéré des migrants cachés dans un camion, appelle les gendarmes pour qu'ils soient arrêtés. Ces épisodes nous montrent que certains, en prenant leur chasuble jaune, se rêvent en réalité en flics, administrant leur petite justice réactionnaire, raciste et expéditive aux abords d'un rond-point. Car disons-le aussi clairement : ces Gilets jaunes, s'ils sont l'expression, pour beaucoup, d'une colère profondément légitime contre les dirigeants et le système politique en place, ont aussi quelque chose de bel et bien flippant, notamment quand ils se transforment en milices improvisées, sans principes ni règles claires, jugeant et violentant parfois les individus à la tête du conducteur de la voiture.

Une chose est en tout cas certaine, ce mouvement des Gilets jaunes nous montre qu'il existe des colères bien réelles et légitimes chez nombre de personnes, fruits de la précarité qu'organisent patrons, politiciens et possédants. Cette colère est d'autant plus compréhensible dans les déserts ruraux, espaces où disparaissent année après année, hôpitaux, maternités, gares, bus, écoles. L'émergence d'un futur mouvement social n'est donc pas impossible face aux réformes que nous prépare le gouvernement Philippe. Malheureusement, en rassemblant travailleurs et patrons sur des mots d'ordre communs, les Gilets jaunes sont aussi le signe de la disparition de la culture et des repères de classe.

Aussi est-il plus que nécessaire aujourd'hui de diffuser massivement nos discours et nos idées, de rappeler nos oppositions de classe, et le fait que ce mouvement, dans la forme qui est la sienne aujourd'hui et les idées qu'il diffuse, ne fait que servir la soupe à

l'extrême droite et préparer le terrain aux futures politiques ultra-libérales du gouvernement, notamment celle de la réforme à venir du régime de retraite.

Face aux problématiques de mobilité que pose cette hausse des taxes sur les carburants, il nous faut porter des mots d'ordre et des revendications claires en exigeant notamment la création de transports en commun dans les régions où ils sont inexistant, leur gratuité, la taxation du capital et non des travailleurs, l'augmentation des salaires, des pensions et des retraites. Mais nous ne devons pas oublier que ces revendications immédiates, absolument nécessaires, ne pourront répondre à long terme à la misère sociale que produit structurellement le système capitaliste.

C'est pourquoi, nous, anarchistes, prôtons une société fédéraliste débarrassée des exploitations de classes, organisée autour d'associations de consommateurs et de travailleurs, assurant la production, la sauvegarde des métiers, et le bien-être de chacun. La révolution que nous devons porter ne doit pas être un mouvement de violence tout azimut, sans principe ni repères de classe, prenant pour ennemi celui ou celle qui ne chante pas *La Marseillaise* ou qui porte un voile, mais un mouvement de fond de reconstruction de nos institutions sociales porté par les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes et qui place notamment au cœur de leur fonctionnement les principes de solidarité et d'égalité.

Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Paris, le 21 novembre 2018

Gilets jaunes, Cauchy bruns

21 novembre 2018

Depuis samedi 17 novembre, les Gilets jaunes sont sortis de leurs groupes Facebook pour tantôt bloquer zones commerciales, autoroutes et périphériques. Dans ce mouvement qui a émergé «sans partis ni syndicats» commence à apparaître des leaders locaux et nationaux. Pour l'instant ces derniers se revendiquent pudiquement «porte-parole». A Toulouse, la presse consacre Benjamin Cauchy. Qui est-il ?

Aujourd'hui, lundi 19 novembre, *Le Figaro* (et si) nous indique la stratégie développée par Benjamin Cauchy, Toulousain de 38 ans et «cadre commercial dans les assurances». «*Ce qu'on va faire aujourd'hui c'est évidemment maintenir la pression sur les artères et les centres économiques les plus importants*». Il s'exprimait aux environs de 7 heures ce matin sur RMC & BFM, interviewé par Jean-Jacques Bourdin. Jean-Jacques Bourdin, c'est le top du top pour les matinales des médias dominants, avec le bon compresseur qui va bien sur la voix du présentateur pour la rendre super grave.

Mais cette interview de 9 minutes n'est pas sa première une certaine. Elise Cauchy les recense méthodiquement. Déjà 7 interviews en trois jours. La première dès le 14 novembre. Bon score. Faut dire que le type est à l'aise face aux caméras, il est commercial après tout, il balance cinq statistiques à la minute. C'est propre. Mais on n'en sait pas vraiment plus sur lui à regarder ses discours télévisés. Interrogé sur les possibles récupérations de ce qu'on peut appeler *son* mouvement, Benjamin Cauchy annonce «*Les Gilets jaunes sont apolitiques.*» Qu'a-t-il voté à la présidentielle de 2017 ? «*Je n'ai pas voté Macron au premier tour*», répond Benjamin Cauchy à Jean-Jacques Bourdin.

Bref, malgré les super journalistes de BFM et CNews, on n'en saura pas plus sur ce personnage «*choisi par les Gilets jaunes pour les représenter*». Sauf que...les Gilets jaunes s'organisent sur les réseaux sociaux. Alors évidemment Benjamin Cauchy a un Facebook.

Et là, le personnage apparaît très «apolitique». Apolitique comme l'UNI qui tracte sur un campus universitaire. D'un peu plus près...

Il semble avoir une certaine fascination pour Dupont-Aignan et Debout la France. On note aussi son affection pour les «policiers en colère» et l'association «apolitique» (elle aussi) MPC des policiers en colère, celle créée à l'automne 2016, à la suite de nombreuses manifs sauvages de keufs cagoulés et armés.

Sur son profil Facebook, vous pouvez jouer au jeux des 7 différences, il a effectué quelques modifications récemment. Habile. Bref, les Gilets jaunes, on ne sait pas où ça va, mais mais on sait qui tente de diriger.

Information anti autoritaire Toulouse et alentours (IAATA),
21 novembre 2018 - Pour les liens internes à l'article se reporter au site <https://iaata.info/Gilets-jaunes-Cauchy-bruns-2874.html>

ASSOCIATION MOBILISATION DES POLICIERS EN COLERE



Créée il y a plus de deux ans pour être une force de proposition dans la défense des policiers, l'association M.P.C. (Mobilisation des Policiers en Colère), ses représentants et ses adhérents oeuvrent ensemble dans l'intérêt commun.

Vos adhésions et vos dons sont utiles au bon fonctionnement de l'association, pour financer nos actions et mener à bien la défense des policiers

LES ADHÉSIONS

Ouvert exclusivement aux actifs de la Police Nationale, aux retraités et aux personnels administratifs du Ministère de l'Intérieur, le montant de la cotisation annuelle est fixé à 5€.

Désormais disponible en ligne:
<https://www.mpc-asso.net/adhesionetdons>



LES DONS

Parce que toutes les actions sont utiles, vous pouvez participer à la hauteur de vos moyens, ponctuellement ou mensuellement, en faisant un don à l'association.

Désormais disponible en ligne:
<https://www.mpc-asso.net/adhesionetdons>



La MPC met en place un fond de solidarité dont les bénéfices seront **INTÉGRALEMENT REVERSÉS** aux collègues et à leur famille, avec la vente d'écussons "Collector's by Stan Hothbrides" et «Je Suis La Base» au prix de : 10€ (envoi lettre suivie inclu)

Désormais disponible en ligne:
<https://www.mpc-asso.net/adhesionetdons>

OPÉRATION SOLIDARITÉ



www.mpc-asso.net   

Copie d'écran Facebook de l'association Mobilisation des policiers en colère (MPC)

Paris : des antisémites sous les Gilets jaunes

22 novembre 2018

Parmi les «Gilets jaunes» présents à Paris pour «tout bloquer» samedi dernier, une belle brochette de nationalistes et d'antisémites notoires, qui comptent bien récidiver samedi prochain...

Pas facile d'avoir un avis tranché et définitif sur le mouvement des «Gilets jaunes», qui s'est exprimé pour la première fois samedi dernier. Certains, comme Jean-Pierre Anselme, veulent y voir *«un mouvement d'ampleur, qui mobilise une large fraction des classes populaires les plus meurtries par les politiques gouvernementales néolibérales»*, dont les tentatives de récupération de la part de leaders nationalistes *«n'atteste en rien de sa prétendue "nature" d'extrême droite»*.

D'autres, au contraire, comme nos camarades désabusés de Haute-Savoie, jugent ce mouvement plus sévèrement : *«Sans perspectives révolutionnaires, les masses populaires qui cherchent la rébellion contre la morosité périurbaine se retrouvent prises dans les mailles du populisme, renforçant ainsi l'avancée du fascisme.»*

Pour notre part, c'est plutôt avec scepticisme que nous observons ce mouvement, car sa revendication «franchouillarde» (la référence aux «Gaulois»), son anti-fiscalisme primaire (quid de la redistribution des richesses ?), et plus largement sa vacuité idéologique le rendent plus facilement perméable aux idées d'extrême droite qu'à nos propositions d'émancipation sociale et de solidarité de classe, quelle que soit la nationalité. L'avenir jugera, mais d'expérience, on sait que ce genre de mouvement spontané, n'ayant pour seule revendication que de «faire entendre le peuple» sans préciser ce qu'il a à dire, est soit voué à disparaître rapidement, soit à finir dans les filets des populistes professionnels, qui sont déjà à l'affût.

L'extrême droite en embuscade

D'ailleurs, les fafs ne s'y sont pas trompés, et les «vedettes» du milieu ont bien pris soin de faire un selfie avec des Gilets jaunes, comme Dieudonné, Alexandre Gabriac et bien d'autres qui avaient sorti leurs Gilets jaunes. Le PDF (Parti de la France) aussi...

Des fans de Faurisson sur les Champs-Élysées

À Paris, un petit groupe s'était constitué dès 7 heures du matin sur le rond-point des Champs Élysées, histoire d'être les premiers pour tenter de «bloquer» la célèbre avenue. Une vidéo de près d'une heure, réalisée par un certain Victor Diaz de Vivar, a circulé sur les réseaux sociaux : elle montre le groupe dirigé par un certain Fred, entouré en rouge sur les photos ci-dessous, ainsi que son copain Kevin, filmé à plusieurs reprises en gros plan...

Or, dans cette petite équipe, on retrouve **une belle brochette de nationalistes et d'antisémites** parmi les plus radicaux, dont le «leader» autoproclamé de ces «Gilets jaunes» parisiens.

On peut ainsi reconnaître sans peine sur la vidéo **Frédéric Jamet**. Entré dans la police en 1987, il sévit à la direction des Renseignements généraux de la préfecture de police, tout en étant militant à l'Œuvre française (OF). Si on en croit le fondateur de l'OF, Pierre Sidos, dans une interview donnée à Hervé Ryssen, Jamet «*corrigeait les rapports sur le plan français (correction, mise en forme) et plutôt que de mettre les documents dans le broyeur, il nous les fournissait*». En 1991, il rejoint la 12^e section de la direction, chargée du traitement de l'immigration clandestine. Or, à cette époque, Jamet faisait partie des militants de l'OF qui faisaient de l'entrisme au Front national. Dans le parti de Jean-Marie Le Pen, Jamet rejoint le syndicat Front national-Police¹ : il est même le rédacteur en chef du bulletin du syndicat frontiste.

Suite à l'invalidation de ce syndicat frontiste en 1998, il rejoint alors le Syndicat professionnel des policiers de France (SPPF), dont il devient le secrétaire général, tout en restant au Front national ; mais, la même année, Jamet, qui vient d'être nommé à l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, est interpellé et mis en examen pour un braquage du restaurant Pétrossian, dans le cadre d'une enquête sur un trafic d'explosifs. Il refuse de répondre au juge, évoquant le secret défense... Révoqué de la police nationale, Jamet passe en procès en 2004 pour association de malfaiteurs, tentative d'escroquerie en bande organisée et vol à main armée, et confirme à cette occasion qu'il était une «barbouze»... Un citoyen modèle !

Toujours proche de l'Œuvre française, Jamet était venu, en 2012, lors des élections universitaires à Assas, soutenir ses petits camarades du GUD. Si on en croit le journaliste Frédéric Haziza (ou plus précisément ses amis policiers) dans son livre *Vol au-dessus d'un nid de fachos*, Jamet aurait également participé au financement du Crabe-Tambour, le bar du gudard Logan Djian ; Hervé Ryssen,

1. Fondé en 1995 par un dissident de la FPIP, Jean-Paul Larendeau.

dont il sera question plus loin dans l'article, est également de l'aventure. Enfin, le 29 septembre de la même année, il était présent au rassemblement des Jeunesses nationalistes devant Notre-Dame, dont le site antifasciste REFLEXes avait à l'époque fait un compte rendu circonstancié. Là encore, Hervé Ryssen est présent.

En 2015, Frédéric Jamet crée sa propre organisation, le Mouvement Écologique National et Solidaire (MENS, pour «esprit» en latin, quel poète!), dont Jamet se désigne comme le «Stratège», sous le pseudonyme de Périclès... Un manque total d'humilité qui n'a d'égal que l'anonymat complet de son mouvement, dont la seule activité connue est la publication sporadique de communiqués pour dénoncer pêle-mêle l'immigration, les abattoirs et les agressions «sionistes» contre la Syrie. En novembre 2017, le MENS, du moins son «Stratège», vient prêter main-forte au «Comité Révolutionnaire International» de Franck Pucciarelli, un soutien inconditionnel de Kadhafi : la scène se passe au théâtre de la Main d'Or, alors le théâtre où s'exhibait Dieudonné, et en présence de Ginette Skandrani, soutien bien connu des négationnistes de tout poil.

On est donc un peu moins étonné de voir Jamet lancer quelques mois plus tard, le 11 mai 2018, un appel à signature pour un «Pacte antimondialiste», qui entend rassembler tous ceux qui veulent *«lutter contre l'oligarchie mondialiste qui orchestre le projet totalitaire de gouvernance mondiale aux fins d'asservissement de l'humanité»* et *«combattre l'axe sioniste générateur de conflits et de chaos»*...

On est encore moins surpris d'avoir vu samedi dernier, aux côtés de Jamet, gilet jaune sur le dos, d'autres citoyens tout aussi «remarquables», en tout cas pour leur antisémitisme :

– **Hervé Lalin, dit Ryssen**, un ancien militant du FN, responsable du groupuscule nationaliste-révolutionnaire Unité Radicale en Ile-de-France au début des années 2000, s'est fait connaître par l'organisation de l'agression du père Berger à la Basilique Saint-Denis le 15 septembre 2003, en raison de son soutien aux sans-papiers. C'est ensuite sous son nom de plume Hervé Ryssen qu'on le retrouve, publiant divers ouvrages tous plus antisémites les uns que les autres, dans lesquels il prétend analyser le «discours mondialiste juif» en faisant la part belle à la psychologie de bazar. Régulièrement invité à s'exprimer dans l'hebdomadaire pétainiste *Rivarol*, le bonhomme s'est rapproché assez logiquement de l'Œuvre française, jusqu'à sa dissolution. Ryssen, dans une vidéo aujourd'hui supprimée, se revendiquait lui-même **«antisémite et raciste»**.

– un ami de Ryssen, connu sous le pseudo **John Balder**, qui considère sur les réseaux sociaux le négationniste Faurisson comme *«un héros de la Résistance face à la dictature juive»* : Balder était d'ailleurs présent à sa dernière conférence en Angleterre, la veille de

sa mort, en compagnie de Pierre Dortiguiier, Maria Poumier (deux soutiens connus des négationnistes) et Vincent Reynouard, catho intégriste et négationniste convaincu, ainsi que, bien entendu, quelques élus du British National Party (BNP).

– **Kevin Licata**, une sorte de «Vincent Lapierre» aux petits pieds, animateur d'une chaîne Youtube, «Chroniques de rue», sur laquelle il a interviewé des personnalités connues pour leur «amour» de la communauté juive, comme le suprémaciste noir Kemi Seba, l'imposteur Alain Soral, le néonazi Daniel Conversano ou le directeur de *Rivarol* Jérôme Bourdon.

Tout ce petit monde se connaît bien, et se retrouve aux différentes sauteries organisées par l'extrême droite radicale, comme par exemple à la «Fête du pays réel» de l'organisation catholique intégriste Civitas : on notera au passage que la militante de Résistance helvétique qui les accompagne, Vanessa Inzaghi, est elle aussi une fan de Faurisson, qu'elle a rencontré à plusieurs reprises.

– **Jean Lamour**, discret militant de l'ex-Ceuvre française, au sein de laquelle il se chargeait de l'anti-antifascisme virtuel : il aurait même cherché, mais en vain, à identifier les animateurs de La Horde... Désolé, Jeannot, tu ne sais pas qui on est, mais toi on te connaît !

Derrière la caméra, pour filmer ses copains, on trouve Victor Diaz de Vivar, alias Victor Lenta : passé par le Bloc Identitaire de Toulouse au début des années 2010, et logiquement s'engageant dans l'Oustal, le local des Identitaires sur cette ville à cette époque, Lanta rejoint durant l'été 2012 le Lys Noir de Rodolphe Crevelle. En septembre 2012, sans même avertir personne et laissant une ardoise à l'Oustal, Victor quitte le Bloc et prend la tête des Jeunesses Nationalistes.

En 2014, il lance le mouvement «Unité Continentale», qui voulait regrouper des volontaires français pour combattre aux côtés des pro-Poutine dans le Donbass. Il part donc en Ukraine et au bout de 3 mois ils ne sont qu'une petite dizaine dont 3-4 Français.

On avait récemment parlé de lui à propos d'une conférence sur la Russie où il était intervenu sous le pseudo de Victor Alfonso, et à laquelle était également invité Djordje Kuzmanovic, le conseiller pro-Poutine de Mélenchon.

Ce qu'on peut en conclure...

On imagine bien que les quelques dizaines de «Gilets jaunes» qui suivaient les sinistres personnages ci-dessus samedi dernier ne partagent pas forcément leur antisémitisme, ni même ont la moindre idée de qui ils étaient. Et c'est bien le problème : car quand on ne sait pas vraiment où on va, on risque bien de suivre n'importe qui, et la petite expérience activiste de certains des militants cités pourraient

bien suffire à en faire des leaders... Alors que les «Gilets jaunes» se sont donnés rendez-vous à Paris le week-end prochain, Jamet et ses amis ont d'ores et déjà annoncé qu'ils seront de la partie : maintenant que leur parcours politique est connu, espérons davantage de discernement parmi celles et ceux qui voudront exprimer leur «ras-le-bol» le week-end prochain.

La Horde, 22 novembre 2018

Pour les liens internes à l'article se reporter au site

<http://lahorde.samizdat.net/2018/11/22/paris-des-antisemites-sous-les-Gilets-jaunes/>



Individus à virer des manifestations de toute urgence... si l'on n'est pas favorable à l'« identité profonde » du « peuple » de France !

Retour sur le parcours d'un agriculteur star devenu «gilet jaune»

22 novembre 2018

Il n'est pas question ici d'analyser le mouvement des Gilets jaunes mais il nous a semblé important de pointer du doigt ceux qui veulent se réapproprier un «mouvement citoyen» en prenant le masque de la respectabilité.

Focalisons-nous donc sur l'un des organisateurs autoproclamés des «Gilets jaunes» à Limoges : Christophe Lechevallier. Ce visage bien connu des Haut-Viennois est passé par toutes les couleurs – l'orange (du MoDem), le brun (du FN), le vert du glyphosate (avec la FDSEA), et le jaune (des Gilets jaunes et de son syndicat FNSEA itou) – ces couleurs se marient très bien entre elles et forment une couleur virant vers le brun nauséabond...

Parcours politique et syndical :

D'abord au MoDem, il se présente aux législatives en 2012. Il organise même la venue de Bayrou dans sa ferme. Transfuge, il se rallie au Front national tout en étant secrétaire général de la FDSEA. Il organise encore un meeting à Pageas dans la ferme de ses parents en 2016, pour inviter sa nouvelle camarade Marine Le Pen. Pour la FNSEA¹ et ses satellites régionaux (FRSEA), la pilule ne passe pas... Il devra «démissionner». Pour rappel, entre la FNSEA et le FN, l'incompatibilité politique se base sur leurs [...] *«valeurs fortes pour “plus d'Europe et mieux d'Europe” avec une Politique agricole commune (PAC) qui doit rester un enjeu stratégique, garante du maintien de l'activité de production agricole, du développement de*

¹. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles : syndicat majoritaire dans la profession agricole. Organisation patronale faisant la promotion de l'agro-industrie (réintroduction du glyphosate, etc.).

filières agroalimentaires et de l'approvisionnement des consommateurs européens en produits sains et de qualité».

Pour la FNSEA, c'est donc une Europe ouverte aux capitaux et donc une fermeture des frontières par les barbelés de Frontex and co. Le dissensus porte donc sur la question de l'Europe et non sur les positions racistes, xénophobes, etc., du FN et de ses représentants.

Spectacularisation de la misère en milieu agricole

Afin de finir ce tableau bariolé aux variations multiples allant du glauque au kaki, il fallait que ce preux Lechevallier ajoute sa touche... par la participation à une télé-réalité : *L'Amour est dans le pré*. A savoir, que ce rebondissement dans sa carrière politique ne fait pas mouche. Bien au contraire, c'est tout à fait cohérent !

Cette émission de télévision, qui fait son beurre sur la misère sexuelle et sociale en milieu agricole, est portée par le regard mercantile de la production et celui, compatissant et méprisant, des spectateurs. Par ce biais, elle permet de créer un spectacle de la misère en invisibilisant les violences structurelles subites par les paysans et agriculteurs (suicide, cancer, isolement, etc.). Ce show montre le problème social par le biais d'un prisme individuel et met sous silence la violence d'État, des syndicats et de l'agro-industrie.

Enfin, ce n'est pas pour décrédibiliser ou chercher les détails dans le mouvement des Gilets jaunes, mais à quelles conditions pouvons-nous participer à ce mouvement ? Est-ce que nous voulons à côté de nous des «populistes» de gauche et de droite qui viennent encadrer nos futurs débordements ? Bloquons tout et soyons vigilants !

La Bogue, site coopératif d'infos et de luttes en Limousin, 22 novembre 2018,

Pour les liens internes à l'article se reporter au site
<https://labogue.info/spip.php?article302>

Gilet jaune : **Ni Macron Ni Discrimination !**

23 novembre 2018

La mobilisation des Gilets jaunes a réuni le 17 novembre plusieurs centaines de milliers de personnes dans toute la France. Point de départ de cette mobilisation : la hausse de la taxe carbone et de nombreux appels au blocage des routes sur les réseaux sociaux. L'indépendance vis-à-vis des organisations politiques et syndicales et la volonté d'éviter toute récupération ont aussi rapidement été mises en avant par une partie des Gilets jaunes. Au final, nous avons pu assister à des réalités très différentes sur les milliers de rassemblements dans tout le pays, que ce soit par les modes d'action, les revendications, les motivations ou la sociologie des manifestants et manifestantes.

Malheureusement, comme à son habitude et dès le départ de la mobilisation, l'extrême droite a tenté de surfer sur la colère de la population et de l'instrumentaliser à ses propres fins. En effet, un certain nombre d'évènements sont venus confirmer que l'extrême droite, ou tout du moins ses idées, ont pu s'exprimer cette semaine :

– Bourg-en-Bresse : un élu local et son compagnon agressés après avoir été reconnus par des manifestants criant : «Je le reconnais, c'est un pédé.»

– Saint-Quentin : une femme contrainte de retirer son voile à un barrage routier.

– A Cognac : une femme noire victime d'insultes racistes sous les yeux de ses enfants.

– A Besançon : un journaliste victime d'insultes racistes et frappé au visage.

– Somme : des migrants cachés dans un camion dénoncés aux flics par des Gilets jaunes...

Pour ce qui est des méthodes, on a pu observer, sur certains barrages, des automobilistes contraints d'arborer un gilet jaune sur leur pare-brise s'ils souhaitent poursuivre leur route. Drôle de manière de rallier à la cause, bien que légitime, des citoyens tout

autant victimes de la politique antisociale de Macron et de ses prédécesseurs...

En Savoie, plusieurs lieux de rassemblement se sont tenus le week-end dernier et nous souhaitons témoigner ici de la présence de l'extrême droite et de ses sbires sur certains d'entre eux.

Rassemblement National (RN, anciennement Front National) : Marie DAUCHY (élue RN à la région Rhône-Alpes-Auvergne) et Brice BERNARD (président du RN Savoie) ont tous deux passé une partie de leur week-end sur le blocage de la voie rapide de Chambéry.

Clan la Montagne : association dirigée par David BERTON (ancien responsable du Front National Savoie) et adepte d'un curieux mélange de discours soralo-catholico-zemmourien. Présent sur le péage de Chignin puis sur la voie rapide de Chambéry le samedi. Il appelle au rassemblement sur le blocage du dépôt de carburant d'Albens cette semaine.

Bastion Social (anciennement EdelweiSS Pays de Savoie) : voir nos articles à leur sujet. Présents sur le blocage de la voie rapide de Chambéry jusqu'à la nuit tombée, ils ont pu entonner leur fameux slogan «On est chez nous ! On est chez nous !».

Civitas : (voir notre article) Alexandre GABRIAC, dirigeant national de ce parti catholique intégriste, a pu être aperçu au péage de la Motte-Servolex puis rejoignant la voie rapide de Chambéry.

Dans plusieurs villes de France, les Gilets jaunes se sont positionnés cette semaine contre cette récupération de l'extrême droite, comme à Saint-Nazaire ou encore à Grenoble. Nous ne pouvons que souhaiter que de telles revendications se répandent rapidement au sein de ce mouvement, c'est une des conditions qui permettra une extension du mouvement à toutes les franges de la population !

Réseau antifasciste Savoie (RAS), 23 novembre 2018

<https://ras73.lautre.net/?page=Article&idArt=37>

De la différence entre boucher une artère et créer un cœur

22 novembre 2018

Par **Antonin Grégoire** et **Sonia**

C'est significatif que tout d'un coup, on se souvienne ici qu'il y a eu des printemps arabes en 2011. Mais quand c'est pour légitimer le mouvement des Gilets jaunes en France, c'est montrer une incompréhension de ces deux mouvements, très différents malgré des similitudes formelles. Ces comparaisons ne sont pas là pour la gloire du printemps arabe mais plutôt pour appuyer une autre comparaison, avec la Révolution française. Mais bon la Révolution française c'est loin, alors on va chercher les printemps arabes pour faire le lien.

Ce qui est intéressant c'est qu'en faisant ressortir tout ce qui oppose les Gilets jaunes et les printemps arabes, on peut faire ressortir à quel point ce mouvement est éloigné d'une révolution.

La revendication d'une similitude avec le printemps arabe n'est d'ailleurs pas nouvelle. Le tristement célèbre «Printemps républicain» a déjà innové en la matière, tentant de récupérer l'image positive du printemps arabe (en enlevant le mot «arabe») pour en faire une mouvance raciste. De la même manière les homophobes du «Printemps français» tentaient eux aussi de s'approprier et bien évidemment d'oblitérer la dignité retrouvée des printemps arabes en l'identifiant à une fierté nationale aux relents racistes.

Une similitude qui est pointée, c'est que dans les deux cas, ce sont des mouvements populaires «spontanés».

Les printemps arabes se sont produits dans des régimes autoritaires au mieux, clairement dictatoriaux le plus souvent. Il n'y avait donc guère d'organisations auxquelles adhérer librement, même s'il y avait des différences entre la Tunisie et la Libye, ou la Syrie, au niveau des syndicats par exemple. Mais même là où des organisations étaient autorisées, elles devaient mener leurs activités dans un cadre contraint par la répression et le manque de liberté.

En France, même si on peut leur porter de nombreuses critiques pertinentes, il existe une multitude d'organisations, locales ou nationales, de quelques membres à des centaines de milliers d'adhérents, associations de solidarité, de défense d'une cause, syndicats, partis, ONG, organismes caritatifs... Dans le cas des

printemps arabes, il était quasiment impossible au départ de s'organiser collectivement autrement qu'au travers de manifestations. Dans celui des Gilets jaunes, c'est une orientation du mouvement que de rejeter dans le discours toute structure organisationnelle préexistante. Car dans les faits, le mouvement des Gilets jaunes a bénéficié dans sa diffusion de structures comme des réseaux patronaux, d'extrême droite ou liés à l'automobile ou à la moto.

D'ailleurs, le rapport au politique est aussi très différent. Les printemps arabes se savaient et se voulaient politiques, au sens le plus noble du terme. Les manifestants et manifestantes voulaient se réapproprier la vie de la cité. Les Gilets jaunes mettent en avant leur apolitisme. Et cet apolitisme ne vise pas la récupération par des partis ou d'autres : de nombreuses personnalités d'extrême droite ou d'extrême gauche se sont rendues sur les initiatives sans ennui, parlent du mouvement à la télé, sur leurs sites et autres médias sans que cela ne suscite de réactions des Gilets jaunes.

Les premières manifestations des révolutions arabes étaient locales ou à quelques personnes, et ont grossi et essaimé. Les revendications se sont élaborées dans le temps, tout comme les slogans, et ils avaient du sens, sur le fond et sur la forme.

Les Gilets jaunes, c'est l'inverse : une grosse action nationale sans organisation (au sens le plus concret du terme) avec des slogans comme «bloquons tout», et de petits groupes privés qui se créent pour continuer (quoi ?), dans une ambiance parfois paranoïaque.

La manière d'utiliser l'espace public est aussi totalement différente. Dans le monde arabe, il était impensable, ou plus ou moins risqué, de manifester dans d'autres occasions que celles décidées par les régimes en place. Les rues, les places étaient des lieux où chacun et chacune surveille ce qu'il ou elle dit, où les agents du pouvoir épient. Se réapproprier l'espace public, cela a permis de casser la peur et les chapes de plomb des dictatures. C'était l'ouverture d'espaces de liberté, l'apparition de possibles, l'appel à toutes celles et tous ceux qui avaient envie de s'émanciper à rejoindre la lutte.

Dans le mouvement des Gilets jaunes, c'est l'inverse, c'est au départ le blocage qui est mis en avant comme forme d'action, le filtrage de ronds-points, les opérations escargots sur les autoroutes, les piquets devant des supermarchés ou des stations essence.

«*Ce que nous bloquons, c'est notre vie quotidienne*», dit un Gilet jaune. La leur, mais surtout celles d'autres personnes, pas mieux loties qu'eux. Et cela en voulant non pas convaincre et donner envie, mais bien souvent contraindre ceux qui ne portaient pas le gilet jaune, ne criaient pas les slogans. Il y a une forte composante autoritaire et agressive dans ce mouvement, et bien des personnes qui

ont participé le 17 novembre ont fait part de leur malaise face à cela. Occuper une place et bloquer un rond-point n'est pas de même nature. Les occupations des places lors des printemps arabes créaient des espaces nouveaux et du social au premier sens du terme. Les occupations créaient des microsociétés révolutionnaires d'où se dégageait une unité révolutionnaire. La place occupée, la place Tahrir, le rond-point Pearl deviennent des personnages vivants incarnant la révolution : ils sont plus que la simple addition des individus présents.

Chez les Gilets jaunes c'est la division qui prime. Empêcher la circulation, mettre en avant des thèmes individuels (la voiture), des histoires individuelles, agrégat des colères individuelles déclenchant d'autres colères individuelles. La différence est la même qu'entre boucher une artère et créer un cœur. Le rapport à la mort et au martyr aussi est étrangement inverse. Lors des révolutions arabes, aller manifester c'est la quasi-certitude de mourir, ou d'être arrêté et torturé. Pourtant le moindre mort était considéré comme insupportable et déclenchait de nouvelles manifestations. Les Gilets jaunes, à l'inverse, sont a priori assurés de rentrer chez eux en vie. Et pourtant un mort ne déclenche aucune indignation. Laisser sa vie aux Gilets jaunes c'est comme être victime d'un accident de la route.

L'attitude d'une partie importante de la gauche, notamment radicale, face aux printemps arabes est d'ailleurs à l'opposé de celle qu'elle adopte vis-à-vis des Gilets jaunes. Si les printemps arabes ont pu, un bref instant, susciter un certain enthousiasme, tout relatif, dans la gauche radicale, ils sont très vite apparus comme douteux et à prendre avec des pincettes. Les révolutions arabes n'étaient en effet pas parfaites et ne cochaient pas exactement les bonnes cases permettant à la gauche radicale de les soutenir sans crainte d'écorner leur posture. On se méfiait ainsi de la longueur de la barbe, de la possibilité que certains éléments soient hostiles aux minorités, du soutien apporté par le Qatar et l'Arabie Saoudite, de ce qui allait se passer si le dictateur tombe, d'une certaine violence exprimée par les révolutionnaires...

Sans compter ceux pour qui tout s'explique par la géopolitique, des manipulations extérieures de «l'impérialisme occidental», et qui ne pouvaient pas voir que des personnes ordinaires, là-bas, s'engageaient, se mettaient en lutte, bouleversaient leur vie quotidienne et la société.

Les Gilets jaunes quant à eux bénéficient étrangement d'une rare complaisance sur les innombrables dérives racistes, antisémites, islamophobes, et homophobes. Autant la possible récupération des printemps arabes par les islamistes était l'objet de toutes les attentions, autant l'imprégnation fasciste qui sourd du mouvement, le

soutien et la récupération avérés des Gilets jaunes par l'extrême droite ne semblent pas suffisants pour empêcher une partie de la gauche radicale, accrochée à son fantasme d'insurrection populaire, de les soutenir et de participer.

Plutôt que de s'autocoller artificiellement le symbole «printemps arabe» pour donner du sens et de la dignité à un mouvement qui en est dépourvu, pourquoi ne pas réellement soutenir et écouter les révolutions arabes, apprendre ce qu'elles ont à nous dire sur l'universalité des droits et des luttes, et ouvrir nos horizons ?

Antonin Grégoire et Sonia, Lignes de crêtes, 22 novembre 2019

Pour les liens internes à l'article se reporter au site

<https://www.lignes-de-cretes.org/>



Classes d'encadrement et prolétaires dans le «mouvement des Gilets jaunes»

La mobilisation protéiforme et interclassiste des «Gilets jaunes» donne à entendre une colère se cristallisant dans des formes et des discours différents selon les blocages et les espaces, créant une sorte d'atonie critique, si ce n'est des appels romantiques à faire peuple, comme nous le montrions ici¹. Reste un travail fastidieux : s'intéresser à une semaine de mobilisation à travers les structures spatiales et démographiques qui la traversent et qui nous renseignent sur sa composition sociale.

Derrière les Gilets jaunes, des maillots jaunes

Sans être massive, la participation à la mobilisation du samedi 17 novembre fut importante (bien que plus faible samedi 24 novembre). Les modalités d'engagement originelles étaient minimales : enfiler un gilet jaune un samedi ou le mettre sous son pare-brise. Lors de cette mobilisation, des prolétaires, remaquillés en «peuple», manifestaient aux côtés de petits patrons et de petits exploitants, tant et si bien qu'il est complexe, à première vue, de comprendre sur quelles bases profondes les appels au blocage s'enracinent. Car il ne s'agit ni d'un simple ras-le-bol fiscal, ni d'une jacquerie (et ce, outre l'anachronisme d'une telle analogie).

Au fond, ce mouvement conteste la répartition inégalitaire de l'imposition fiscale sur les salariés et les commerçants, et principalement sa forme indirecte (TVA, hausse des taxes globales, etc.), vue comme «la plus injuste». Un tel mouvement a lieu dans un contexte de stagnation des salaires, des pensions et des allocations sous le niveau de l'inflation, de baisse des aides (APL, assurance chômage, CSG), alors que «le coût de la vie» (logement, transport,

¹ <https://agitationautonome.com/2018/11/22/des-gilets-jaunes-a-ceux-qui-voient-rouge/>

nourriture) augmente. Les premiers touchés par ces inégalités sont les ouvriers et les employés du périurbain et des zones rurales, mais nous pouvons légitimement nous demander si ces derniers ont pu se mobiliser alors que les lieux à bloquer sont parfois lointains et alors que la dépense pour s’y rendre aurait pu avoir de quoi doucher certains enthousiastes.

Dans un rapport, l’INSEE affirme que, entre 2008 et 2016, les Français ont perdu en moyenne 500 euros de revenus disponibles. Cette perte pèse essentiellement sur les classes moyennes et les retraités, notamment en raison d’une hausse des prélèvements sur le patrimoine. Et ce sont eux qui ont majoritairement bloqué les routes le samedi 17 novembre. Gagnant plus que le salaire médian, les habitants des zones périurbaines étaient numériquement très présents dans ces blocages. Comme en atteste une note des services de renseignement, ils sont les principaux initiateurs du mouvement, et sont majoritairement originaires de l’agglomération parisienne (et non de ses franges).

Issus des classes d’encadrement, ces bloqueurs du samedi en périphérie des grandes villes étaient entrepreneurs (TPE, PTE), indépendants, cadres, commerçants, artisans, professions libérales. Économiquement et socialement bien insérées, ayant habituellement pour une grande part largement les moyens de faire des navettes travail/domicile, ces classes ne subissent pas de plein fouet l’éloignement spatial mais veulent conserver leur bulle de tranquillité dans leur voiture plutôt que d’opter pour l’inconfort (et les prix de plus en plus agressifs) des transports publics.

Si certains manifestants regrettent le recul du service public (nous reviendrons sur les mobilisations plus prolétariennes en seconde partie), la majorité ne se bat pas pour conserver les conquits sociaux. Beaucoup de ces classes intermédiaires ont voté Macron, et sont aujourd’hui déçues, regrettant qu’il n’ait pas été un rempart face à la «pyramide» et au «pouvoir des banques». Aussi, de nombreuses prises de parole refusaient l’assimilation aux «assistés» captant des aides de l’État.

Cet agrégat informe d’individualismes, qui ne veut pas payer pour les autres, s’insère dans un fond idéologique d’extrême droite. Au-delà de la présence plus que problématique de l’extrême droite parlementaire et extraparlémentaire, un discours, qui revient comme une rengaine : contre les «parasites» dits du haut (Macron, les bobos, le gouvernement, mais pas la classe capitaliste) et du bas (les précaires, les immigrés, les chômeurs, etc.) qui profiteraient de la redistribution. Cela s’est traduit concrètement par des attaques physiques sur une femme voilée, un reporter asiatique, un couple

homosexuel, des migrants cachés dans un camion et livrés à la gendarmerie, un camarade noir, etc.

La récurrence des épisodes racistes, antisémites, homophobes, anti-RSAistes, anti-migrants est la traduction d'un inconscient populaire qui naturalise un ordre social avec ses cibles à exploiter et à dominer afin de garder sa place.

Ces classes moyennes en voie de déclassement, si elles pensent lutter contre les inégalités, luttent en réalité pour protéger leurs places d'encadrement des classes prolétaires. On assiste au même phénomène de prédation que le MEDEF qui arguait, au nom des difficultés des PME/ TPE, le besoin d'obtenir des avantages. Dans le périurbain, ces Gilets jaunes-là se sont mobilisés sur les routes, s'abritant derrière quelques employés et ouvriers qu'ils exploitent au travail et qu'ils évitent dans l'espace. Ils n'hésitent pas à donner des congés à leurs employés – alors qu'ils rendent leur travail de plus en plus invivable – afin de manifester au lieu d'augmenter leurs salaires pour porter le coût nécessaire de la solidarité. Au milieu d'une petite classe moyenne mobilisée et focalisée sur le prix du pétrole ou sur la vie chère, les petits patrons profitent de la mobilisation à des fins propagandistes anti-impôts, anti-fonctionnaires, antisyndicales, anti-aides sociales, et toutes ces idées se diffusent dans l'ensemble du corps social.

Voilà donc pourquoi les appels à la convergence avec les syndicats sont si peu nombreux : il y a une fracture sociale entre un monde ouvrier parfois syndiqué (bien que très rarement), et un «peuple» de l'encadrement. En dehors des zones périurbaines encore ouvrières (bastions ouvriers comme par exemple au port du Havre) et du rural assez proche d'espaces périurbains, il n'y a rien qui «converge» réellement. De bonne foi, des prolétaires se mobilisent sur des intérêts immédiats et visibles (par exemple, le prix du plein de carburant) mais sont contraints de s'aligner sur les revendications des classes moyennes supérieures (contre les «charges fiscales») habitant le périurbain sur les barrages où ils sont peu numériquement mais avec une légitimité comme initiateur/initiatrice cristallisant la parole du mouvement. Espérons qu'un rapport de force inverse la tendance, ce qui ne semble pas être le cas, vu les revendications officielles à l'heure actuelle.

Le mouvement des «Gilets jaunes» se déclare apolitique, sans structure, sans réelle idéologie et surtout résolument opposé à une éventuelle récupération par les corps intermédiaires tels que les syndicats ou les partis politiques, suivant l'agenda capitaliste de discrédit de toutes les organisations des travailleurs. La méfiance contre les partis est devenue proverbiale, il suffit de voir les taux d'abstention aux élections. Pour ce qui est des syndicats, nombre de

primo-manifestants les évitent car exerçant des professions libérales. Ils renient le secteur public devenu le cœur de l'activité syndicale (comme précisément ils étaient nombreux à ne pas décoller contre la grève du rail il y a seulement quelques mois). Les meneurs ont tout intérêt à axer la mobilisation sur une stratégie interclassiste et «apolitique» afin de nier le rapport de classe au nom de la récurrente catégorie fourre-tout de «peuple», afin donc de protéger le séparatisme social et spatial qui les traverse.

Géopolitique des Gilets jaunes, l'heure du choix

Les blocages proches des derniers «bastions ouvriers» et ceux du rural profond, même si moins visibles que ceux ayant lieu en périphérie des grandes villes, ont connu une importante mobilisation (plus forte numériquement mais quasi invisibilisée, signifiant à nouveau leur relégation spatiale) de travailleurs pauvres, d'employés et d'ouvriers. Il ne faut pas minimiser ce qui se joue : dans ces zones où ils sont convaincus qu'il ne «se passe jamais rien», les bloqueurs ont multiplié les barrages, se prouvant à eux-mêmes qu'ils étaient forts et qu'ils étaient donc capables d'actions directes. Ils – et surtout elles – y défendaient le compromis fordiste en demandant plus d'égalité face à l'impôt : attaquer l'évasion et la fraude fiscale, réclamer le retour de l'ISF, une plus forte imposition sur les bénéfiques (flat tax sur les dividendes, stock options, transactions financières), mais aussi plus de services et de transports publics.

Évidemment, il s'agit principalement d'une lutte pour la redistribution ou pour la régulation de la partie la plus abstraite du capital, sa circulation, et non pas d'attaques contre sa partie la plus concrète : l'exploitation capitaliste et la captation de la plus-value par le patronat, la prédominance du capital sur le travail. Les forces du «mouvement» n'attaquent pas les structures et les institutions du capitalisme, mais elles demandent que l'État continue de gérer les éléments constitutifs de la reproduction globale de la force de travail sans aller au-delà. Nulle revendication (initialement) pour une augmentation du SMIC et une hausse générale des salaires, et aucune proposition traditionnelle allant dans le sens du «mouvement ouvrier» désormais mort, comme le ferroutage, la gratuité des transports en commun et des compensations pour celles et ceux qui subissent un habitat périphérique, etc.

Que ces objectifs d'aménagement des modalités de production et de reproduction du capital ne soient pas la base du contenu revendicatif de cette mobilisation apporte la preuve de la crise du syndicalisme qui organise difficilement une «colère populaire» dans des espaces géographiques, sociaux et de travail où il est peu présent. A la place, et c'est bien là la misère des courageux travailleurs qui luttent actuellement, on retrouve plutôt une critique tronquée du

capitalisme (avec ses boucs émissaires sociaux et raciaux, sa Finance, etc.). Ceci dit, les habitants du rural ont su s'organiser en dehors ou avec le simple soutien de la sphère syndicale : beaucoup de blocages ruraux servent à centraliser éventuellement des luttes locales qui ont cours depuis de longs mois dans la plus profonde invisibilité et malgré l'insouciance des institutions.

La semaine de mobilisation du 17 au 24 novembre peut-elle déboucher sur un nouveau mouvement social ? La présence de syndicalistes et de gauchistes sur certains barrages dans le rural profond se fait de plus en plus accrue, et certains espaces proches des villes réorientent le tir, malgré la présence simultanée de militants fascistes capables de ratonnades anti-communistes et de violences contre des militants antifascistes venus prêter main-forte. On peut parfois entendre des revendications portant un contenu de classe. Les barrages dont nous parlons se montent simultanément avec des mouvements de grève plus habituels, notamment du côté de la Fédération Nationale des Industries Chimiques de la CGT (qui comprend les raffineries), SUD Industries, l'usine Peugeot de Sochaux, Solidaires qui appelle tous les syndicats à se rencontrer en urgence, etc.

La «colère populaire» qui se fait entendre est un funambule sur une ligne de crête. Tout dépendra de l'abnégation de certains blocages à perdurer dans leur essence, c'est-à-dire une négation de la politique comme pratique collective, syndicale ou autonome, et à leur préférer une horizontalité confuse débouchant sur un commun plus populiste et nationaliste type M5S (malgré de réelles dissemblances) qu'émancipateur. Si cette optique l'emporte, le fait d'investir ces espaces donnera à ces derniers une respectabilité défiant toute critique. Alors, le «mouvement» cherchera à se trouver des leaders, tendant la joue à toute une partie du spectre politique parlementaire. A l'inverse, si l'ensemble des franges du «mouvement social» (en particulier syndicales) tentent de mobiliser et de charpenter ce mouvement des Gilets jaunes sur des bases saines (notamment antiracistes, comme certaines Unions Locales et Fédérations le tentent actuellement), il est fort probable qu'il y ait un intérêt stratégique dans certains espaces pour structurer la contestation sur des bases classistes (prolétariennes).

Il s'agira de dépasser les objectifs antifiscaux éloignés de notre camp social pour se focaliser dans un premier temps sur les attaques actuelles de la bourgeoisie contre les travailleurs. Cela signifie la grève générale comme premier moyen de lutte. Exactement ce que Alain Griset, président de l'Union des entreprises de proximité (U2P), craint : *«le pire serait d'organiser un blocage de l'économie et d'aggraver la situation générale»*, appelant à *«cesser toute action*

de blocage qui conduirait à mettre en danger nos entreprises». Si le nombre de mobilisés en chasuble jaune diminue, cela confirmera simplement sa nature majoritairement réactionnaire. Et s'il augmente, cela se fera sur une extension des blocages sur des points stratégiques et en bordure de zones industrielles, avec un repli des plus réactionnaires tenus par les professions d'encadrement du périurbain.

En définitive, la mobilisation des Gilets jaunes nous en aura appris beaucoup en matière d'urbanisme et d'organisation spatiale (nous y reviendrons dans une seconde partie qui y sera entièrement consacrée). Le droit à la ville tend à devenir le droit à la mobilité. Il semble qu'il faille revenir à ce qu'en disait le fondateur de la notion Henri Lefebvre : c'est un droit à la centralité qu'il faut cesser de concentrer au cœur des métropoles au détriment des autres espaces. La revendication du droit à la mobilité, telle qu'elle, reste bien entendu encore prise au piège dans les filets de la reproduction négociée du capital, et nous ne savons qu'une chose : dans la phase politique actuelle, seules deux perspectives se dégagent. Celle du fascisme, ou celle du communisme.

Athéné nyctalope, 22/12/2018

<https://agitationautonome.com/2018/11/25/classes-dencadrement-et-proletaires-dans-le-mouvement-des-Gilets-jaunes/>

Le choix dangereux du confusionnisme. Soutenir les «Gilets jaunes», c'est soutenir un mouvement de droite

Publié le 28 novembre 2018
Par le Collectif Athéné Nyctalope

Le mouvement des Gilets jaunes a toutes les caractéristiques objectives d'un mouvement de droite conservatrice. Pourtant, des camarades décident de le soutenir sans réserves et de contribuer au populisme ambiant. Premiers éléments d'analyse d'un choix dangereux.

24 novembre sur les Champs-Élysées. La terrasse d'une brasserie part en fumée. Un A cerclé sur la devanture, à quelques pas de là où gueulaient quelques minutes avant des militants du Bastion Social : «On est chez nous.» Le porte-parole historique des Identitaires, maintenant au service de Marine Le Pen, précise sur Twitter que la casse n'est pas si grave – alors que des camarades revendiquent d'avoir affronté les flics plusieurs heures. Mélenchon sur son blog, après avoir évoqué, comme l'extrême droite, une conspiration visant à ternir le mouvement, appelle à la «*convergence populaire face aux libéraux*». Et se félicite de la présence sur les blocages de «*militants de tous bords*». Il est récompensé par des messages de l'extrême droite radicale qui appellent à un soutien des Gilets jaunes allant du patron de la France Insoumise à Wauquiez...

Dans ces quelques situations se révèle une confusion politique extrême, où l'ambiguïté du mouvement, malgré des caractéristiques objectives de droite, voire d'extrême droite, se manifeste au travers des différents appels à soutien. S'il est évidemment difficile de dresser un portrait subtil à un instant t , dans un mouvement naissant et nécessairement flou, on peut être sûr d'où il vient, presque certain d'où il va, et à qui il sert. Cela devrait être bien suffisant pour se positionner.

Les Gilets jaunes naissent d'abord dans les réseaux des «usagers de la route» en colère. Contre les radars – avec l'une des mobilisations qui avait rapproché une fraction de l'extrême droite des pratiques de sabotage et d'action directe, tout en lui assurant un

certain succès populaire. Contre les limitations de vitesse. Et ensuite, évidemment, contre les taxes sur l'essence. Autant de sujets à succès depuis des années pour une fachosphère particulièrement suivie en France, avec des audiences énormes et sans équivalent à gauche. Principale caractéristique commune : les revendications n'intègrent aucune dimension globale ou sociale. Ce qui est pratique quand l'objectif premier n'implique pas une refonte de la société sur des bases plus justes ou, plus simplement, la remise en cause du système. Car le vrai fond de roulement de la fachosphère, c'est le ressentiment. Contre les taxes. Contre les bobos¹.

Et depuis des années, des succès éditoriaux se bâtissent là-dessus, quitte à tordre la réalité dans tous les sens : «la France périphérique», pseudo-concept développé par le géographe réactionnaire Christophe Guilluy qui sert malheureusement de fondement à de nombreuses analyses médiatiques et politiques – alors qu'il est totalement déconnecté de la réalité géographique et sociologique française² ; celle des prétendus «oubliés» face aux minorités ; du «pays réel»³ ; des gens «pas racistes mais qui votent FN pour se faire entendre». Une hégémonie culturelle se bâtit là-dessus, au moment même où, partout dans le monde, l'extrême droite engrange ses plus gros succès électoraux et accède un peu partout au pouvoir. En Russie, en Hongrie, aux Etats-Unis, en Angleterre, en Italie, au Brésil... Une hégémonie culturelle telle que des groupes supposés antiautoritaires sont amenés à reprendre aujourd'hui ces concepts et à dénoncer celles et ceux qui trouveraient cela dangereux.

Pour que des mouvements sociaux marchent, il faudrait dorénavant qu'ils cessent de rêver d'un monde meilleur tout de suite, d'une émancipation pour tous et toutes, de solutions communes et égalitaires. Il faudrait être raisonnable. Plutôt qu'analyser les véritables failles des derniers mouvements (qui sont nombreuses), on préfère jeter le bébé avec l'eau du bain et épouser une rhétorique d'extrême droite ou a minima confuse. Des slogans publicitaires plutôt qu'une remise en question. Partager des blocages avec des petits entrepreneurs qui envoient leurs salariés et salariées bloquer.

¹ Terme vide de sens (comme sa variante «boboïsation») dont le succès tient largement à sa diffusion par des politiciens et médias de droite et d'extrême droite dans le but de simplifier et de masquer la diversité des populations qui peuplent les espaces urbains.

² Rappelons ici qu'en France, les pauvres vivent, avant tout, en ville.

³ Expression qui nous vient d'Antoine Blanc de Saint-Bonnet, un légitimiste, qui sera ensuite récupérée par Maurras

Prendre la suite de l'extrême droite radicale sur des barricades face aux flics. Faire le jeu de factions fascistes pour participer au mouvement. Reprendre à son compte l'anti-syndicalisme. Interpréter un soi-disant apolitisme comme étant de gauche. Valider une organisation sur Facebook plutôt que des assemblées locales. Parier que la solution révolutionnaire réside dans une danse vertigineuse avec les forces les plus réactionnaires.

C'est que la séquence politique qui s'est ouverte depuis une dizaine d'années en France, comme partout dans le monde, est celle du populisme. C'est-à-dire le pari de s'appuyer sur les affects les plus sombres attribués au peuple. Notre mouvement avait jusqu'à présent su s'en garder. Basculer dans le populisme, plutôt que de lui résister, c'est aujourd'hui le pari qu'embrasse sur le plan politique un homme comme Jean-Luc Mélenchon, et sur celui des mouvements sociaux, un certain nombre de camarades. Ce choix est par exemple assumé en Italie, comme le montre cet entretien publié sur *Renversé*¹. Si Mélenchon semble faire le pari d'une alliance large contre les libéraux, chez nos camarades la concession au populisme se confond avec le fait qu'il faudrait, pour lutter, être à l'aise dans l'air du temps, aussi réactionnaire soit-il, comme un poisson dans l'eau. Autrement dit, il faudrait choisir la rancœur plutôt que nos utopies ou nos refus, forcément «moraux» et éloignés du «réel»². Faire ce choix, c'est laisser le terrain à l'extrême droite en nous rendant à poil là où elle veut nous faire jouer, où elle maîtrise tous les codes.

Dans un monde qui s'écroule, il va falloir apprendre à apprécier le luxe de prendre soin les uns des autres. De ne pas sacrifier nos rêves ou nos marginalités imposées sur l'autel de l'efficacité. De ne pas oublier d'où nous venons, même si nous ne savons pas où nous allons – ailleurs que dans le renoncement à nos valeurs. Dans cette perspective, l'abandon progressif d'un langage et d'un imaginaire communs est sans aucun doute un des éléments constitutifs de ce renoncement. Parce qu'il participe au mouvement plus large qui consiste à taire nos réalisations et donc l'existence de nos souhaits et de nos croyances. Or, notre «morale», dans ce monde qui s'écroule, c'est peut-être bien ce qui nous reste de plus précieux. Le refus du

¹ <https://renverse.co/Italie-Le-mouvement-autonome-face-au-populisme-Entretien-avec-un-membre-d-877>

² On a pu lire ces derniers jours des camarades parler «d'antiracisme moral» pour disqualifier ceux qui alertent sur la place de l'extrême droite dans le mouvement des Gilets jaunes, par ailleurs aussi qualifiés de «belles âmes».

populisme, ou du «mépris de classe», c'est de ne pas croire que le «peuple» est contraint dans des affects nauséabonds ou des logiques, qu'on peut partager nos rêves. C'est ce que font, chaque jour, dans toutes les zones dites «péri-urbaines» ou «rurales», des camarades qui ne font pas le choix de «l'efficacité» à court terme au prix d'un populisme encore moins maîtrisable que la logique marchande qui prévaut. Ils et elles sont trop peu, et ont beaucoup de choses à partager, de solutions à diffuser. Il s'agit d'affirmer qu'en dernière instance, la fin ne justifiera jamais les moyens.

Collectif Athéné Nyctalope, 28 novembre 2018

Sur le mouvement des Gilets jaunes

Un autre fil historique que celui des luttes de classes

On pourrait raisonnablement y voir des analogies avec plusieurs événements historiques comme le soulèvement des Fédérés pendant la Révolution française. Même si, bien évidemment, il n'y a jamais de véritable répétition dans l'histoire, force est de constater que des éléments communs caractérisent les grandes révoltes populaires dont la lutte antifiscale représente sûrement le point le plus basique¹. Ainsi en fut-il du soulèvement insurrectionnel des Fédérés de l'été 1793 dans les provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposait au coup d'État des Jacobins, lesquels cherchaient à imposer leur pouvoir despotique sur l'État-nation bourgeois dans l'ensemble du territoire. Il n'est pas irraisonné de faire une analogie entre les Fédérés et les Gilets jaunes, puisque les uns comme les autres ne contestent pas les fondements républicains de l'État, mais demandent une reconnaissance de leur citoyenneté provinciale et la

¹ Certains parlent de jacquerie ou de «jacquerie numérique», mais le phénomène n'est pas réductible au monde rural, du fait même de la transformation générale des territoires et de la place prédominante du rurbain (Henri Lefebvre) dans l'espace, hors métropole. À la limite, le terme de fronde serait plus approprié. Une fronde populaire qui fait mouvement contre ce qui lui apparaît comme une nouvelle caste, dont Macron se veut le roi Soleil. Dans un premier temps, la Fronde a été un mouvement très populaire avec ces «mazarinades», avant de connaître un deuxième temps correspondant à la Fronde des Princes.

fin de leur condition de sous-citoyens. De la même façon, certaines doléances des manifestants rappellent les fameux «*Cahiers de doléance*» des années 1788-89, ainsi que les oppositions actuelles aux taxes rappellent les actions menées contre les fermiers généraux à l'époque. Cette analogie peut prendre consistance lorsqu'on sait que la puissance du capital globalisé et totalisé a conduit à un affaiblissement de la forme État-nation démo-républicain. Or c'est cette forme¹ qui contenait le principe *d'égalité de condition* célébré par Tocqueville dans son livre sur la démocratie en Amérique. Elle s'est progressivement accomplie dans les formes républicaines ou/et parlementaires à travers les politiques réformistes plus ou moins sociales-démocrates et la victoire contre l'alternative fasciste des années 1930-1940. Sortie plus forte de 1945, elle s'est développée dans les différentes formes d'État-providence de la période des Trente glorieuses jusqu'à même triompher du dernier sursaut des luttes prolétariennes des années 1960-70.

La perte de légitimité de l'État-nation

À partir de la fin des années 1970, les restructurations industrielles et le processus de globalisation/mondialisation s'enclenchent alors, dans ce qui n'est pas pour nous une contre-révolution (il n'y a pas vraiment eu révolution), mais une révolution du capital. Elle s'initie puis prospère sur les limites du dernier cycle de lutte de classes et épuise la dynamique historique de l'égalité portée par l'idéologie universaliste de la première bourgeoisie soutenue par la classe ouvrière au sein de l'État-nation. Désormais l'équité remplace l'égalité, la lutte contre les discriminations remplace la lutte contre les inégalités.

¹ – Comme le fait remarquer Gérard Noiriel dans *Les Gilets jaunes et les «leçons de l'histoire»* [<http://www.fondation-copernic.org/index.php/2018/11/22/les-Gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>] ces cahiers de doléances, première forme d'écrit populaire, ont changé la donne par rapport aux jacqueries ou autres révoltes populaires précédentes, parce qu'ils ont permis une extension de la lutte à l'ensemble du territoire. C'est ce qu'ont réalisé aujourd'hui les réseaux sociaux pour les Gilets jaunes.

Des formes précapitalistes de rapports sociaux subordonnés ré-émergent alors : les relations sociales («le piston»), l'hérédité sociale, reprennent de l'importance à l'intérieur même du processus démocratique comme le montre la situation dans l'éducation où de plus en plus d'élèves entrent dans le cycle supérieur, sans que le pourcentage d'enfants d'ouvriers s'élève pour autant ; comme le montre aussi une augmentation des taxes qui, dans le système redistributif français où 50 % de la population ne paie pas d'impôt sur le revenu, est la façon la plus directe de faire contribuer les pauvres, comme sous l'Ancien régime finalement. Toutes ces mesures sont à la racine de la révolte fiscale actuelle. C'est d'autant plus injuste que, contrairement à ce qui se dit souvent sur la part respective de chacun à la pollution, ce ne sont pas les moins aisés qui pollueraient le plus (on accuse l'automobile et le diesel), mais les plus riches. Tout cela est posé en termes individuels, comme si cela était du ressort de chacun, et non pas du rapport social capitaliste dans son ensemble.

D'après des statistiques¹ récentes, un cadre supérieur sera beaucoup plus pollueur et aura une empreinte carbone supérieure (à cause surtout de ses loisirs supérieurs et des dépenses en essence bien supérieures, en valeur absolue, à un ouvrier ou une aide-soignante, mais sa dépense en essence représentera une part proportionnelle bien moins importante de son budget en valeur relative. Statistiquement en France, les 10 % les plus riches émettent quatre fois plus d'empreinte carbone que les 50 % les plus pauvres, donc chaque foyer des 10 % des plus riches émet vingt fois plus que les

¹ Cf. *Observatoire du bilan carbone des ménages* et aussi *Planetoscope* «Concernant le type de foyers, il apparaît que les foyers disposant des niveaux de revenus les plus élevés affichent des bilans globalement plus mauvais que la moyenne. La quantité de CO₂ induite par la consommation des ménages est, en effet, croissante avec le niveau de vie et plus spécifiquement avec la capacité à consommer des loisirs. À l'inverse, les catégories socioprofessionnelles et les tranches de revenus plus modestes se distinguent par des niveaux d'émission moindres. Les foyers des professions intermédiaires, des employés et des ouvriers présentent des bilans carbone relativement proches.»

plus pauvres, alors que le mode de vie des plus riches (avions, grosses voitures, 4x4) est non seulement préservé, mais en voie de démocratisation avec crédit et voyages *low cost*¹. Ces données s'inscrivent en faux contre l'image donnée des Gilets jaunes comme de gros beaufs pollueurs. Certes, ils accordent sûrement moins d'attention idéologique à l'écologie que les cadres ou professions intellectuelles, mais leurs pratiques sont moins contradictoires que les leurs.

L'augmentation de la CSG avait déjà eu cet effet de taxation de tous (pauvres comme retraités), mais, comme toutes les taxes, elle est proportionnelle et non pas progressive, donc elle n'a aucun caractère redistributif, bien au contraire, puisque certaines taxes touchent des produits qui représentent une plus grande part du budget des familles en difficulté que de celui des familles riches (c'est par exemple le cas de la TVA). Il ne faut donc pas s'étonner de voir des petits retraités, dont beaucoup vivent mal le paiement de la CSG, être très actifs sur les barrages, d'autant qu'ils ont le temps disponible pour eux. C'est donc la fonction sociale de l'impôt qui est remise en question, du fait du sentiment de déclin des services publics de proximité au profit de leur contractualisation (prestations-clients, numérisation), particulièrement évidente en ce qui concerne la SNCF, ce qui produit une réaction individuelle face à l'impôt, faisant la balance entre ce qui est payé et ce qui est reçu. Toute solidarité, même abstraite, s'efface devant des réflexes individualistes qui se porteront facilement vers, et sur, des boucs émissaires.

Si toute augmentation des prix sur des produits de consommation courante a tendance à plus toucher les ménages à petit budget, les individus réagissent en général moins à ces mouvements de prix qui leur apparaissent comme quasi naturels, au moins dans les pays

¹ Toujours pour tordre le cou aux idées reçues, ce sont les personnes les moins aisées (moins de 9 600 euros de revenu par an) qui utilisent le moins l'automobile pour se rendre à leur travail (38 %) et le décile inférieur de revenu ne roule en moyenne que 8 000 kilomètres par an, contre 22 000 pour le décile supérieur. Par ailleurs, la part carburant des ménages dans le budget total reste stable depuis 1970 (4 %), mais est plus forte, évidemment en valeur relative, dans le budget des personnes du décile inférieur (8 %).

capitalistes développés. Néanmoins, de plus en plus de prix leur apparaissent comme des prix artificiels, soit parce qu'ils sont administrés par l'État et subis comme des prix politiques entraînant une augmentation des dépenses contraintes, soit comme des prix de monopole imposés par les firmes multinationales et la grande distribution.

Mais, hormis dans les DOM-TOM et encore aujourd'hui à la Réunion, ces prix sont rarement attaqués de front dans des émeutes populaires qui existent pourtant dans les pays pauvres (Tunisie, Égypte).

Il n'y a pas d'émeutes de la faim dans des pays comme la France, et la lutte contre les prix s'avère indirecte dans le cadre d'une lutte contre les augmentations de taxes qui apparaissent souvent incompréhensibles, du moins en France, vu le principe de non-affectation. Il n'en faut donc pas plus pour que les Gilets jaunes et leurs soutiens refusent une taxation soi-disant «verte», qui en fait renfloue la caisse globale de l'État qui ensuite seulement procède aux arbitrages budgétaires¹.

Question sociale et question environnementale restent donc séparées, même si elles sont reconnues comme légitimes, car beaucoup de présents sur les barrages, ou dans les manifestations, refusent l'image de «beaufs» qui leur a été collée et qu'ils ressentent comme un mépris de caste si ce n'est de classe. Il n'empêche que la phrase énoncée dans les rassemblements : *«Les élites parlent de la fin du monde quand nous parlons de fin du mois»* est peut-être la plus forte entendue parce qu'elle consacre cette tension.

La révolte contre l'impôt ou les taxes ne peut donc être assimilée au refus pur et simple exprimé par de nombreuses couches supérieures, professions libérales et autres petits patrons croulant sous les charges sociales.

¹ Si ce principe de non-affectation est bien républicain à l'origine et fait pour ne pas favoriser le corporatisme et les luttes d'influence, il ne peut rester légitime que dans le cadre incontesté de l'État-nation. À partir du moment où cette forme entre en crise, c'est tout l'édifice et les principes sur lesquels il repose qui menacent de s'effondrer.

D'où aussi des contestations contre les nouveaux «privilèges», et contre la paupérisation de la vie quotidienne. Un autre argument joue en faveur de cette thèse d'un soulèvement du peuple fédéré : la carte des révoltes et des soulèvements des Fédérés de l'été 1793¹ correspond assez bien à la carte des régions où les blocages et les actions des Gilets jaunes sont les plus forts. Mais, là encore, la spécificité de l'État français et de son centralisme qui perdure malgré la crise générale de la forme État-nation, empêche cette révolte de suivre la tentation italienne ou espagnole de l'autonomie (Padanie) ou de l'indépendance (Catalogne) ou encore de la sécession européenne comme avec le *Brexit*². Il n'empêche que le redéploiement de l'État-nation en État-réseau ne se fait pas d'un coup de baguette magique. La contradiction entre le verticalisme centraliste de ce qui perdure d'État-nation dans la gestion des rapports sociaux se heurte à la forme décentralisée que prend l'aménagement des territoires. Une forme qui privilégie le développement des métropoles au détriment des villes petites et moyennes qui se trouvent dans le dilemme insoluble d'avoir à prendre plus de choses en charge avec moins de moyens. D'où le mouvement de démissions des maires qui se produit aujourd'hui et un sentiment de solde pour tout compte qui fait resurgir un «Peuple»

¹ Soulèvement insurrectionnel qui est parti des provinces du sud-est et de l'ouest de la France, qui s'opposait au despotisme du pouvoir central des Jacobins, lesquels mettaient en place, à allure forcée, l'État-nation bourgeois sur l'ensemble du territoire. Les Fédérés comme les Girondins, dont ils étaient parfois proches, étaient républicains et patriotes, mais ils ne faisaient pas table rase de certains modes de vie ruraux et agricoles issus de la féodalité.

² Le mouvement des «Bonnetts rouges» de 2013 contre l'écotaxe sur les poids lourds a gardé un aspect régional dans une région bretonne particulièrement touchée par la crise, et c'est pour cela qu'il est resté isolé. Il avait aussi une coloration plus corporatiste et moins sociale, à base de petits patrons. Si les Gilets jaunes ont une correspondance en Italie, c'est plutôt avec le mouvement des *forconi* (les fourches) qui barrèrent les routes quelques années avant l'organisation des *Cinque Stelle*.

qui n'a pas attendu Marine Le Pen ou Mélenchon et leur notion de «peuple central» pour être affirmé.

Une notion qu'on retrouvait déjà chez Arlette Laguiller dont on se moquait de la formule plus populaire que prolétarienne : «*Travailleuses, travailleurs, on vous exploite, on vous spolie*¹» et qui semble assez proche de la perception actuelle de beaucoup de manifestants qui ont à la fois l'impression d'être exploités (chômage, CDD, allongement des temps de transport) et spoliés par des taxes qui portent en soi l'injustice, dans la mesure où elles touchent proportionnellement davantage les pauvres que les riches. C'est parce qu'ils sont arrivés à une grande connaissance intuitive de cette situation d'exploitation (qui ne passe pas par la case «conscience de classe») que la radicalisation du mécontentement n'épouse pas les formes d'organisation traditionnelles (par exemple syndicales) et diffère dans sa composition sociale. Mais pourquoi s'en étonner quand les restructurations du capital ont liquidé les anciennes forteresses ouvrières et qu'on est bien loin de l'époque où dominait la figure de l'ouvrier-masse de Renault ou de Fiat ? L'ouvrier des petites entreprises, du bâtiment, des services, l'employé du Mac Do trouvent à cette occasion un lieu d'expression de la révolte qui a du mal à exister sur des lieux de travail fracturés où les collectifs de travail peinent à s'agrèger. L'ancrage local des points de fixation renforce cette possibilité de rassemblement, hors des cadres structurés et institutionnalisés.

Cette connaissance intuitive s'appuie sur le fait que la croissance des revenus en valeur absolue qui apparaît dans les statistiques et qui est répercutée par les médias entre en contradiction avec une baisse du pouvoir d'achat à cause de l'augmentation des dépenses

¹ Le groupe Lutte ouvrière a d'ailleurs pris fait et cause pour le mouvement, ce qui n'est pas le cas de certains «radicaux» pour qui «*le peuple ça n'existe pas*» parce que «*c'est une chimère qui masque les fractures*» (suit une énumération de particularismes) et pour qui «*cette colère est non émancipatrice*» contrairement à celle qui règne dans le quartier de La Plaine à Marseille ! (cf. l'article de Défense Collective sur le site DNDF intitulé : «C'est moche, c'est jaune et ça peut vous pourrir la vie»).

contraintes (charges fixes). Mais cette connaissance intuitive n'est pas sans matérialité objective. En effet, si ce sont les habitants des régions rurales et périurbaines qui ont tendance à manifester, c'est aussi en rapport avec un budget dédié à la «cohésion territoriale» qui vient d'être amputé de 1,4 milliards d'euros.

Il y a conjonction entre trois éléments :

– un «ça suffit» qui ne vise pas seulement Macron, comme avec le «Dix ans ça suffit» contre de Gaulle, en Mai-68, mais l'ensemble du corps politique ;

– une exigence d'égalité, de justice et de fraternité, même si on ne sait pas bien jusqu'où s'étend cette dernière, devant des rapports sociaux dont la dureté ne semble plus compensée par les acquis sociaux des années 1960-1970 et l'air de grande liberté («libération») qui l'accompagnait ;

– enfin des conditions matérielles de vie souvent difficiles, eu égard aux standards en cours dans une société capitaliste avancée.

La soudaineté de l'événement

Ce mouvement échappe aussi aux divers corporatismes qui ont pu être à la base d'autres mouvements plus anciens souvent désignés comme «inclassables» comme l'était celui de Poujade (rattaché aux commerçants et artisans avec l'UDCA¹). La preuve en est qu'alors

¹ Le mouvement de révolte fiscale commence en 1953, dans les campagnes et petites villes. C'est un mouvement de commerçants contre les contrôleurs fiscaux qui s'appuie aussi sur le tissu de voisinage, mais il se veut général («L'armée des braves gens en marche»), avant de devenir clairement nationaliste («contre les trusts apatrides et le gang des charognards»), puis antiparlementaire après l'invalidation des députés de l'UDCA en 1955. À noter que le PCF les soutiendra jusqu'à cette date parce qu'ils sont des représentants de la France rurale laissée de côté par la marche forcée vers la modernité. Plus proche de nous, dès le début des années 1970, le CID-UNATI de Gérard Nicoud reprendra le flambeau contre les contrôles fiscaux et pour l'intégration des artisans-commerçants dans le régime de Sécurité sociale. Là encore, bien que plus apolitique à ses débuts, le mouvement sera soutenu par la Gauche prolétarienne, au moins jusqu'au procès de Nicoud à Grenoble en mai 1970, car elle y voyait un moyen de réaliser l'unité populaire, et que la violence des affrontements

que les syndicats de taxis et des transports routiers (FNTR) restent à l'écart, ou même condamnent le mouvement (la FNTR demande au gouvernement de dégager les routes !), puisque ce sont des organisations qui ont négocié et obtenu quelques avantages, de nombreux routiers et des chauffeurs Uber sont aperçus sur les blocages. Les routiers jouant d'ailleurs souvent aux «bloqués-bloqueurs» et conseillant parfois les novices du blocage à déterminer les bons objectifs comme les dépôts d'essence (cf. Feyzin dans le Rhône, Fos-sur-Mer ou Brest). De la même façon, certains s'aperçoivent que les blocages des grands axes ont des répercussions sur l'approvisionnement en pièces pour les grandes entreprises qui sous-traitent au maximum. Ainsi, l'usine Peugeot de Montbéliard s'est retrouvée momentanément à l'arrêt.

On assiste bien là à un surgissement événementiel qui se situe en dehors des habituelles convergences, ou appels à convergence des luttes sociales traditionnelles, parce qu'il pose, dans l'immédiateté de son expression directe sa capacité à faire rassemblement¹, en mêlant à la fois le caractère «bon enfant» et une grande détermination. Il faut dire que beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation. Ils s'étonnent, naïvement de l'écart entre les engagements formels à participer qui pleuvent sur les réseaux sociaux et le nombre relativement restreint des présents sur les barrages et aux manifestations.

Le fait de les interroger sur leur absence, ou leur indifférence, aux manifestations de ces dernières années les interloque, mais ne les agace pas, tant ils ont l'impression d'un dévoilement soudain, d'être à l'origine de quelque chose de nouveau. Certains ressentent bien la contradiction entre d'un côté le fait de rester calmes et en même temps la nécessité de rester décidés et déterminés dans une ambiance qui ne peut tourner qu'à la confrontation (deux morts, 500 blessés, dont une vingtaine de graves, y compris chez un commandant de

entre commerçants et forces de l'ordre s'insérait dans leur stratégie de confrontation directe avec l'État.

¹ «On a toujours une raison pour se rassembler» dit un Gilet jaune dans *L'Obs* du 22 novembre 2018.

police¹) si ce n'est à l'affrontement violent (le 24 novembre à Paris). Il s'en suit un changement de position progressif vis-à-vis des forces de l'ordre qui passe parfois de la compréhension mutuelle à l'invective renforcée par le fait que le mouvement ne cherche pas d'abord et avant tout à négocier, et ne déclare pas ses points de blocage, qu'il développe des moyens de communication par réseau et des moyens d'action qui sont plus ceux des associations que des groupes politiques ou syndicats (les «*flashmob*»²), par exemple).

De la même façon qu'une ligne de partage de classe ne parcourt pas le mouvement (nous y reviendrons), les tenants de la ligne amis/ennemis, comme ceux de la ligne droite/gauche en seront pour leur frais. Certains s'essaient à des variantes comme «la France d'en bas contre la France d'en haut» ou, plus original, comme D. Cormand, secrétaire national d'Europe-Ecologie-les-Verts qui retient la séparation entre ceux qui craignent la fin du monde et ceux qui craignent la fin du mois³, ou une délocalisation et le chômage comme les salariés de Renault-Maubeuge qui ont eu le gilet jaune facile

¹ Sur certains barrages, le filtrage se fait en ne laissant passer que les automobilistes ou camionneurs qui revêtent le gilet jaune. Berger, de la CFDT y voit une atteinte fondamentale à la liberté. On peut supposer qu'il s'opposerait aussi aux piquets de grève devant les usines qui empêchent les non-grévistes (les «jaunes» là aussi) de prendre leur poste de travail. Sur cette base, on donne peu de chance à la proposition de ce même Berger à ce que la CFDT joue son rôle de médiateur entre l'État et le mouvement.

² Moyens largement employés par d'autres «Gilets jaunes», en 2009-2010 avec *École en danger* qui rassemblait parents et professeurs des écoles contre la réforme de l'école primaire et le fichage des élèves. Là aussi les protagonistes avaient défini de nouvelles formes de luttes (les enseignants désobéisseurs plus que revendiquants, des déclarations plus ou moins aléatoires de manifestations, six porte-paroles nationaux et des délégués par département).

³ Or, si on en croit beaucoup de personnes interrogées, le souci écologiste n'est pas éloigné des préoccupations des Gilets jaunes, mais ils s'estiment floués sur la fiscalité verte puisqu'ils lui reprochent son manque d'affectation précise et le fait qu'elle serve surtout à réduire le déficit public pour respecter les accords de Maastricht.

avant l'action du samedi 17, car l'exemple ne vient évidemment pas d'en haut, bien au contraire. La communication gouvernementale, particulièrement maladroite parce que peu au fait des stratégies politiques, s'avère particulièrement contre-productive. Les phrases macroniennes sur le fait de n'avoir qu'à traverser la rue pour trouver du travail ont fait plus pour réintégrer les chômeurs dans la communauté virtuelle du travail que tout populisme de gauche. De même, la phrase de certains élus de la majorité sur les Gilets jaunes «de la clope et du diesel» a exprimé au grand jour que la cigarette n'était pas, pour l'État et le pouvoir une question de santé publique, mais de santé morale dans le monde aseptisé dont ils rêvent¹.

La tarte à la crème de l'interprétation en termes de classes moyennes

On ne sait pas encore si c'est «l'insurrection qui vient», mais comme dit Patrick Cingolani dans *Libération* du 21 novembre 2018, on a déjà «un peuple qui vient». Il est toujours difficile de savoir ce qu'est «le peuple», mais concept mis à part, faut-il encore que ce «peuple» ne soit pas celui constitué autour de l'identité nationale, fut-elle de gauche, qui clôturerait le choix entre populisme de droite et populisme de gauche, mais un «peuple» qui se constituerait dans le mouvement en dépassant la coexistence de différentes luttes et dans une sorte de co-extension.

Car, d'une manière générale et encore une fois, tout le discours de classes est mis à mal. L'insistance sur la notion de classes moyennes, de la part des journalistes surtout, en est la démonstration. Dans les années 1960 et 1970, cette notion pouvait encore avoir quelque pertinence, du point de vue des pouvoirs en place, pour saisir les modifications alors en cours (la «grande société» de Kennedy-Humphrey, la démocratie de classes moyennes de Giscard), quand croissance et progrès social semblaient marcher de pair. Mais aujourd'hui ce terme cherche juste à éviter de parler simplement en termes de riches et de pauvres en assimilant aux classes moyennes tous ceux qui ne sont pas assez aisés pour être riches et assez pauvres

¹ Si beaucoup de manifestants en sont à leur première manifestation, beaucoup d'hommes politiques macroniens sont des novices en stratégie politique et gestion des conflits sociaux.

pour être assistés (un classement que le Rassemblement national et la France insoumise reprennent à leur compte) et bien évidemment en termes de prolétariat, notion devenue complètement obsolète dans les pays où une partie non négligeable des individus qui «tirent le diable par la queue» en fin de mois sont propriétaires de leur appartement (hors grandes métropoles) et possèdent une ou deux automobiles.

Le conseiller du Prince (en géographie) Christophe Guilluy a essayé de croiser cette analyse en termes de classes (ce qu'il appelle les «classes populaires»), avec les nouvelles territorialisations et ce qu'il appelle «la France périphérique». Mais pour lui tous les salariés non cadres et les artisans, commerçants, petits entrepreneurs forment cette classe moyenne inférieure (une autre appellation pour «classes populaires») qui serait majoritaire en nombre.

Ce grand niveau de généralisation le conduit à ne pas distinguer les Gilets jaunes des Bonnets rouges de 2013 et à ne pas tenir compte de la grande différence de composition sociale entre les deux mouvements. En fait, chez lui le territorial surdétermine l'analyse en termes de couches sociales, ce qui l'amène à exclure de sa notion de classes populaires les habitants des cités de banlieues et les immigrés récents qui peuplent certains quartiers des grandes métropoles, en les racialisant par opposition aux «petits blancs» de la périphérie¹.

C'est qu'effectivement les formes de révolte qui peuvent exister dans ces quartiers ne prennent pas la même forme (révolte de 2005).

¹ On en arrive au paradoxe d'un auteur anti post-moderne et plutôt classé aujourd'hui dans les «néo-réacs» par les groupes politiques de gauche et une Université qui lui dénie le titre de géographe (il n'a pas de certification universitaire officielle), s'exprimant finalement dans les termes mêmes du langage post-moderne et particulariste qu'il reprend à son compte par simplification idéologique à finalité politique (chasser sur les terres du Rassemblement national pour opposer un populisme de gauche au populisme de droite). Ce sur quoi il met le doigt avec raison, par exemple la déconnexion entre la perception de «l'immigré» aujourd'hui et celle du travailleur immigré de la période des *Trente glorieuses* (thème que nous abordons ailleurs dans «Immigration et salaires, un retour inattendu» [<http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article378>]) perd tout son intérêt politique et flirte avec l'idéologie de l'identité nationale.

Mais pourquoi faire comme si la segmentation territoriale était définitive, alors que la mobilité géographique est de plus en plus forte et que beaucoup d'anciens travailleurs immigrés quittent ces cités pour aller habiter dans le pavillonnaire des périphéries ? D'ailleurs, la diversité des personnes présentes dans les actions des Gilets jaunes, plus sur les barrages que dans les manifestations d'ailleurs, infirme les simplismes de Guilluy. Bien sûr les médias se feront un malin plaisir d'exhiber quelques actes antimusulmans ou homophobes, auxquels on pourra facilement, sur les barrages ou dans les rassemblements, opposer d'autres faits et déclarations¹. De telles dénonciations, reposant sur un nombre de faits très réduit, ont d'ailleurs cessé, preuve qu'ils étaient montés en épingle dans le but de discréditer le mouvement et surtout de mettre l'accent sur ce qui serait son orientation fondamentalement réactionnaire et droitière.

S'il y a bien des réactions à une paupérisation relative, ce n'est pas non plus une manifestation des «sans parts²» comme le prétend un disciple de Rancière dans *Libération* du 24 novembre 2018. Les personnes les plus pauvres où les plus en détresse sont dans les villes et éventuellement dans les cités, mais ce ne sont pas elles qui manifestent, car elles vivent en partie de l'assistance de l'État et il leur est difficile de s'y opposer. Sauf à La Réunion où Gilets jaunes et jeunes des cités semblent coexister pendant la journée sur les barrages avant que les débordements que l'on sait interviennent pendant les nuits entre jeunes de Saint-Denis et forces de l'ordre. Il

¹ À Lyon, au rassemblement de la place Bellecour, à 11 h 30, le 24 novembre, un porte-parole organisateur local des Gilets jaunes définit clairement le mouvement comme n'étant ni raciste, ni xénophobe, mais le mouvement de tous ceux qui veulent porter un gilet jaune. C'est affirmer sans grandiloquence et sans rappel historique exagéré la ligne politique des clubs révolutionnaires de 1789-1793 faisant citoyens tous ceux qui œuvraient pour la République et contre le pouvoir royal et ses alliés étrangers, quelles que soient leur nationalité d'origine et leur couleur de peau.

² La notion de «sans parts» (sans papiers, sans domicile fixe) n'est pas sans intérêt, mais elle contribue à fractionner les dominations, sans qu'une perspective d'ensemble puisse se dégager.

est vrai que la question de la vie chère dans les DOM-TOM a déjà entraîné de nombreux conflits et affrontements depuis une vingtaine d'années et aujourd'hui, à La Réunion, le couvre-feu qui a duré une semaine montre que la lutte est intense et profonde. Mais ce n'est pas un cas totalement isolé. À Douai, le 17 novembre, la proximité d'un barrage avec une cité a entraîné des heurts avec la police, soit un exemple de coexistence de différentes formes de lutte sans co-extension.

Une même coexistence entre plusieurs forces semble se manifester dans les rassemblements autour des raffineries de pétrole, comme à Feyzin, près de Lyon où les ouvriers du couloir de la chimie, des syndicalistes et des militants politiques ont participé à une assemblée générale avec les Gilets jaunes avant de se rendre sur d'autres lieux d'action.

«Dans quel régime vivons-nous ?»

Ce qui se transforme dans la société capitalisée, c'est la perception que les individus ont du capital et de l'État. Le premier n'apparaît plus comme fournisseur d'emploi, de lien social et de progrès (technique et social associés), mais comme un ensemble de monopoles au niveau ou même au service d'un hypercapitalisme du sommet : les compagnies pétrolières, les entreprises du CAC40, les grandes banques *too big* pour qu'on ne les renfloue pas en temps de crise, les hypermarchés de la grande distribution, les GAFAM créent certes encore des emplois, mais dans des lieux restreints à forte densité capitalistique comme on vient de le voir avec l'installation de nouveaux sièges de Google à Washington et New York qui laissent des zones entières en déshérence.

Dans quel régime vivons-nous est une interrogation qui semble faire le tour des barrages et manifestations. Beaucoup ressentent un système complètement corseté parce qu'ils n'ont pas de relations intermédiaires avec l'État qui leur ferait penser qu'il y a du donnant-donnant ou du «grain à moudre», comme disent les syndicats ouvriers, à condition de respecter un certain nombre de formes (déclaration préalable de manifestation par un groupe ou des personnes aux autorités, déclaration de lieu de départ et trajet) qui font partie des règles du jeu social entre partenaires sociaux bien élevés. Le refus des «Gilets jaunes» d'être «parqués» au Champ-de-

Mars est en revanche significatif de ce rapport direct à l'État qui leur fait choisir les Champs-Élysées alors qu'ils savent qu'ils vont y rencontrer les forces de l'ordre. Le mouvement a beau ne pas être «organisé», quelle est belle l'image retransmise par les télévisions de ce Champ-de-Mars absolument vide à l'heure où il devait être plein !

Les médias, toujours dans une forme spontanée ou calculée d'infantilisation par rapport aux «gens du peuple», invoquent une colère à la base du mouvement (type «grosse colère», ça leur passera), pourtant le mouvement a une tout autre ampleur que celui des motards de la Fédération française des motards en colère, ou du mouvement né en janvier 2018, de manière informelle et lui aussi à partir des réseaux sociaux, les deux initiatives s'opposant à la limitation de la vitesse à 80 km/h sur les routes. Des médias qui légitiment le mouvement... tant qu'il reste dans la légalité et l'intervention pacifique, tout en montrant ce qui est pour eux la manifestation d'une autre France.

S'ils ont jugé la grève des cheminots illégitime, celle des Gilets jaunes serait, elle, légitime. On ne peut mieux transcrire la perte de centralité du travail dans la société du capital qui rend inessentielle la force de travail pour la valorisation. Mais lorsque l'action des Gilets jaunes se poursuit et que ladite simple «colère» se manifeste dans des formes jugées illégalistes, les médias sonnent l'alarme et multiplient la désinformation.

Comme diraient les marxistes orthodoxes, le mouvement des Gilets jaunes est de l'ordre de la circulation, il n'est donc pas fondamental, alors que, nous le voyons depuis plusieurs années, le blocage des flux est un élément essentiel des luttes dans la mesure où la société du capital est basée sur la flexibilité/fluidité et le minimum d'immobilisations et de stocks.

Nous ne dirons pas que le mouvement est conscient de cela, mais le fait que des Gilets jaunes aient été réticents à se rendre à Paris, qu'ils aient maintenu les barrages et rassemblements en province indique qu'ils sentent bien la nécessité de rester un mouvement diffus et à cent têtes en quelque sorte (et donc sans leader type Pujade ou Nicoud), un mouvement qui ne laisse pas prise au spectaculaire, mais impose sa présence en quadrillant tout le territoire, ce que ne peuvent pas faire les forces de l'ordre, par

exemple. Bien sûr, ils ne refusent pas la présence des médias sur les rassemblements, mais ils la contrôlent mieux (c'est du donnant-donnant) que dans des opérations telle la «montée» sur Paris. En fait, peut être pour la première fois, les médias sont supplantés par les réseaux sociaux et sont obligés de donner une chambre d'écho encore plus forte pour représenter le mouvement puisqu'ils veulent tout représenter et parce qu'ils veulent le faire entrer dans un cadre connu et institutionnel (comment le réintégrer dans l'espace démocratique).

Si Gérard Noiriel, dans sa tribune (*op. cit.*) met bien l'accent sur la façon dont cette question sociale se repose aujourd'hui, c'est-à-dire finalement en dehors de l'hypothèse strictement classiste qui a dominé au XX^e siècle, via les différentes formes de partis communistes, une des faiblesses de son analyse est d'affirmer que la presse ne pense que spectacle et que donc elle est pour le mouvement si elle peut en tirer des images spectaculaires. Les images et paroles des médias au soir des violences du 24 novembre montrent au contraire une réaction virulente contre des «casseurs» que les images n'ont pas réussi à transformer en Black Bloc¹. Il était d'ailleurs piquant de voir des journalistes retranscrire en direct ce qu'ils représentent comme le spectacle de désolation laissé derrière eux par les «casseurs», alors qu'en arrière-fond des Gilets jaunes qui n'étaient sûrement ni des Identitaires ni des membres de «l'ultra gauche», hurlaient contre les «flics collabos».

Quand le pouvoir, en la personne de Macron, invoque une «souffrance» qui s'exprime, renvoyant les Gilets jaunes à ce qui serait leur condition de sacrifiés de la conjugaison aujourd'hui structurelle de la mondialisation et de la *start-up nation*, cela ne suggère-t-il pas qu'il s'agit d'un mouvement qui dépasse

¹ Sur la grosse centaine de manifestants déferés à la justice pratiquement aucun n'avait eu affaire à la police précédemment. Cette référence systématique aux «casseurs» montre bien que, pour l'État, les Gilets jaunes ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs : ils ne sont pas des paysans encadrés par la FNSEA qui ont «le droit» d'attaquer les préfectures et de casser sans être accusés d'être des «casseurs».

l'indignation démocratique telle qu'elle s'était développée autour du Manifeste des Indignés, et qui s'apparente à une révolte ?

Cette dimension de soulèvement collectif bouscule les règles du débat et des luttes habituelles maintenues dans le cadre démocratique et politique traditionnel, dont celle de la SNCF nous a fourni un dernier exemple affligeant. Mais elle n'est pas dégagée d'une tendance au ressentiment (cette haine de classe sans conscience de classe) contre les élites et les «gros», les «voleurs», les «profiteurs» qui donne dans la facilité et fait que la dimension «antisystème» souvent relevée est finalement assez superficielle, le «système» étant réduit à quelque tête d'affiche (le «banquier Macron», le mafieux Castaner, le clientéliste Gaudin à Marseille, etc.), mais non pas remis en cause dans ses fondements.

Le rapport à l'État qui transparait ici est d'ailleurs très ambigu puisque, à la différence du mouvement antifiscal des *Tea Party* aux États-Unis, les Gilets jaunes ne sont pas, dans l'ensemble, pour une politique plus libérale ni pour un État minimum. Pour la plupart d'entre eux il est probable qu'ils n'étaient pas descendus dans la rue en 2015 pour la défense du service public, puisqu'ils ont aujourd'hui l'impression de ne plus en avoir que les vestiges (fermetures d'écoles primaires, de petits hôpitaux, de gares ferroviaires et de postes¹). C'est un mouvement non exempt de contradictions puisqu'il réclame la baisse générale des taxes tout en ayant encore des demandes par rapport à l'État conçu encore comme État social. Or, la baisse des impôts et taxes est contradictoire avec une action sociale de l'État. Cela peut accroître la crise de légitimité de l'État qui fait que les personnes défavorisées ne se reconnaissent plus dans son action et peuvent en cela rejoindre des fractions, elles aussi populaires, qui ne

¹ Cf. Les déclarations du maire de Guéret pour sa région. Pour lui, les Gilets jaunes sont des «invisibles», des «interstitiels». Il n'est toutefois pas exclu que ce mouvement très contradictoire puisse déboucher en négatif sur un *Tea Party* à la française sous une forme propre à la France : trop de taxes, trop d'impôts, trop de dépenses publiques, trop pour les migrants (leitmotiv du Rassemblement national au démarrage du mouvement), les immigrés, trop de cotisations sur le travail donc contraire à l'emploi et au pouvoir d'achat, trop de fonctionnaires...

veulent plus de cette action sociale de l'État, en direction des chômeurs, des migrants et dénoncent le trop grand nombre de fonctionnaires, les «assistés», etc.

Il est vrai que ce mouvement n'est pas guidé par la Théorie révolutionnaire historique ni par ses fractions communistes ou anarchistes contemporaines, qu'il est «interclassiste» (quelle horreur¹ !) et ouvert à tous les vents. Il s'inscrit en tout cas dans un ensemble de mouvements diffus qui, depuis l'occupation des places dans de nombreux pays, des luttes comme celles du No-TAV ou de NDDL ou encore certaines actions au cours de la lutte contre la loi Travail, fédèrent des initiatives qui ne dépendent pas de partis ou syndicats et qui se développent d'une façon horizontale à partir des réseaux sociaux. Leurs caractéristiques sont toutefois suffisamment

¹ Cf. Le commentaire assez venimeux, d'origine communiste de la page «Agitations», sur le site *Des nouvelles du front* (DNDF), titré : «Des Gilets jaunes à ceux qui voient rouge» qui lui reproche son interclassisme tout en affirmant la «*dissolution de toute identité ouvrière reconnaissable et communément partagée*». C'est fort de café quand même de reconnaître qu'un mouvement est interclassiste quand on reconnaît qu'on ne peut plus «reconnaître» une classe ! Une partie de l'analyse (faite après le 17) est d'ailleurs invalidée par le 24 (attitude de la police et des médias prétendument favorables au mouvement ce qui prouve bien que...).

Deux enquêtes permettent de se faire une idée de la composition sociale des Gilets jaunes actifs aux barrages des ronds-points. Le géographe Aurélien Delpirou a relevé ([url:https://laviedesidees.fr/La-couleur-des-Gilets-jaunes.html](https://laviedesidees.fr/La-couleur-des-Gilets-jaunes.html)), lui, «*infirmiers, travailleurs sociaux, professeurs des écoles, personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales, techniciens de l'industrie, employés des services commerciaux ou comptables des entreprises, etc.*». Benoît Coquard, qui était sur un barrage en zone rurale le 17 novembre, a interrogé 80 personnes sur leur profession : «*à neuf exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires. Typiquement, il s'agissait de femmes employées et d'hommes ouvriers*» (source : *Alternatives économiques*, 27 novembre 2018, article de Xavier Molénat : «A quoi carburent les Gilets jaunes»).

différentes pour qu'on n'y cherche pas des convergences possibles au sein d'un supposé bloc anticapitaliste et *a fortiori* «communiste». Pour le moment, ces luttes coexistent sans connaître de co-extension.

Temps critiques, le 29 novembre 2018

Les «Gilets jaunes» : pourquoi et comment en être ?

5 décembre 2018

Il n'est plus nécessaire de rappeler l'ampleur d'un mouvement qui n'a eu d'égal que la surprise générale qu'a provoquée son déclenchement et que prolongent sa durée et sa radicalisation. Par contre, son existence même et son devenir continuent à poser quelques questions théoriques et politiques.

Les caractéristiques sociologiques du mouvement

Les reportages journalistiques à chaud tout comme les témoignages de militants ayant pris part au mouvement de blocages permettent d'en souligner l'hétérogénéité en termes de composition de classe qui contraste avec sa concentration spatiale¹.

Sa composition pluriclassiste ne fait guère de doute, le gros en étant cependant constitué par des prolétaires (ouvriers et employés, salariés ou non), auxquels s'ajoutent des membres des couches inférieures de l'encadrement (agents de maîtrise, techniciens) ou de la petite bourgeoisie (artisane essentiellement, souvent des auto-entrepreneurs, mais aussi paysanne et même intellectuelle, par exemple des infirmières libérales) et même des éléments du petit patronat. On peut aussi relever la présence de femmes, de retraités et de retraitées bien plus importante que dans les mobilisations dont nous avons l'habitude.

¹

A ces deux sources d'information, je me permets d'en ajouter une troisième, plus restreinte spatialement mais plus directe et plus compréhensive, plus subjective aussi. Depuis plusieurs années, je passe les deux tiers de mon temps dans un petit village en Déodatie (la région de Saint-Dié-des-Vosges), ce qui m'a permis d'observer directement bon nombre de phénomènes qui éclairent le déclenchement du mouvement des «Gilets jaunes». Lors du premier week-end de mobilisation de ces derniers, dans un rayon de dix kilomètres autour de ce village, ce ne sont pas moins de cinq blocages qui y ont eu lieu (deux aux principales entrées dans Saint-Dié, un à Moyenmoutier, un à La Petite Raon, un à Raon-L'Étape). Le département des Vosges a connu ce weekend-là quelque quatre-vingt points de blocage, la plupart concentrés dans l'est du département, au pied du massif vosgien même, quelques-uns dans des localités que vous aurez du mal à situer sur une carte : Provenchères-sur-Fave, Frapelle, Anould, Le Syndicat, etc.

Si cette hétérogénéité n'a pas nui au mouvement, c'est que tous et toutes partagent un certain nombre de points communs ayant rendu possible leur convergence. Ce sont autant de victimes des politiques austéritaires pratiquées par l'ensemble des gouvernements depuis près de quatre décennies. Elles se sont traduites pour elles par la dégradation de leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération ; par la difficulté grandissante de «joindre les deux bouts en fin de mois» ; par l'angoisse grandissante du lendemain pour soi et pour les siens (les enfants notamment) ; par la dégradation ou même la disparition des services publics et équipements collectifs auxquels elles pouvaient naguère encore avoir accès ; par le sentiment de n'être plus représentées (prises en compte et en considération) par personne (notamment les organisations syndicales, professionnelles, politiques), si ce n'est quelquefois les maires (mais qui ont de moins de moins de pouvoir) ; par le sentiment d'être abandonnées et laissées à elles-mêmes et d'être franchement méprisées, par des gouvernants qui n'ont plus d'yeux, d'oreilles et de voix que pour «les premiers de cordée» !

Ces «dépossédés» disposent cependant encore de cette force collective qu'est la solidarité locale, basée sur des liens de parenté et de voisinage, faite de connaissance et de reconnaissance réciproques, mais aussi de toute une «économie souterraine» d'entraide, d'échanges de services, de dons et de contre-dons, qui assure au-delà de la survie la possibilité de «s'en sortir». Sans quoi on ne s'expliquerait pas que des hommes et des femmes aient participé aux opérations menées par les «Gilets jaunes», dans la froidure de novembre, plusieurs jours de suite et jusqu'à plus de dix dans certains cas.

La seconde caractéristique sociologique notable du mouvement est sa localisation dans le rural périurbain. C'est que les catégories sociales précédentes sont de plus en plus expulsées des centres urbains et même des périphéries urbaines immédiates, sous l'effet de l'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier urbains et de l'étalement spatial des villes (développement du rurbain).

D'autre part, dans cet espace, la dépendance à l'égard de l'automobile individuelle est maximale: il y faut au moins une automobile par ménage, non seulement pour aller au boulot, mais aussi pour faire ses courses, emmener les enfants à l'école et aux activités périscolaires, se rendre chez le médecin, effectuer les démarches administratives indispensables, participer aux activités associatives locales, etc., du fait de la concentration grandissante des équipements et des services, privés ou publics, dans les centres ou les périphéries urbains, de l'absence ou de la carence des moyens de

transport en commun, de la préférence accordée à l'habitation individuelle favorisant la dispersion de l'habitat.

D'où, le caractère contraint des dépenses de carburants pour ces ménages¹ et, par conséquent, vu leur précarité budgétaire, l'extrême sensibilité de ces populations au prix des carburants. Ce sont leur augmentation continue au cours de ces derniers mois, suivant en cela le cours du pétrole sur le marché mondial, et l'annonce de leur augmentation prochaine (au 1^{er} janvier : + 6,5 centimes par litre de gazole, + 2,9 centimes par litre de SP95) sous l'effet de l'alourdissement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) qui ont constitué la goutte d'eau qui a mis le feu aux poudres ! D'autant plus que, parce que le gazole a été longtemps sous-taxé relativement aux autres carburants, le parc des voitures individuelles compte encore aujourd'hui plus de 60% de véhicules à moteur Diesel. D'où aussi le choix de leurs modes d'action (bloquer ou filtrer la circulation automobile pour sensibiliser les automobilistes) et le choix du symbole de ralliement (le fameux gilet jaune).

Des caractéristiques politiques et idéologiques du mouvement

La composition sociologique du mouvement suffit pour l'essentiel à en expliquer les limites originelles sur le plan politique et idéologique. Ses revendications immédiates se sont limitées à exiger une baisse du prix des carburants, notamment des taxes entrant pour 60% dans ce prix. Mais cette dimension antifiscale ne s'en est prise qu'à un aspect mineur de la politique fiscale du gouvernement, sans remettre en cause l'ensemble de celle-ci, notamment l'augmentation de la fiscalité indirecte au bénéfice de la fiscalité directe et, au sein de cette dernière, de la fiscalité sur les revenus du travail au bénéfice des revenus du capital, donc des hauts revenus et des grandes fortunes: voir la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (les entreprises : IS), la *flat tax* sur les revenus du capital, la suppression des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IRPP), la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)². Et les

¹ Comme l'a opportunément rappelé Michel Husson, «Les fondements microéconomiques de la connerie», <http://alencontre.org/economie/les-fondements-microeconomiques-de-la-connerie.html>

² Selon une estimation de l'OFCE, ce sont les 5% de ménages les plus riches qui seront les principaux bénéficiaires de la politique socio-fiscale de l'actuel gouvernement, qui (indépendamment d'autres facteurs) leur vaudra de connaître une augmentation de pouvoir d'achat de 2,2% fin 2019 par rapport à fin 2017, alors que les 5% de ménages plus pauvres n'y auront gagné que 0,2% : onze fois moins ! Cf. M. Plane et R. Sampognaro,

«*Gilets jaunes*» n'ont pas davantage immédiatement contesté l'affectation des recettes fiscales (le volet dépenses publiques) au bénéfice là encore du Capital (voir par exemple le crédit compétitivité emploi – CICE – d'un montant de quelque cent dix milliards sur cinq ans) au détriment du Travail (les coupes claires dans le financement des services publics et des équipements collectifs, dont une partie constitue la part socialisée du salaire). Mais pareilles limites n'étaient a priori pas étonnantes de la part de populations qui n'ont eu jusqu'à présent, pour l'immense majorité d'entre elles, aucune expérience ni formation politiques, et dont c'était souvent la première mobilisation revendicative.

C'est en tirant argument de pareilles limites immédiates que différentes voix se sont fait entendre pour discréditer le mouvement ou, du moins, jeter la suspicion sur lui. Passons sur le mépris ordinaire de «*premiers de cordée*» pour le «*bas peuple*». Plus étonnantes et inquiétantes ont été celles de ces voix en provenance de la gauche et même de l'extrême gauche. Le mouvement a ainsi été qualifié de poujadiste.

Dans la seconde moitié des années 1950, le poujadisme a été un mouvement essentiellement composé d'éléments de la petite bourgeoisie (notamment commerçante) et du petit capital menacé par la pénétration du grand capital (en devenir oligopolistique) dans certaines branches de l'industrie, du commerce et des services ainsi que par la mise en place des institutions caractéristiques du compromis fordiste entre Capital et Travail salarié (notamment la Sécurité sociale). Alors que le présent mouvement est à dominante des éléments du prolétariat menacés par le démantèlement continu des acquis du compromis fordiste. Seul point commun : l'antifiscalisme ; mais alors qu'il a été un point de fixation pour le mouvement poujadiste, le présent mouvement des «*Gilets jaunes*» l'a déjà dépassé, comme on le verra plus loin.

Nos «*belles âmes*» de gauche et d'une partie de l'extrême gauche ont aussi accusé ce mouvement d'être à la traîne de la droite dure et de l'extrême droite. Ces accusations ont été lancées sur la base de l'observation de propos, slogans ou comportements sexistes et racistes au sein des collectifs de «*Gilets jaunes*» ; de la présence dans des collectifs de symboles ou de marqueurs de la droite ou de l'extrême droite nationaliste (le drapeau tricolore, *La Marseillaise*) ;

«Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités», *Policy Brief de l'OFCE*, n° 30, janvier 2018. <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2018/Pbrief30.pdf>

du soutien immédiat recueilli par les «*Gilets jaunes*» de la part de des leaders d'extrême droite ou de la droite extrême (Le Pen, Dupont-Aignan, Wauquiez) tendant de récupérer le mouvement à leurs fins propres et de la participation de militants d'extrême droite à certains de leurs collectifs.

Bien qu'à de multiples reprises les «*Gilets jaunes*» aient déclaré se vouloir «*apolitiques*» (il est vrai que l'apolitisme est plutôt de droite), répondons quand même aux accusations précédentes. Outre que les actes et paroles racistes ou sexistes sont restés minoritaires en leur sein, les «*Gilets jaunes*» n'ont malheureusement pas le monopole ni du sexisme ni du racisme. De ce point de vue, des militants et organisations de gauche et d'extrême gauche feraient bien de balayer devant leur propre porte.

De plus, attendre qu'un mouvement populaire spontané soit idéologiquement pur pour le soutenir et y intervenir, c'est se condamner à l'impuissance et mettre la charrue avant les bœufs : exiger comme point de départ ce qui ne peut être qu'un point d'arrivée.

Par ailleurs, il est discutable de faire du drapeau tricolore et de *La Marseillaise* des marqueurs de la seule droite ou extrême droite nationaliste ; on peut tout aussi bien rappeler l'héritage révolutionnaire qui y est attaché, le seul à la disposition de populations privées de tout autre héritage révolutionnaire. Enfin et surtout, ce n'est pas tant la présence d'éléments de la droite et de l'extrême droite nationalistes dans le mouvement des «*Gilets jaunes*» dont il faut s'alarmer que l'absence de la gauche et de l'extrême gauche pour leur faire contrepoids et les chasser du mouvement.

Critique de l'attitude des organisations syndicales et politiques de gauche et d'une partie de l'extrême gauche

Dans leur ensemble, ces organisations se sont en effet tenues à l'écart de ce mouvement, au moins dans un premier temps. Du côté politique, on a assisté à un soutien du bout des lèvres du côté du PS (pas encore remis de sa déconfiture de l'an dernier) et du PC (occupé par son congrès), à un soutien plus résolu du côté de la FI, du NPA ou d'AL (Alternative libertaire) mais sans pour autant appeler à une participation massive au mouvement – quelques individualités mises à part (Ruffin, Besancenot, Poutou). Quant aux organisations syndicales, elles ont présenté un dégradé d'attitudes allant de l'indifférence à la franche méfiance confinant à l'hostilité (le pompon revenant comme d'habitude à la CFDT, dont le secrétaire général y aura vu «*une forme de totalitarisme*») – à l'exception de quelques structures locales ou fédérales (CGT métallurgie, Sud industrie, SUD PTT, FO Transports) et, bien évidemment, de ceux de

leurs militants ou membres qui ont, au contraire, plus ou rapidement fait le choix contraire.

Les raisons d'une telle attitude sont multiples. Y ont eu leur part les critiques précédentes du mouvement, assorties de l'accusation de rouler pour le patronat... de l'industrie de transport routier, qui a soutenu le mouvement du fait de sa revendication phare, avant de se rétracter rapidement en protestant contre les blocages routiers. Plus profondément, il faut sans doute incriminer l'hostilité de principe à l'égard de mouvements sociaux spontanés (le mouvement des «*Gilets jaunes*» est parti d'une pétition qui a circulé dans les «*réseaux sociaux*») de la part d'états-majors qui ont l'habitude de faire défiler leurs troupes où et quand eux seuls l'ont décidé.

Enfin, il faut encore pointer leur extériorité à l'égard de toute cette partie des couches populaires dans laquelle ces organisations n'ont pas (plus) aucune implantation et qui leur est devenue aussi étrangère et invisible qu'elle l'est pour le pouvoir. Ce qui en dit long sur leur manque d'ancrage dans le «*pays réel*» et a valu à ces soi-disant avant-gardes de se retrouver à la traîne d'un mouvement populaire, au moins à ses débuts.

Évidemment, pareille attitude est non seulement une erreur mais une faute politique grave. Le mouvement des «*Gilets jaunes*» est certes composite, partagé entre des tendances divergentes, gros de possibles contraires. Sa plate-forme revendicative initiale était pauvre et son horizon politique limité (pour ne pas dire inexistant). Mais son potentiel de lutte était et reste énorme, comme l'ont déjà prouvé l'enrichissement de la première et l'élargissement du second¹. Et c'est précisément la mission des organisations syndicales et politiques anticapitalistes d'intervenir en son sein et à ses côtés pour amplifier, accélérer, ce double processus et orienter le mouvement dans un sens globalement favorable aux intérêts de classe de ses membres. Reste à déterminer comment.

¹ Voir par exemple la plate-forme revendicative adoptée le 28 novembre en prévision de la réception d'un certain nombre de délégués à Matignon (qui n'a finalement pas eu lieu) :

Cf. aussi la vidéo visible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=gJV1gy9LUBg>. Ainsi que la liste des revendications dans les «cahiers de doléances» publié, ce 2 décembre 2018, sur le site alencontre.org [<https://alencontre.org/europe/france/france-debat-les-cahiers-de-doleances-des-Gilets-jaunes.html>]

Propositions pour pérenniser, étendre et renforcer le mouvement

Surtout ne pas intervenir en donneurs de leçons et, encore moins, en donnant l'impression de vouloir récupérer le mouvement au profit d'une organisation quelconque ou d'un programme politique défini. Défendre au contraire l'autonomie intégrale du mouvement par rapport à l'extérieur et la démocratie interne. Et se contenter de défendre, en son sein, un certain nombre de propositions parmi lesquelles je livre les suivantes à la discussion.

Quant aux formes d'organisation.

Promouvoir la démocratie assembléeiste dans les collectifs. Faire de chaque rassemblement un lieu de discussion et de délibération. Défendre l'autonomie des collectifs locaux tout en plaidant pour la plus large coordination possible entre les collectifs locaux sur une base territoriale définie par eux. Mandater strictement les délégués aux coordinations en question. Ne pas accepter l'institution de soi-disant représentants nationaux chargés de négocier avec le gouvernement. Mais chercher autant que possible à favoriser le rapprochement avec les organisations et mouvements qui se seront déclarés favorables au mouvement et lui auront apporté leur soutien, sans tentative d'instrumentalisation de part ou d'autre, à commencer par celles et ceux (essentiellement les organisations syndicales et les mouvements lycéens et étudiants) qui sont déjà engagés dans des actions revendicatives sur leur terrain propre. Car le potentiel de mécontentement et de révolte est immense dans l'ensemble du pays, comme l'ont prouvé le samedi 1^{er} décembre des scènes d'émeute à Paris mais aussi en province (Marseille, Saint-Étienne, Le Puy-en-Velay, Tours), qui n'ont pas été le fait des seuls «casseurs» habituels.

Quant au contenu revendicatif.

Proposer l'élaboration d'une plate-forme revendicative intégrant des revendications immédiates tout en défendant la nécessité de les élargir et de les approfondir. A titre d'exemples :

– Baisse immédiate du prix des carburants par l'intermédiaire de la TICPE, qui constitue actuellement la quatrième source de recettes fiscales de l'Etat (après la TVA, l'IRPP, et l'IS). Institution d'un prix administré de manière à éviter les dérapages à la pompe.

– Forte revalorisation des principaux revenus dont vivent les couches populaires mobilisées: porter le SMIC et les pensions de retraite au niveau du salaire médian actuel (environ 1700 €); revalorisation équivalente de l'ensemble des prestations sociales; porter les minima sociaux au-delà de l'actuel seuil de pauvreté (par exemple à 1200 €).

– Adoption et mise en œuvre urgente d’un plan de lutte contre la misère. Relogement de tous les SDF dans des logements vacants comme la loi l’y autorise.

– Instaurer un encadrement des loyers. Lancement d’un programme pluriannuel d’isolement de l’ensemble des logements, sociaux ou non, financés sur fonds publics, en commençant par ceux occupés par des ménages en état de précarité énergétique.

– Allègement de la fiscalité indirecte (par exemple élargissement du panier des biens et services soumis au taux de TVA réduit avec imposition d’un prix plafond – pour éviter que les commerçants n’empochent la différence). Allègement de la fiscalité directe pesant sur le travail (par exemple des taux de la CSG). Alourdissement de la fiscalité directe sur le capital, les hauts revenus et les grandes fortunes : rétablissement des tranches supérieures de l’IRPP ; augmentation du taux d’imposition des revenus de la propriété au titre de protection sociale ; forte taxation de la part des profits distribués sous forme de dividendes ; augmentation du taux de l’IS ; rétablissement de l’ISF. Suppression du CICE et de l’ensemble des niches fiscales, dont le montant sera réaffecté au financement des différentes mesures écologiques et sociales énoncées par ailleurs.

– Adoption d’un moratoire sur la dette publique. Ouverture d’une procédure d’audit de cette dette pour en déterminer la part illégitime qui ne sera pas remboursée.

– Élaboration d’un cahier revendicatif contre la dégradation des services publics et, inversement, pour le renforcement de ces services, notamment en matière de transports (réouverture de lignes locales de chemin de fer fermées, gratuité des transports en commun), de santé (institution d’une période de présence obligatoire des jeunes médecins dans les déserts médicaux, réouverture des hôpitaux et services hospitaliers fermés, en les dotant de moyens supplémentaires) et d’éducation (aucune fermeture de classes dans le primaire, institution d’une distance minimale à parcourir par les élèves de l’enseignement secondaire et mise en place de ramassages scolaires systématique, des moyens supplémentaires pour les activités périscolaires).

– Abrogation de l’ensemble des mesures visant au démantèlement de la protection sociale : abrogation des mesures de déremboursement des médicaments ; plan d’urgence pour pouvoir doter les hôpitaux publics de moyens supplémentaires et abandon de toute subvention aux cliniques privées ; instauration d’un droit à la

retraite pour tous après 30 ans d'activité sur la base de 75% du meilleur revenu brut d'activité plafonné à deux fois le SMIC¹.

Quant aux formes d'action.

Sans abandonner les opérations de blocage ou de filtrage de la circulation automobile aux abords des villes (pour discuter avec les automobilistes, les inciter à rejoindre le mouvement, leur faire connaître les revendications), adopter des formes d'action adaptées aux revendications précédentes (par exemple blocage ou occupation de services publics pour appuyer les revendications des personnels de ces services et informer les publics des revendications à leur sujet; investissement des mairies, des conseils départementaux et régionaux, des permanences des députés et sénateurs pour les contraindre à relayer les revendications précédentes).

Mais, surtout, il me paraît nécessaire de privilégier les actions décentralisées mais coordonnées en province plutôt que des actions centralisées sur Paris : pour permettre au maximum de personnes d'y prendre part ; pour permettre aux collectifs locaux de rester maîtres de leurs décisions et de leur calendrier ; pour paralyser progressivement le pays ; pour épuiser le gouvernement et ses soi-disant «*forces de l'ordre*», en les obligeant à multiplier leurs points d'intervention et leurs déplacements.

Par-delà les propositions précédentes, qui peuvent et doivent être débattues collectivement au sein du mouvement, c'est surtout la nécessité et l'urgence d'intervenir au sein de celui-ci pour lui permettre d'aller le plus loin possible qui ne devrait plus faire débat au sein des organisations syndicales et politiques anticapitalistes. Et, quelle que soit son issue, ce mouvement aura révélé l'existence d'un immense champ de couches populaires qui doit constituer une véritable terre de mission pour ces organisations dans les mois et années à venir. Sans quoi il ne faudra pas s'étonner et se plaindre de voir ces couches populaires céder encore un peu plus aux sirènes de l'extrême droite qui sauront, pour leur part, y attiser le ressentiment, y semer la xénophobie et le racisme et y favoriser le repli identitaire.

Alain Bihl (2 décembre 2018)

<http://alencontre.org/europe/france/les-Gilets-jaunes-pourquoi-et-comment-en-etre.html>

¹ Une bonne partie de ces mesures font déjà partie de la plate-forme revendicative signalée dans la note précédente.

Un Gilet jaune antisémite à France Culture

Lors de l'émission «La Grande Table» du 3 décembre 2018 avec Julien Damon, «sociologue des inégalités, professeur associé à Sciences Po Paris», France Culture, toujours très chatouilleuse quand il s'agit du racisme, du sexisme, de l'homophobie, de la transphobie, de la défense des droits des animaux et j'en passe, nous a fait entendre des paroles de «Gilets jaunes en introduction de son programme «“Gilets jaunes” : quelles réponses à quelles questions?»».

Nous avons ainsi pu écouter plusieurs brefs témoignages de «gens» qui expriment leur «ras-le-bol fiscal» et se plaignent de leurs difficultés matérielles, une *Marseillaise*, et puis une longue intervention antisémite (la plus longue et la plus «politique» de toutes), celle d'un jeune cadre (rappelez-vous que, pour tous les journalistes, les Gilets jaunes c'est la «France d'en bas»... alors qu'un consultant gagne au moins 3 500 euros par mois) qui déclare :

«Moi, j'ai fait les grandes écoles, je travaille en finance ; j'ai vu Rothschild dont est issu Macron, Lazard et tout ça, c'est des pourris jusqu'à la trogne, j'ai bossé avec eux. En fait, la vie est un jeu pour eux, et nous on est des pions sur un échiquier ; donc, ils peuvent faire fermer des usines, mettre des centaines de personnes à la porte, juste pour gagner quelques millions de plus alors qu'ils sont déjà milliardaires. Moi, j'ai vu comment cela fonctionne, je travaille dans le conseil en stratégie.»

Ces propos antisémites, typiques de la mouvance fasciste pour qui la banque est contrôlée par les Juifs (Rothschild, Lazard), typiques aussi de la mouvance de la France Insoumise ou de nombreux groupes altermondialistes ou de gauche, ont été longuement reproduits le 3 décembre 2018 sur France Culture. Étaient-ils censés représenter le «mouvement» des Gilets jaunes ? Si c'est le cas, ils contredisaient totalement la version selon laquelle ce mouvement était un mouvement «populaire» de gens qui ont dû mal à boucler leurs fins de mois !

Furent-ils suivis du moindre commentaire critique de la journaliste Olivia Gerbert ou de l'universitaire invité, Julien

Damon ? Non, pas un mot, silence total sur cette propagande antisémite et fasciste, pseudo anticapitaliste.

Y.C., 5/12/2018



Qui se ressemble s'assemble ?

Les Gilets jaunes à la lumière de l'expérience italienne

4 décembre 2018

Collectif Athéné Nyctalope

Pour éclairer ce qui se passe en France, il est précieux de regarder ce qui se passe ailleurs. On a jeté un œil sur la situation italienne. Des revendications et de la structuration du mouvement aux positions des camarades vis-à-vis de celui-ci, revue des divergences et convergences entre le Mouvement 5 étoiles et les Gilets jaunes.

Le «mouvement des Gilets jaunes» n'est pas sans rappeler la situation italienne des dernières années. On peut se rappeler des *Forconi* (les Fourches) comme cela a été évoqué dans plusieurs articles.

Mais face aux appels à rejoindre le mouvement émanant de la «gauche», on peut aussi penser au Mouvement 5 étoiles (M5S). Ce parti attrape-tout est parvenu à phagocyter les revendications et les luttes pour finalement prendre le pouvoir et y entraîner avec lui la Lega, parti d'extrême droite.

Certes, l'Italie n'est pas la France et on ne peut pas calquer précisément les deux situations l'une sur l'autre, mais il y a sans doute des enseignements à tirer de ce qui s'est passé de l'autre côté des Alpes et qui nous pend peut-être au nez.

En 2011, naît en Sicile un mouvement composé principalement d'agriculteurs, de routiers, de petits patrons et de commerçants : les *Forconi*. S'il a refusé de s'attribuer une couleur politique, le mouvement a tout de même attiré l'attention et la sympathie de l'extrême droite (Forza Nuova, Casa Pound) dont les membres fondateurs étaient proches.

Une bienveillance que l'on retrouvait aussi du côté du M5S, parti populiste né sur Internet quelques années plus tôt, et consolidé dans

la rue. Les revendications des *forconi*, assez floues, étaient en tout cas bien marquées à droite : rejet des taxes, sortie de l'euro, dénonciation d'une « caste » asservissant les honnêtes gens.

Après un premier élan façon feu de paille, les *forconi* se sont reformés en décembre 2013, un peu plus structurés, ajoutant à leurs revendications initiales celles qui avaient fait le succès du M5S comme le *tutti a casa* de Beppe Grillo et la sortie de l'euro. Ils ont alors été rejoints par celles et ceux qui subissent de plein fouet les effets de la crise et de l'austérité : jeunes, précaires, étudiants.

Seulement, le mouvement a pris des allures de milice quand ses membres ont commencé à utiliser la menace physique auprès de la population, comme le cas de ce commerçant ayant refusé de baisser son rideau en solidarité. Assez vite, le mouvement s'est de nouveau essoufflé et la dernière manifestation à Rome n'a finalement pas rassemblé grand monde.

Problème : bon nombre de ses participants se sont retrouvés dans le M5S, aux côtés des déçus de la gauche réformatrice. C'est que le « PD », Partito Democratico, plus ou moins notre PS, a mis en place des mesures qui ont contribué à précariser encore plus ceux qui étaient déjà fragiles, comme le Jobs Act, l'équivalent de la Loi Travail. Dans ces conditions, le parti M5S, à l'instar des Gilets jaunes aujourd'hui, est devenu rapidement le réceptacle de toutes les colères et de toutes les déceptions.

GILETS JAUNES ET MOUVEMENT M5S, POINTS DE DIVERGENCE

Il faut peut-être commencer par poser les différences fondamentales entre les Gilets jaunes et le M5S, pour mieux en apprécier les points communs.

– **M5S, un leader fort dès le début.** Tandis que les Gilets jaunes continuent à refuser toute « récupération » et que les représentants ne sont pas acceptés par l'ensemble des participants, le M5S s'incarne presque entièrement dans la figure de l'humoriste médiatique Beppe Grillo, au point que les sympathisants du M5S sont appelés « *grillini* ». Si le mouvement est effectivement né sur Internet, via le blog du comique, il ne faut tout de même pas mettre de côté la notoriété que la télévision lui avait conférée. Grillo n'était pas un blogueur sorti de

nulle part, ni un petit entrepreneur, ou un citoyen anonyme mécontent.

– **Le parti M5S a très vite absorbé des associatifs et différents mouvements.**

Dès 2005 et le premier *meetup* organisé par Grillo : il se tient à Turin, contre la ligne à grande vitesse (No Tav) et ensuite les *meetups* vont presque toujours s’associer à des luttes locales, impliquer les associatifs et militants sur place. Le passage du mouvement en ligne à l’implication concrète est une réussite, sans doute grâce à cette base-là.

– **M5S ou l’écologie comme cheval de bataille déclaré.**

Le mouvement des Gilets jaunes naît en réaction à l’augmentation des taxes sur le gasoil. De nombreuses autres revendications, liées généralement à «la vie chère» s’y sont greffées, mais le point de départ est celui-là et le reste peine à s’articuler. Le M5S, quant à lui, a mis très vite l’écologie au centre de ses préoccupations revendiquées. Les cinq étoiles représentent l’eau, l’environnement, l’énergie, le transport et le développement. Dans les faits et depuis qu’ils sont au pouvoir, on ne peut pas dire que ça les intéresse tant que ça.

– **Deux pays, deux réalités différentes.**

La France est bien plus centralisée que l’Italie, où le morcellement a sans doute eu un impact sur la capacité de phagocyter les luttes locales fortes.

GILETS JAUNES ET MOUVEMENT M5S,

POINTS DE CONVERGENCE

– **Une composition de la «base» sensiblement similaire** entre une classe moyenne qui craint le déclasserement, plutôt à droite dans les revendications et les symboles, des déçus de la gauche qui ne savent plus à quel saint se vouer, et une grande partie de personnes assez peu politisées, chez lesquelles on rencontre généralement une certaine méfiance vis-à-vis des syndicats et des partis.

– **Un sentiment de ras-le-bol général qui légitime le mouvement de colère.**

Ce que porte le mouvement permet de rassembler autant les classes moyennes déclassées du départ, que des personnes en grandes

difficultés. Ce qui donne un ressenti de mixité réelle sur le terrain. D'autant qu'il y a, autant en Italie qu'en France, bien des raisons d'être en colère : salaires qui ne suivent pas l'inflation, disparition des services publics, flicage des pauvres, etc.

– **Une réunion de toutes les déceptions et les ressentiments.**

Comme les *meetups* l'ont été en Italie, les blocages des Gilets jaunes sont pour beaucoup une première participation à la vie politique. Il y a une colère qui a besoin de s'exprimer, mais aussi un enthousiasme des débuts, et, pour certains observateurs, un espoir à voir des personnes peu ou pas politisées prendre part au débat.

Conséquence : les aspects gênants, problématiques, sont balayés par tous les gens de bonne volonté. Comme l'analyse Wu Ming pour l'Italie, c'est que *«les cycles de lutte se sont succédés sans s'enraciner dans un sens commun [...] le fait que de nombreuses personnes de gauche même radicale [...] aient choisi Grillo “parce qu'il n'y a rien d'autre” est compréhensible [...] mais le “il n'y a rien d'autre” est une conséquence de la “captation” [des différentes luttes]»*. Autrement dit, se coller un gilet jaune sur le dos, c'est les renforcer et donner l'impression qu'ils sont partout, mais ce n'est pas «profiter de leur présence médiatique» ni de leur colère.

– **Un mouvement de consommateurs et pas un mouvement politique : le pouvoir d'achat avant tout.**

C'est en ce sens qu'il faut comprendre ce que dit Wu Ming de l'Italie : *«C'est un discours qui accumule toujours plus de contradictions, parce qu'il met ensemble ultralibéralisme et défense des biens communs, rhétorique de la démocratie directe et Führerprinzip grillocentrique, soutien aux No-Tav qui pratiquent la désobéissance civile et légalisme de base qui confond l'éthique et le casier judiciaire vierge.»* C'est aussi ce qui explique l'absence de rapports entre la grande majorité des Gilets jaunes et les structures habituelles de luttes. Absence qui s'inscrit dès lors comme dépassement de l'habituelle articulation capital/travail à travers une convergence massive et prétendument apolitique.

Mais la convergence, quand elle se fait autour de la baisse de l'impôt, se fait dans le sens des petits patrons, des indépendants, favorisant une organisation néolibérale de la relation salariale.

– **Une organisation qui se veut horizontale et qui met en avant une «démocratie directe».**

Si le mouvement M5S diffère des Gilets jaunes en ce qu'il présente un leader charismatique, l'organisation se veut identique : consultation régulière de la base, rejet d'une organisation en Parti, programme construit en ligne ou élaboré après examen des personnes sur le terrain, etc. Se rajoutent à cela un certain nombre de mesures qui s'apparentent à un usage direct de la démocratie : référendum populaire intégré à la Constitution et possibilité pour les gens de proposer des lois (Gilets jaunes), obligation de discuter de chaque loi d'initiative populaire et limitation des mandats (M5S). Très concrètement, se cache derrière le mythe du «bon peuple», ni de droite ni de gauche.

- **Un vocabulaire identique avec l'invisibilisation des «classes sociales».**

En définitive, s'il y a un rejet légitime des élites, à aucun moment il n'y a une remise en cause profonde du capitalisme. En Italie, l'accent a été particulièrement mis sur la corruption des élites (politomètre pour vérifier l'enrichissement personnel des élus), sujet qui marche d'autant mieux que la corruption est vraiment rampante dans tout le pays. Il s'agit désormais de surveiller la «caste» des politiques.

Des revendications analogues ont été lancées par les Gilets jaunes, entre la fin des indemnités présidentielles à vie, le salaire médian pour les représentants, la surveillance des frais de transport, etc. Ces exigences ne seraient pas aberrantes si elles intégraient une logique de classe, mais ce qui se joue ici est encore affaire de mythe : celui des «honnêtes gens» face à une classe corrompue. Comme le dit Wu Ming à propos de M5S : *«Il y a un peuple “honnête” (donné pour indivisé : pas de classes, pas d'intérêts opposés) et une “caste corrompue” décrite comme étrangère au “peuple”. Pour résoudre les problèmes de l'Italie, il faut élire les “gens honnêtes” qui ne prendront des décisions “ni de droite ni de gauche” : ils prendront des décisions “justes”. [...] C'est un cadre très simpliste et consolateur, qui élimine les contradictions, ne touche pas les causes de la crise et offre des ennemis faciles à identifier.»*

Une similitude dans l'ambiguïté qui se retrouve dans des positions parfois irréconciliables

Nous retrouvons avec les Gilets jaunes tout un tas de réclamations habituelles de la droite française : moins de taxes (dont le fuel maritime et le kérosène, mais aussi le carburant) et préoccupations boutiquières (pas de prélèvement à la source, favoriser les petits commerces des villages et centres villes, davantage de parkings gratuits, interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue).

En Italie, le mouvement M5S réclamait, entre autres choses, la fin de la taxe d'habitation (pour le premier logement) et l'abolition d'Equitalia (l'organisme chargé de collecter les impôts et la retraite). Autrement dit, dans les deux cas, il y a une acceptation totale de l'organisation néo-libérale.

Pourtant, que ce soit au niveau des rémunérations (salaire minimum rehaussé et indexé à la l'inflation), des personnes les plus fragiles (baisse des prix du gaz et de l'électricité, limitation des loyers, soutien aux personnes âgées et retraites), du rapport aux services publics (réactivation du réseau ferroviaire, réouverture des services de proximité comme les bureaux de poste, des écoles et des maternités), de l'éducation (effectif limité au sein des écoles) ou de l'emploi (création d'emplois pour les chômeurs, moins de CDD plus de CDI), c'est bien aussi un melting-pot de demandes initialement de gauche que les Gilets jaunes défendent. De même, en Italie, le mouvement portait des idées plutôt classées à gauche : retour d'une vraie politique éducative et de santé, accès gratuit à Internet pour tous, exigences écologiques etc.

Mais ces similitudes se retrouvent aussi au niveau de revendications clairement réactionnaires des Gilets jaunes où, pêle-mêle, il faudrait aimer les «forces de l'ordre» (moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée) ; la patrie (interdiction de vendre les biens appartenant à la France) et la nation (vivre en France implique de devenir français : cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours). Tant pis pour les déboutés du droit d'asile ou les migrants : ils doivent retourner chez eux. Idée que l'on retrouve dans le discours très répandu chez les

membres du mouvement M5S du «*Aiutiamoli a casa loro*» (Aidons-les chez eux).

C'est vrai, les Italiennes et les Italiens sont allés un rien plus loin en proposant le revenu citoyen (*reddito di cittadinanza*) : le revenu se substitue aux autres aides et est réservé aux seuls citoyens italiens...

Les limites de l'entrisme ou la question de l'engagement

Puis le programme du M5S est devenu de plus en plus problématique avec le temps, en particulier sur les questions nationalistes, même si elles n'étaient pas au centre des revendications de base. La ligne anti-immigration va se durcir, jusqu'au vote, en 2017 d'un programme «objectif zéro débarquement» voté par les sympathisants du M5S sur la plateforme «Rousseau».

Il s'articule autour de quatre points : création de voies d'immigration légales, renvoi des immigrés vers d'autres pays de l'UE, réforme des commissions d'examen des demandes d'asile et augmentation de la coopération internationale. On arrive très vite au slogan «Stop au business de l'immigration». L'étranger comme parfait bouc émissaire en réponse à la crise est un poncif bien connu et qui malheureusement trouve facilement à se faire entendre chez ceux qui sont à l'avant-dernière place. Et là, ceux qui avaient cru que l'aile gauche du M5S pourrait contrecarrer ce qu'il y avait déjà de bien dégueulasse en germe dans le parti dès le début, noyé sous des revendications «sociales» ou «environnementales» se sont rendu compte que l'entrisme avait ses limites. En clair, c'est un petit jeu auquel on n'est pas vraiment sûr de gagner, et où il y a gros à perdre.

Ainsi, contrairement à ce que certains camarades pourraient penser, ce n'est pas une question de «pureté» ou quoi que ce soit s'y rapportant qui se cache derrière cette question de la convergence, c'est simplement le constat lucide de la proximité réelle entre engagements réciproques et renoncement à ses principes.

Tout arrangement n'est pas bon, et si la ligne de front qui sépare compromis et compromission ne semble pas toujours évidente, certaines choses devraient nous arrêter. Comme le soutenait Wu Ming, il faut que les contradictions s'intensifient et explosent : «*Quand nous disons que nous sommes pour la révolution à l'intérieur du M5S, nous voulons dire que nous souhaitons que les contradictions s'intensifient et explosent. Ceci ne doit pas être*

confondu avec un discours angéliste sur la “base” qui est “bonne” : dans la base il y a aussi pas mal de fascistes et de gens qui, hier encore, exultaient pour Bossi ou Berlusconi ; il y a aussi ce type du M5S de Pontedera qui a sorti un communiqué raciste à vous coller la chair de poule ; il y a ce grillino sarde qui a comparé le mariage gay à l'accouplement avec des animaux... La “base” n'est pas “bonne”, ça aussi c'est une logique de droite, de faire entrer subrepticement le discours du “peuple” contre “la caste”, là où, en réalité, la caste ce sont Grillo et Casaleggio (son conseiller, NdT). Non, ce que nous souhaitons, ce sont des ruptures verticales et horizontales, sur des questions concrètes. Ce seront des combats spécifiques qui mettront les grillini “de gauche” face à des choix qu'ils ne peuvent plus remettre à demain¹.»

Cinq ans plus tard, le M5S s'est allié avec la Lega, et tant pis pour les *grillini* «de gauche» à qui il ne reste que les yeux pour pleurer, et parfois des tribunes, comme cette sénatrice M5S, Elena Fattori, qui se désolait récemment dans les colonnes du *Libero quotidiano* et regrettait amèrement le contrat passé avec la Lega qui impliquait «un président du Conseil non élu par le peuple, Salvini à l'intérieur, un ministre de la famille traditionaliste et homophobe» mais aussi tous les renoncements sur les luttes passées, «la Tap (Trans Adriatic Pipeline), l'Ilva (site industriel dans les Pouilles) le TAV (ligne Lyon-Turin), le Ceta» et enfin l'élection d'une berlusconienne AOC comme présidente du Sénat.

Autrement dit, malgré une tradition assez forte de lieux autogérés ouverts sur la ville, comme avec les *centri sociali*, instruments d'implication du public dans les luttes, et en dépit des espaces qui parviennent à impliquer une bonne partie de la population dans des luttes souvent locales, le constat est sans appel : l'entrisme ne marche pas. Les différentes luttes n'ont pas réussi à se faire entendre grâce au M5S, elles ont été dévorées par le mouvement.

¹ Toujours dans la même interview datée de 2013. <https://www.wumingfoundation.com/giap/2013/03/intervista-a-wu-ming-grillo-cresce-sulle-macerie-dei-movimenti/>

Il nous paraît important de garder en tête ces éléments pour ne pas jouer le jeu de nos ennemis. Ne pas céder sur nos valeurs sous prétexte d'une urgence anxiogène. Pousser pour que d'autres mouvements davantage en accord avec l'ensemble de nos espérances se mettent en place et prennent le relais de cette mobilisation. Et surtout ne jamais arrêter de critiquer ou de réfléchir sous prétexte d'unité, quitte à ne pas s'associer. Dans le cas contraire, nos lendemains pourraient sérieusement déchanter.

Collectif Athéné Nyctalope, 4 décembre 2018

A propos des Gilets jaunes :

Réfléchir pour ne pas fléchir et pour agir

Les quelques réflexions qui suivent ne visent pas à analyser l'ensemble de ce qui advient aujourd'hui en France, dans l'Hexagone et dans les territoires d'Outre-Mer. Encore moins à mettre dans le même sac des choses incompatibles. Par exemple, le combat résolu contre la gentrification à Marseille, mené par les premiers concernés, et la rancœur envieuse dirigée contre les bourgeois branchés, ou supposés tels, des métropoles, avec en tête de liste Paris, qui anime pas mal de citoyens mobilisés contre la taxe sur le gazole. De façon plus modeste, je tente de cerner les contours de l'affaire des Gilets jaunes qui rappelle en partie, dans des conditions certes profondément modifiées, le populisme d'antan.

1. **Dès la première semaine**, ce qui a frappé, c'est la présence tolérée, voire parfois acceptée sans complexe, de cercles fascistes. La chose est désormais connue et il n'y a plus grand monde qui la passe sous silence, sauf quelques aveugles volontaires. Je n'ergoterai pas sur leur importance réelle, sur leur degré d'implication cachée ou non, dès les premiers appels, lancés derrière l'écran de fumée de la virtualisation. Laquelle, organisée en réseaux, peut servir à la constitution de groupes de leaders¹. En tout cas, il n'y a pas de Comité invisible fasciste à traquer pour expliquer l'apparition et l'extension des Gilets jaunes. Il n'en reste pas moins qu'ils sont là, les fascistes. Parfois, bien là comme dans les manifestations des samedis 24 novembre et 1^{er} décembre à Paris, où ils concentrèrent leurs forces, et s'organisèrent pour intervenir de façon violente contre les symboles de la République. Mais pas contre ceux de l'Etat en tant que tels. A commencer par l'Arc de triomphe de l'Etoile qu'ils protégèrent. Ils rêvent sans doute de refaire

¹ Rappelons-nous l'apparition soudaine et anonyme des Fourches en Italie, en 2012, par l'intermédiaire d'appels lancés sur Facebook. Derrière l'horizontalité, le verticalisme était bien là, avec des leaders populistes à la clé.

le 6 février 1934, ce qui me semble improbable¹.

Bref, à moins de prendre les Gilets jaunes pour des imbéciles manipulables à volonté et de reprendre à notre compte la conception complotiste de l'histoire, bien partagée du côté de leurs leaders autoproclamés, il reste à comprendre pourquoi, dans de telles oppositions, la question du fascisme est incontournable, récurrente même.

A mon avis, c'est la nature populiste de la protestation des Gilets jaunes qui explique que des fascistes puissent y participer, parfois à peine camouflés derrière des dégaines de révoltés encagoulés. Et qu'ils ne soient pas nommés comme tels par la masse des citoyens mobilisés, mais assimilés à des casseurs, terme neutre par excellence. Par suite, il est inutile de se poser la question de savoir si des fascistes peuvent récupérer de telles oppositions populistes en cours et comment les contrer, y compris sur le terrain, pour la bonne raison que les seconds constituent le terreau favori des premiers. Car, c'est connu depuis longtemps, les ressentimenteux ne sont pas a priori des révoltés et des adeptes de la liberté².

2. **Bien sûr**, la situation actuelle, en France, est très différente de ce qu'elle était hier et encore plus avant-hier, à l'époque de la montée en puissance du fascisme, en particulier du fascisme rural, celui des Chemises vertes, dans les années 1930³. La majorité de la population habitait et travaillait encore dans les campagnes, malgré l'exode rural en direction des villes et les hémorragies massives dues à la Grande Guerre. Au nom du rejet de la centralisation du capital et de l'Etat républicain, des thèmes que l'on retrouve aujourd'hui à peine retouchés, fleurirent et constituèrent l'une des bases du fascisme de

¹ Le 6 février 1934, la coalition des ligues fascistes, Action française en tête, tenta de créer les conditions pour renverser le pouvoir républicain par la violence. Elles concentrèrent leurs forces place de la Concorde, puis marchèrent sur la Chambre des députés. Sans succès. La police tira sur la foule, qui comprenait aussi des curieux et des individus sans étiquette particulière, indignés par les scandales financiers et les mesures d'austérité.

² *La Peur de la liberté*, Erich Fromm, 1941. Comment la peur du vide, en période de crise profonde de la société, engendre des réflexes conservateurs de survie, donc autoritaires, accompagnés de crises de fureur aveugle.

³ *Le Temps des Chemises vertes*, Robert Paxton, 1996. Le seul ouvrage d'importance sur la montée du fascisme rural en France dans les années 1930.

l'époque¹. Tels que l'opposition, en très grande partie factice, entre les provinces, domiciles des authentiques travailleurs, de préférence ceux de la terre, et la capitale, Paris, cosmopolite, parasitaire et corrompue. Cela sous la couverture de l'apolitisme, qui n'a jamais été synonyme de critique de la politique et qui a facilité au contraire l'ascension de politiciens démagogues comme Henri Dorgères, le gourou des Chemises vertes, pétainiste, puis, plus tard, poujadiste.

Donc, si les problèmes que les Gilets jaunes soulèvent sont parfois nouveaux, car liés à l'évolution actuelle de la domination, la façon dont ils les posent et les réponses qu'ils y apportent ne le sont pas vraiment. Elles plongent leurs racines dans l'ancien populisme à la française, amalgamé à la nostalgie envers l'Etat providence, soumis à des cures d'amaigrissement de plus en plus drastiques. D'où l'apparente incohérence de leurs propos et de leurs cahiers de doléances. Bref, le populisme n'a pas été balayé par la modernisation à marche forcée du capital et de l'Etat, entamée dès la Reconstruction, après la Libération. Il entra plutôt en hibernation dans l'Hexagone, à l'exception notable du poujadisme et de ses quelques avatars.

Mais, aujourd'hui, bon nombre de nos contemporains errent comme des somnambules, à la recherche de valeurs qui puissent donner du sens à leur survie. Ils sont donc susceptibles de se replier vers d'anciennes aliénations, alors même que la matrice d'où elles sont sorties a disparu depuis longtemps. Le phénomène est général et outrepassé la question particulière du populisme.

Ainsi, il y a quelques décennies à peine, l'acte de décès définitif de la religion semblait signé. Mais la bête immonde, certes assoupie, était encore vivace : voir, entre autres aliénations religieuses, le rôle joué par l'islamisme dans les banlieues déshéritées d'aujourd'hui, à commencer par celles qui entourent le centre de Paris. Par suite, comme pour d'anciennes aliénations revigorées et recyclées, le populisme actuel n'est pas la simple répétition de l'ancien. Il apparaît comme la forme inédite de contestation, opposé aux nouvelles formes d'exploitation et de domination, souvent qualifiées à tort de libérales, voire de néolibérales. Il est beaucoup plus diffus et volatile que celui des années 1930 ou même que celui des années 1950, à

¹ «*Qui voudra réorganiser notre nation devra en recréer les éléments communaux et provinciaux. Qui veut réaliser le programme nationaliste doit commencer par ébaucher le fédéralisme*», *L'Action française*, Charles Maurras, 1927.

l'époque de Poujade¹. Plus populaire même au sens de la composition sociale. C'est ce qui le rend si difficile à cerner aujourd'hui.

3. **Pourtant**, la contestation des Gilets jaunes est populiste. En témoigne la présence, non seulement de l'extrême droite stricto sensu, mais aussi celle des nationaux-populistes de gauche, façon France insoumise, ainsi que leur communion solennelle autour de la question des taxes. En France, depuis longtemps, le refus, non pas des taxes en général, mais de telle ou telle taxe particulière, est le principal cheval de bataille du populisme. Sans remonter très loin, les Bonnets rouges bretons², qui forment aujourd'hui le gros des Gilets jaunes dans le Finistère, furent constitués sur des bases analogues : le refus de l'écotaxe. Les références imaginaires restent les mêmes : les révoltes contre les taxations imposées par le pouvoir central à l'époque de la constitution de la monarchie absolue, qui visaient d'ailleurs non seulement à renflouer le Trésor saigné par les guerres, mais aussi à stimuler la création d'arsenaux et de manufactures, y compris de leurs annexes dans les provinces agricoles, par exemple l'élevage des vers à soie en Ardèche. Ce qu'oubliaient de dire les apologistes du populisme rural, Jean Giono en tête, de même que les idéologues qu'il inspira par la suite³.

4. **La fonction** de telles références à des situations antédiluviennes, et les désignations qui les accompagnent pour nommer l'exécration, à savoir «l'oligarchie libérale⁴», c'est de faire

¹ Dorgères et Poujade avaient en commun de prendre appui presque exclusivement sur des couches moyennes traditionnelles, le premier dans les campagnes, le deuxième dans les villes. Leurs tentatives d'élargir leurs bases respectives en direction des couches inférieures n'aboutirent pas, car ils étaient très hostiles aux combats menés par les ouvriers salariés

² Les Bonnets rouges, eux, étaient surtout des salariés des abattoirs ou de prétendus paysans, véritables salariés à domicile, sous contrats léonins avec des firmes agro-alimentaires bien placées sur le marché mondial comme Doux.

³ *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, Jean Giono, 1938. Elle constitue de facto le prélude à son ralliement au Maréchal. Ici, les conceptions de Giono sont presque identiques à celles de Dorgères, derrière la façade littéraire.

⁴ *Impasse Adam Smith*, Jean-Claude Michéa, 2010. Ses ouvrages sont devenus les boîtes à outils conceptuelles de l'ensemble des idéologues

passer à l'arrière-plan, voire d'escamoter, pour l'essentiel, la quasi-totalité des phénomènes d'exploitation et de domination, propres au capital et à l'Etat. La cause essentielle des maux, qui semblent toucher de façon indistincte le prétendu peuple, ce serait donc les mesures fiscales prises par tel ou tel gestionnaire du pouvoir d'Etat. Aujourd'hui, la dernière taxe en date, c'est celle sur le gazole et la première personne à abattre, objet de toutes les rancunes, c'est Macron, le locataire de l'Elysée, assimilé à quelque monarque d'antan. Dans cette optique, il représenterait l'oligarchie, ressuscitée d'entre les macchabées, mais désormais mondialisée, alors qu'il n'est que le commanditaire du Capital et de l'Etat, en dépit de l'auréole qui entoure sa prosaïque fonction.

Par suite, le moins que je puisse dire, c'est que le domaine de la lutte menée par les citoyens ripolinés en jaune, est ramené, comme la peau de chagrin de Balzac, à quelque chose de rabougri et que leur principale exigence, destituer Macron, révèle au contraire le sens de leur apolitisme. La conclusion est claire : à moins que des ruptures radicales très improbables au sein de l'unité populiste contre lui apparaissent, leur champ d'intervention sera de plus en plus rabougri et sombrera dans la politicaillerie. Ce que nous voyons déjà apparaître, même si, ces dernières semaines, l'agitation populiste perdure et prend de l'extension. Car, enfin, ce qui domine de façon écrasante du côté des Gilets jaunes, pour quiconque ne joue pas les aveugles, ce n'est pas le désir d'en découdre avec le monde de la propriété capitaliste et de l'Etat. Ce qui a toujours impliqué des clivages et donc des ruptures, parfois sanglantes, au sein du prétendu peuple uni. Ils n'en prennent pas le chemin.

5. **Par suite**, il n'est guère étrange que, à force de partager les mêmes idées, les mêmes objets de haine et les mêmes cibles, des citoyens induits du même jaune pisseux, domiciliés pourtant à divers étages de la hiérarchie, fassent bloc sous prétexte qu'ils sont dans la même galère. Mais, dans la galère, il y a les galériens qui rament, le chef de la chiourme qui rythme la cadence, et le propriétaire qui en tire bénéfice. Des propriétaires, à commencer par des gestionnaires de PME, qui appartiennent parfois à des secteurs de pointe installés dans des zones périphériques, il n'en manque pas au sein des Gilets jaunes. Bon nombre viennent avec leurs propres esclaves salariés pour hurler contre Macron. Ceux-ci, atteints de cécité aggravée, n'hésitent pas à attribuer l'ensemble de leurs maux à l'accumulation

hostiles au «mondialisme néo-libéral», y compris ceux d'extrême droite, dans le genre de Jean-Yves Le Gallou.

de taxes qui pèsent sur les entrepreneurs qui les emploient et à prendre leur défense. Ici, c'est l'histoire lamentable des Bonnets rouges qui recommence presque à l'identique, de façon bien plus élargie¹.

En réalité, il n'y a aucune critique de l'économie du côté des Gilets jaunes. D'ailleurs, lorsqu'ils la perturbent quelque peu, ils s'en excusent. Pour eux, le blocage relève du pis-aller momentané. Sans plus. Inutile de chercher à charger de tels actes de plus de sens qu'ils n'en ont. De plus, lorsqu'ils annoncent qu'ils ne veulent pas être récupérés par des centrales syndicales, à commencer par la CGT, il faut être très naïf pour y voir quelque rupture potentielle avec le syndicalisme.

Ici, ce sont des entrepreneurs qui parlent et qui signalent qu'ils n'ont pas l'intention de faire la moindre concession salariale. Ni plus, ni moins. C'est l'une des raisons pour laquelle la Coordination rurale a vite rallié les Gilets jaunes. Derrière l'image d'Epinal du paysan traditionnel portant béret, dépouillé par Paris, acoquiné à la Commission européenne de Bruxelles, la Coordination est composée, pour l'essentiel, d'agriculteurs productivistes qui emploient des travailleurs salariés étrangers dans les pires conditions. Ils sont toujours prêts à tabasser quiconque porte au grand jour leurs infamies, d'où leur hostilité au « syndicalisme² ». Ils affichent leur apolitisme, à peu près de la même manière et avec les mêmes conséquences que les dorgéristes d'antan. Que de pareils xénophobes, aux sympathies fascistes connues, quand ils ne sont pas eux-mêmes membres de groupes fascistes, soient acceptés sans réticence dans les zones rurales et suburbaines, y compris à la périphérie de l'Île-de-France, par les Gilets jaunes, en dit long sur les tendances de ces derniers.

¹ *Le Paysan impossible*, Yannick Ogor, 2017. Dans le chapitre «Au comble de l'abrutissement», les auteurs montrent bien comment, en Bretagne, des exploités, travaillant dans des abattoirs ou dans des fermes, bientôt licenciés, luttèrent au coude à coude contre l'écotaxe avec leurs propres exploités, les firmes agro-alimentaires en cours de délocalisation hors de l'Europe. Dommage que les auteurs ne prennent pas de distance avec Giono, c'est l'une de leurs faiblesses, bien qu'ils rappellent le rôle réactionnaire de Dorgères.

² Signe des temps, la Coordination rurale, secte dans les années 1990, est désormais le deuxième syndicat d'agriculteurs. Elle devance la Confédération paysanne. Entre autres prouesses, elle menaça en 2014 l'un des conseillers prud'hommes d'Agen, en pleine nuit et à son domicile. Car des ouvriers agricoles étrangers avaient porté plainte contre elle pour violations du Code du travail.

6. **Les Gilets jaunes** représentent effectivement les aspirations de la «France d'en bas» contre la «France d'en haut». D'après eux, loin d'être «enracinée» dans les «territoires», le terme est l'avatar modernisé de «terroir», celle-ci est «sans racines», au service de la «mondialisation libérale libertaire», pour reprendre l'expression de Michéa, déclinée désormais par tous les idéologues populistes en France, néo-nazis compris¹. La lutte en cours opposerait donc les déracinés et les déshérités des zones périphériques de l'Hexagone au centre. Avec comme symbole Paris, domicile de l'oligarchie, gavée et corrompue, qui distribue des prébendes aux populations proches qui dépendent d'elle. Parmi les populations en question, il y a évidemment celles qui n'appartiennent pas à la communauté du peuple fantasmée : les étrangers.

Dans cette optique, la véritable communauté, la nation, n'est pas réductible à la représentation officielle domiciliée à l'Elysée. Cela, nous le savions déjà : l'antique jacobinisme, pilier de l'Etat-nation, a du plomb dans l'aile. Ce qui explique que, dans les manifestations, les drapeaux régionaux côtoient le drapeau tricolore, les chansons traditionalistes à la gloire des régions, la *Marseillaise*, etc. Le chauvinisme hexagonal est ainsi combiné aux multiples régionalismes remis au goût du jour. C'est ce qui explique aussi le succès relatif, mais certain, de propositions fumeuses de fédéralisme, au nom de la souveraineté du peuple, bien résumées dans L'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire².

Afin de «rendre le pouvoir au peuple», qui aurait été, pour les auteurs de l'appel, confisqué par «l'élite», il faudrait transformer les sièges locaux du pouvoir central, à commencer par les préfetures, en maisons du peuple. Evidemment, pas question de toucher aux mairies

¹ Par exemple, en tête de la manifestation du samedi 1^{er} décembre à Toulouse, encadrée par des drapeaux tricolores, la grande banderole affichait : «Non au mondialisme libéral libertaire». Ce qui ne gêna personne, mais laissa perplexes quelques libertaires du cru. C'est pourtant le slogan populiste à la mode, manufacturé par Michéa et que l'on retrouve sur les sites d'extrême droite, tel Polémia, dirigé par Le Gallou, apologiste de la lutte du «peuple» contre Macron, *«porté au pouvoir par la super-classe mondiale»*.

² L'un des plus gros chantiers navals du monde, dans lequel l'Etat français est majoritaire, est toujours installé à Saint-Nazaire. Issu de la restructuration des Chantiers de l'Atlantique, il emploie pas mal de salariés étrangers, intérimaires sous contrat et parfois sans contrat, mal payés et logés à l'avenant. L'appel ne parle même pas de leurs grèves réprimées par des nervis.

qui sont censées représenter déjà les populations locales, c'est bien connu ! Mais bien que l'Etat-nation à la française ne soit plus ce qu'il était, y compris dans la représentation de nos fédéralistes en herbe, il n'a pas disparu pour autant. Par suite, ce qui domine dans la pensée commune, la plus largement partagée du côté des Gilets jaunes, ce n'est pas la critique de l'Etat-nation et, donc, celle du nationalisme qui en est partie intégrante. D'où les conséquences: comme du nationalisme larvé à la xénophobie, à l'homophobie qui y est en général associée, il n'y a que quelques pas à franchir, les plus acharnés des Gilets jaunes ont pensé que l'heure de la chasse était ouverte, contre les basanés, les homosexuels... Le fait que des leaders du national-populisme, comme François Ruffin, le député mélenchonien de la Somme et modeste «porte-parole du peuple» à ses dires, aient pris leurs distances envers de telles ignominies ne change rien. Celles-ci constituent la partie visible de l'iceberg. Pas de simples accidents de parcours à oublier au plus vite.

7. **Dernière chose** qui achève de brouiller les pistes. Les formes d'action, initiées la première semaine, étaient relativement pacifiques. Puis, assez vite, en sont apparues d'autres, plus violentes, voire franchement émeutières le samedi 1^{er} décembre, comme c'est arrivé à Paris et dans certaines villes de province. Or, la mise à mal d'institutions représentatives du pouvoir d'Etat central et du capital financier honni, comme les préfectures, les perceptions, les banques, les enseignes de la grande distribution, etc., ne prouve rien¹. Celles-ci constituent même les cibles habituelles et quasi exclusives des oppositions populistes en France depuis belle lurette. Les Bonnets rouges massacraient ainsi les portiques de l'écotaxe aux bretelles d'autoroutes. Pour reprendre l'exemple du samedi 1^{er} décembre à Paris : je n'ai rien à dire et rien à faire avec des individus qui, à la fois, lancent des pavés sur des gendarmes, mais parce qu'ils sont «aux ordres de Macron», et qui prétendent que les impôts qu'ils payent servent à « engraisser les demandeurs d'asile » ; alors que la France ferait mieux de les renvoyer et d'utiliser les fonds dégagés

¹ Ainsi, les membres de la FNSEA, le premier syndicat d'agriculteurs, héritiers des agrariens, sont portés à l'action, même violente, lorsqu'ils négocient dans le cadre de la cogestion des affaires agricoles instaurée par De Gaulle en 1958, au sein du Marché commun. Ce sont les mêmes qui hurlent contre les grévistes et les émeutiers, en particulier lorsqu'ils sont issus de la «racaille» des banlieues, et qui cassent la gueule à des routiers étrangers, au nom de la défense de la place de l'agriculture hexagonale sur le marché mondial.

pour la police. Prise de position nullement anecdotique mais, au contraire, courante, trop courante dans les rangs des Gilets jaunes, et qui est même consignée dans leurs cahiers de doléances. C'est la vieille histoire mille fois signalée et confirmée qui perdure : la forme des actions ne préjuge pas, à elle seule, de leur contenu, bref de leur sens.

Ces quelques réflexions peuvent paraître sectaires et les objections habituelles ne manqueront pas, presque les mêmes que celles avancées lors de l'apparition des Fourches en Italie : la situation est inédite et complexe. Pour preuve, tous les Gilets jaunes ne sont pas sur la même longueur d'onde, ils ne sont pas tous fascistes, tous racistes, tous homophobes, tous briseurs de grève... Enfin, l'argumentaire de sociologie misérabiliste censé clouer le bec aux individus qui osent critiquer le peuple est de rigueur : dans leur masse, les Gilets jaunes sont pauvres. Certes, mais alors pourquoi ceux et celles qui éprouvent quelque malaise ne prennent-ils pas leurs distances envers les choses qui les gênent, les actes ignobles rapportés n'en étant que les manifestations exacerbées. Réapparaît alors l'éternel problème de la relation entre les individus et leurs communautés d'appartenance. Ici, la communauté en question est de nature populiste. Il est nécessaire de l'affirmer sans détours et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

En ce qui me concerne, je me sens plus proche des lycéens qui, au-delà de leurs limites, sont au moins capables de remettre en cause, non seulement Parcoursup mais aussi le Service militaire universel et, parfois encore, l'Etat à travers l'institution scolaire qui les oppresse et qui tente de les formater, avec plus ou moins de succès, pour les adapter aux besoins de la domination. Sans compter que, souvent, leur méfiance envers les Gilets jaunes est évidente, surtout dans les banlieues. Franchement, dans des périodes de crise, il faut être plus que jamais capable de choisir ses relations, et à choisir, je préfère plutôt aller vers des révoltés que vers des ressentimenteux capables, parfois, du pire. •

Paris, le 5 décembre 2018

André Dréan

Pour correspondre : nuee93@orange.fr

Gilets jaunes : derrière l'accusation de «mépris de classe», la condescendance de classe

Publié le 7 décembre 2018

La critique du mouvement des Gilets jaunes est systématiquement soupçonnée d'être instruite par mépris de classe. Cette accusation est le plus souvent dénuée de fondements, et elle est problématique sur le plan politique. Elle reflète surtout la condescendance de celles et ceux qui la formulent.

Les textes des camarades qui soutiennent le mouvement des Gilets jaunes se suivent et se ressemblent. Outre l'aveuglement volontaire dont ils témoignent souvent vis-à-vis du caractère réactionnaire du mouvement, ils incluent pour la plupart un paragraphe visant à disqualifier les contradicteurs et contradictrices potentiels. Le ressort de cette disqualification est toujours le même : puisque le mouvement est «populaire», celles et ceux qui le critiquent pratiqueraient le mépris de classe. Entre militants et militantes de gauche et anarchistes, c'est un peu l'injure suprême : accuser l'autre de dédain pour les plus faibles, c'est le discréditer immédiatement.

Lorsque nous avons publié un texte intitulé «Le choix dangereux du confusionnisme», l'anathème n'a pas tardé à nous revenir aux oreilles par les réseaux sociaux, discussions de comptoir et réunions militantes : nous nous serions rendus coupables de mépris de classe. Nous avons pourtant cru prendre des pincettes en évoquant rapidement la question dans ce texte. Il semble donc y avoir une confusion sur ce que serait le mépris de classe. Cette accusation, en plus d'être erronée, est pour le moins problématique sur le plan politique et révèle avant tout la condescendance de classe dont font preuve ceux qui la formulent. Explications.

Le mépris de classe, qu'est-ce que c'est ?

Le mépris de classe est un phénomène bien réel. Il s'agit du dénigrement de certaines activités, intérêts et codes non pour ce qu'ils sont mais parce qu'ils sont ou seraient ceux d'une classe inférieure dans la hiérarchie sociale (classe ouvrière, laborieuse, populaire). Le mépris de classe est un des éléments de ce que le sociologue Pierre Bourdieu qualifiait de *distinction*, c'est-à-dire de hiérarchisation sociale des pratiques et des goûts. Dénigrer une

pratique parce qu'elle ne serait pas socialement légitime, c'est-à-dire pas mise en œuvre par les dominants, c'est à la fois mépriser celles et ceux qui l'adoptent et se distinguer comme culturellement supérieur, montrer que l'on possède soi-même les codes des classes supérieures.

Le mépris de classe, c'est ne pas tenir compte de ce que dit une personne parce que son niveau de langue est faible. C'est déclarer que seul le cinéma en VO a de la valeur alors que nombre de personnes ne lisent pas assez bien pour pouvoir se passer de la VF ou n'en ont tout simplement pas envie. C'est encore trouver que c'est un truc de beauf que de se battre pour une promotion sur du Nutella. C'est qualifier de «super beaufs» les soirées où des pauvres picolent de la Kro en dansant sur du Patrick Sébastien, mais trouver «potaches» ou «second degré» les beuveries identiques des étudiantes et étudiants d'écoles d'ingénieurs ou de commerce, c'est dire que «les pauvres sentent mauvais», etc.

Le mépris de classe existe donc.

Mais toute critique d'une pratique ou d'un code culturel ne relève pas du mépris de classe. Que regarder la télévision soit une pratique culturelle omniprésente parmi les classes populaires ne fait pas de la critique des contenus télévisuels du mépris de classe. Que les employés et les ouvriers consomment massivement de la charcuterie industrielle de mauvaise qualité ne transforme pas toute critique de la surconsommation de viande, ou des conditions d'élevage des porcs en mépris de classe. Que les pauvres roulent avant tout au diesel, parce qu'ils y ont été incités par des décennies de politiques fiscales en faveur de ce carburant, ne signifie pas que la critique de la dépendance à l'automobile et des pollutions qu'elle induit relève du mépris de classe.

Bien sûr, il y a des critiques des Gilets jaunes qui relèvent du mépris de classe, celles de bourgeois et de dirigeants politiques qui considèrent que celles et ceux qui se mobilisent sont des «ploucs» incultes et que c'est ce qu'il faut leur reprocher. Ce n'est cependant pas du tout la nature des critiques politiques émises par des camarades. Critiquer une opinion ou une position politique pour ce qu'elle est, y compris si elle est fortement partagée par des ouvriers et des employés, ce n'est en aucun cas faire preuve de mépris de classe.

Essentialisme et condescendance de classe

Tenter de disqualifier toute critique du mouvement en brandissant le «mépris de classe» comme un anathème pose problème. D'abord parce qu'il nous semble que la condamnation et la disqualification a priori n'ont pas leur place dans un débat politique entre camarades et qu'elles révèlent avant tout la fragilité des positions de celles et ceux

qui ressentent le besoin de procéder de la sorte. Ensuite, et surtout, parce que le fait d'analyser toute critique d'un mouvement supposé populaire comme relevant du «mépris de classe» procède d'une essentialisation du «populaire».

Des textes ramenant toute critique des Gilets jaunes à du «mépris de classe», on en trouve sur tout le spectre des soutiens au mouvement. Pour ce qui est de la gauche radicale et des antiautoritaires, cette rhétorique est particulièrement présente dans les textes émanant de groupes autonomes. On la retrouve, liste non exhaustive, dans des articles publiés sur Paris-Luttes, Rouen dans la rue, Zadibao, Lundi Matin, Nantes Révoltée, Expansive, Dijoncter, etc. Il est d'ailleurs remarquable que des camarades qui ont plus ou moins retiré le concept de classe de leur logiciel militant le ressortent quand il peut permettre de disqualifier des critiques. Cette accusation de mépris de classe se retrouve aussi chez des acteurs plus institutionnels et des intellectuels de la gauche radicale. Nous prendrons ici l'exemple de Franck Lepage, pape de la conférence gesticulée et intellectuel marxiste, qui s'est fendu le 23 novembre d'un texte intitulé «Attention : derrière la haine de classe : le mépris de classe». Ce texte nous paraît représentatif car très semblable dans son propos à ceux que nous avons vu fleurir depuis trois semaines.

«Je voudrais dire à mes amis et inconnus politiquement conscientisés d'extrême gauche, à tous ceux (...) qui savent faire une critique pertinente des media et ont l'appli médiapart, qui ne regardent pas la télé, qui voient les films en VO et qui savent articuler l'intersectionnalité des trois dominations sexe-classe-race, bref qui sont redevables à l'école d'avoir pu cesser de croire en Dieu en découvrant Nietzsche en terminale philo, c'est-à-dire qui sont comme moi, que nous devrions nous méfier de ne pas ajouter du mépris de classe à la haine de classe. Et que si nous caricaturons les Gilets jaunes comme des beaux racistes, amoureux du foot et du Tour de France, et incapables d'analyser ou de revendiquer plus loin que leur bouchon de réservoir, nous reproduisons la même représentation du peuple que celle que Macron a dans la tête. (...) Se construire une conscience politique, c'est long. Moi ça m'a pris une vie, alors soyons respectueux de ce qui se joue sur les ronds-points. J'ai discuté avec un pépé jaune qui avait bossé chez Citroën Rennes 37 ans. Un mec gentil comme tout mais pas syndiqué et pas politisé. Je ne sais pas ce qu'il vote. Mais lui s'est fait toute la journée et ça caillait. Pas moi.»

Le gilet jaune devient dans ces conditions un euphémisme pour «prolétaire», terme qui a été invisibilisé dans les débats publics depuis de nombreuses années, mais qui reste dans nos imaginaires comme mode de classification. Évidemment, il est bienveillant,

Lepage, il aime le prolo, il l'exalte même. Seulement, il se place au-dessus de lui, parmi celles et ceux qui savent et à qui on peut donc demander des comptes. En exonérant les prolétaires présents sur les ronds-points ou dans les émeutes d'avoir à répondre de leurs actes parce que précisément ils (et elles) sont prolétaires, il les essentialise.

Autrement dit, le fait d'être raciste, homophobe et dépolitisé (voire «mal politisé» si on lit entre les lignes) ne relève dès lors plus des caractères individuels de certains, mais d'une composante intrinsèque, d'une sorte de «nature prolétarienne». Le prolétaire est alors perçu comme un ensemble indifférencié, réduit ici à une page jaune. Toute critique serait alors fondamentalement une attaque de la classe laborieuse en vertu de son appartenance de classe, d'où l'emploi de l'expression «mépris de classe».

Cette position correspond parfaitement à la définition de la condescendance, c'est-à-dire une bienveillance teintée d'un sentiment de supériorité et de dédain. Il nous semble donc adéquat de qualifier l'attitude de nombre de camarades de condescendance de classe.

Ajoutons que, pour qu'il y ait mépris de classe, il faudrait déjà que l'entité gilet jaune fasse classe. Or, ce mouvement est interclassiste en ce qu'il agglomère du lumpenprolétariat, des précaires, des professions intermédiaires, des petits commerçants, des patrons de TPE et PME. Il n'y a, à strictement parler, pas de «classe jaune» que l'on pourrait mépriser.

La condescendance de classe, c'est refuser au «peuple» l'accès à l'espace politique

Cette condescendance est problématique sur le plan politique, à plusieurs égards :

– Réduire toute critique à du mépris de classe, c'est refuser de voir que nombre de critiques émanent, précisément, de personnes d'extraction sociale modeste et s'appuient, précisément, sur leur vécu en milieu populaire.

– C'est aussi fournir un paravent bien pratique pour empêcher la critique des comportements racistes, sexistes ou homophobes qu'adoptent les personnes mobilisées, quelle que soit leur classe sociale.

– Renoncer à tout jugement critique sous prétexte qu'un mouvement serait populaire, c'est nier au «peuple» sa capacité à faire des choix éthiques et politiques. C'est donc, en leur refusant d'avoir à répondre de leurs actes sur ces plans, exclure les classes populaires des interlocuteurs légitimes et de l'espace démocratique. Les personnes issues des classes populaires sont déjà très faiblement présentes dans l'espace médiatique et politique. Refuser à celles qui

le font de les écouter sur le plan politique – et le cas échéant de les combattre sur ce plan – c’est contribuer à leur infériorisation.

– Cette condescendance révèle enfin la distance qu’entretiennent celles et ceux qui l’adoptent avec celles et ceux qu’ils appellent «le peuple». Il ne faut vraiment avoir aucun contact avec des ouvriers et des ouvrières et des employés et des employées pour pouvoir affirmer, toute honte bue, qu’ils et elles seraient tous indifféremment dépolitisés, racistes, homophobes ou sexistes. Outre que c’est insultant, c’est objectivement faux. Ce «peuple» que nous mépriserions est totalement fantasmé.

Une des conséquences de la condescendance de classe est de ne pas identifier les fachos pour ce qu’ils sont, mais de croire voir «le peuple» en eux. Camarades, si vous voyez un fasciste agiter un drapeau bleu-blanc-rouge en hurlant : «On est chez nous» sur une barricade, ce n’est pas «le peuple», c’est quelqu’un qu’il faut dégager.

Collectif Athéné Nyctalope, 7 décembre 2018

8 décembre 2018

GILETS JAUNES : **Premières tentatives à chaud** **de formation du peuple** **pour un État encore plus fort** **et contre le prolétariat**

Démarré sur un mode bon enfant autour de revendications fiscales cantonnées au refus de l'augmentation des prix du carburant et plus particulièrement du diesel, ayant fait sa première apparition nationale, le 17 novembre, l'agitation des Gilets jaunes a embrasé plusieurs territoires administratifs de la République française, en trois temps, les 24 novembre, 1^{er} décembre et 7 décembre.

– LES GILETS JAUNES, TERRAIN DE CHASSE DES SOUVERAINISTES

Les Gilets jaunes ont été vite épaulés par les principales oppositions souverainistes du pays, le Rassemblement national de Marine Le Pen et la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Le PCF, la CGT, SUD ont hésité pour ensuite rejoindre les Gilets jaunes en associant leur adhésion à certains distinguos secondaires. Quant aux groupuscules fascistes-nazis, eux, ils ont plongé dans les Gilets jaunes dès leur création. Enfin, les dits autonomes et «insurrectionalistes» ont saisi à leur tour l'opportunité d'expérimenter une nouvelle fois leur incapacité fondamentale sur le terrain de l'exercice de la force contre la police après que les fascistes-nazis leur ont ouvert la voie lors du premier rassemblement parisien du samedi 24 novembre.

– LES GILETS JAUNES, PRODUIT DE LA CRISE FISCALE

Les Gilets jaunes sont avant tout le produit de la crise fiscale des États consécutive à la plus grave crise financière mondiale du capitalisme depuis les années 1930, celle débutée, en 2007/2008, avec la crise dite des *subprimes*. Une crise qui a connu deux passages principaux, la crise du système bancaire des pays capitalistes

développés, suivie par la crise fiscale de leurs États qui s'est traduite par la réduction des dépenses de protection sociale, c'est-à-dire par l'accaparement par l'État d'une portion significative du salaire différé (Sécurité sociale, retraites, indemnisation du chômage, etc.) au moyen du fisc. Cet accaparement a servi à remettre un peu d'ordre dans les comptes des États et à refinancer le système du crédit, invalidé par la crise des produits financiers dérivés et mis en danger par la crise de la dette souveraine.

– LES GILETS JAUNES, CONSÉQUENCE DE L'ABSENCE DE LUTTES OUVRIÈRES

Les Gilets jaunes sont également le produit de l'absence, depuis de longues années, de luttes d'ampleur sur les salaires. Une absence qui est, elle-même, la conséquence directe de la défaite historique de l'autonomie ouvrière des années 1970 et de nombreuses tentatives de reprise massive de la lutte de classe, dans les années 1980 et 1990, dans les nouveaux pays capitalistes avancés. La fragilisation du marché du travail partout dans le monde avec la généralisation de la figure du travailleur pauvre et précaire, et la rupture des encadrements contractuels du travail salarié avec la réapparition de la figure du tâcheron, déguisé en auto-entrepreneur et/ou en travailleur indépendant. Des ouvriers isolés, notamment ceux des petites entreprises, et des travailleurs précaires participent aux Gilets jaunes.

Malheureusement, leur mobilisation ne se fait pas sur des positions de classe. Ces prolétaires ont ainsi exprimé leur impuissance à s'organiser et à se battre contre les patrons sur les lieux de travail. Cette impuissance, qui a bien sûr pour base objective la dislocation croissante des territoires productifs, s'est muée en hargne contre les forces de l'ordre et les symboles de l'État. Un paradoxe singulier pour une rébellion qui réclame la reconnaissance et la protection de l'État. ...

– LES GILETS JAUNES,

UN BLOC SOCIAL RÉACTIONNAIRE INTERCLASSISTE

La crise fiscale n'a pas frappé seulement les prolétaires. Elle a accéléré la prolétarianisation de secteurs résiduels de la petite bourgeoisie dans les pays capitalistes développés, tels les artisans, les commerçants, les entrepreneurs individuels et certaines professions libérales paupérisées.

Maints petits patrons ont aussi fait les frais de la crise fiscale et de la crise bancaire. Sans oublier les personnes qui ne sont plus sur le marché du travail, dont les retraités (qui ne sont pas tous des prolétaires, bien sûr) et les chômeurs dits de longue durée. Dans ce contexte général, l'augmentation des impôts, des taxes et des divers prélèvements a eu la capacité de fondre en un bloc hétéroclite des segments de classes différentes et historiquement antagoniques.

De tout temps, la fiscalité est un terreau de choix pour la constitution du peuple autour du drapeau national, de la demande de plus d'État et d'un rapport direct entre le Chef de l'État et le «peuple en fusion». Le cri qui se lève, y compris celui qui vient des fractions les plus affaiblies du prolétariat, est une demande pressante de protection face aux conséquences de la crise financière globale. Une demande de protection qui engendre un sentiment illusoire d'appartenance et de communion avec des secteurs de la société civile qui devraient être considérés comme des ennemis et traités comme tels.

– LES GILETS JAUNES POLITISENT LEUR ACTION POUR SE CONSTITUER EN PEUPLE

Entre-temps, la rébellion des Gilets jaunes s'est transformée d'une protestation contre le fisc et la perte de pouvoir d'achat en une sorte de programme politique global par le rajout de revendications telles le retour au septennat présidentiel, le renforcement du droit au référendum, l'expulsion des immigrés clandestins, la défense du «*produisons français*» et la baisse des émoluments des élus. Le programme qui émerge porte en lui toutes les caractéristiques des programmes souverainistes déjà expérimentés dans d'autres pays. En une phrase, on exige un rôle accru de l'État, et de son sommet en particulier, en lien direct avec le peuple révolté. Une parfaite synthèse en somme des objectifs du Rassemblement national et de la France insoumise. Peu importe si certains participants à la rébellion ne se retrouvent pas dans l'intégralité de ces points, car ces derniers n'ont pas été en mesure de rendre explicites leurs visions potentiellement différentes ou divergentes. Le rejet de «la politique» professé par les Gilets jaunes est assurément une critique en actes de la démocratie représentative. Mais cette critique est bâtie sur un socle réactionnaire et nationaliste. À l'époque de l'avancée du nationalisme, le phénomène des Gilets jaunes doit être lu comme la première tentative d'envergure en France, quoique confuse et désordonnée, de constituer «à chaud» le peuple. S'ils perdurent, des phénomènes de ce type peuvent constituer une prémisse indispensable (mais non suffisante) à la formalisation de mouvements fascistes de masse capables de renverser, avec plus ou moins de violence, la forme institutionnelle dominante de la dictature du Capital dans les pays avancés, la démocratie représentative moderne.

– LES GILETS JAUNES, UN SOUS-PRODUIT POLITIQUE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Les Gilets jaunes ont fait de «*Macron démission*» leur mot d'ordre unifiant. Ils s'inscrivent par là dans la dialectique propre à la V^e République, issue du coup d'État institutionnel du 13 mai 1958. La

relation directe entre le peuple et le Chef de l'État est en effet la clé de voûte de sa Constitution. Pendant la campagne électorale de 2017, le candidat Emmanuel Macron a agité, sans relâche, trois thèmes de fond qui ont rendu possible son élection : la restauration de la présidence de la République dans ses prérogatives initiales ; le rejet des politiciens professionnels tous bords confondus ; la baisse significative des impôts pour tous. Ces trois thèmes centraux de campagne d'Emmanuel Macron sont très présents dans le phénomène des Gilets jaunes.

Tel un pompier pyromane, le président de la République fait les frais des promesses électorales qu'il n'a pas tenues. Des promesses électorales qui ont été prises au mot par les révoltés déçus des Gilets jaunes d'aujourd'hui qui montrent ainsi être idéologiquement proches de l'exécutif actuel. Leur rébellion n'est l'expression d'aucune dynamique révolutionnaire. Pire, elle peut paver la voie à l'arrivée d'un souverainisme puissance dix, qui prendrait la suite d'Emmanuel Macron, sans conteste le meilleur représentant en présence de la fraction la plus avancée des classes dominantes. Si cette éventualité se produisait, se dessinerait, en France, un processus similaire à ce qui se passe déjà aujourd'hui en Italie.

En 2012, ce pays a été agité par le mouvement des *Forconi* (fourches en français)¹. Lancés en Sicile par les patrons des petites entreprises de transport par camions et les paysans, les *Forconi* ont également démarré par des barrages routiers. Objectif : s'insurger contre la classe dirigeante «*qui veut nous faire payer l'addition*», «*l'hypocrisie de nos politiciens*» et pour la baisse des prix du carburant et des assurances. Comme en France, ce phénomène a été soutenu activement par les fascistes et les souverainistes de l'époque et même par certains «autonomes» à l'image du centre social Askatasuna, de Turin, lui-même proche des NO TAV (le mouvement qui s'oppose à la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Turin et Lyon).

– LES GILETS JAUNES, DES SUPPLÉTIFS DE CHOIX DE L'ÉTAT

Les Gilets jaunes exigent que l'État défende leurs revenus et leurs biens. La mise en scène violente ne change rien à leur caractère de profonde soumission à l'État et au Capital. Celle-ci sert au contraire à semer l'illusion d'un mouvement offensif, massif et anticapitaliste.

¹ Pour comprendre similitudes et différences entre le mouvement des *Forconi*, du M5S et les Gilets jaunes, nous conseillons la lecture de l'excellent texte «*Les Gilets jaunes à la lumière de l'expérience italienne*» du collectif Athéné Nyctalope.

Et ce alors qu'entre les différents «actes» des quatre samedis d'affilée, il n'a fait que reculer en nombre de Gilets jaunes présents sur les barrages. La violence n'est guère un gage en soi d'offensive prolétarienne, et encore moins d'une critique pratique de l'État. L'exercice de la force autonome des ouvriers n'a rien à voir avec le spectacle de la dévastation de territoires abstraits de la production et de la reproduction sociales.

Les centres villes sont un décor formidable pour la télévision et l'Internet, mais ils sont totalement opaques et désincarnés quand il s'agit de frapper la chaîne de la valorisation du capital. Les pillages et les dégradations de ces centres villes opulents sont des actes étrangers et parfois même hostiles aux centaines de milliers de travailleurs, le plus souvent pauvres, qui y sont exploités. Les protagonistes de ces actions violentes agissent comme des guerriers contre les futures luttes offensives du prolétariat, contre son autonomie, contre sa lutte contre l'exploitation et l'oppression. Ils doivent être considérés comme des supplétifs des forces armées de la bourgeoisie et des soutiens objectifs de l'ordre et de l'État et du capital.

– LE PROLÉTARIAT CONTRE LE PEUPLE

En conclusion, l'attitude des communistes face à la rébellion fiscale et à la demande de protection adressée à l'État doit être des plus fermes. Les communistes, les militants de la cause ouvrière doivent œuvrer contre le peuple et pour l'autonomie prolétarienne, pour l'essor de luttes offensives menées sur les salaires et contre les conditions de travail que le Capital détermine. Des luttes qui doivent s'enraciner et devenir massives tout d'abord dans les territoires de la production et de la reproduction sociales, dans les usines, dans les bureaux, les entrepôts, les quartiers ouvriers. Ces temps-ci, cette perspective n'est pas d'actualité. Les Gilets jaunes ne constituent en rien un palliatif ou pire «*une nouvelle forme d'antagonisme anticapitaliste*». En l'état, ils sont au contraire un frein et un ennemi politique de plus.

Mouvement communiste, 8/12/2018

Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer

09/12/2018
par La Mouette Enragée

La seule certitude que nous avons pour le moment, c'est que les choses évoluent très rapidement. Si nous ne participons pas activement au mouvement des Gilets jaunes local, à plusieurs reprises nous nous sommes rendus sur différents ronds-points à la rencontre de ses protagonistes. Nous avons pu y observer les éléments qui tranchaient avec les mobilisations que nous avons vécu ces dernières années. Nous avons aussi pu pointer quelles limites caractérisaient une dynamique qui appelle à son élargissement et son dépassement comme en attestent des revendications qui désormais débordent largement la seule question des taxes.

Dans *«Une page se tourne»*¹, le tract que nous avons distribué le 9 octobre 2018, lors d'une manifestation syndicale locale, nous écrivions qu'il ne fallait pas *«sous-estimer la profonde exaspération qui transpire partout dans les boîtes et dans la société en général»*. Nous concluons qu'il n'y avait pas *«à désespérer mais à élaborer les nouveaux outils de la période. Des outils au service, non pas de tel ou tel intérêt corporatiste, mais de la classe à laquelle nous appartenons. Tout est à refaire et il n'y a pas de temps à perdre !»*.

Quelques semaines plus tard, il semblerait que cette nécessité ait commencé à trouver un début de réponse concrète sur le bitume. Certes, pour le moment dans des formes encore embryonnaires et hybrides, loin de l'immaculée conception de la classe et de sa pure conscience qu'entretiennent encore certains. Et c'est sans aucun doute parce que, depuis quelques années, le cours des luttes sociales revêt des formes transitoires et parfois contradictoires que la réalité

1. *Une page se tourne* :
<https://lamouetteenragee.noblogs.org/post/2018/10/08/une-page-se-tourne/>

dans toute sa complexité ne se laisse pas étreindre aussi aisément que nous le désirerions.

Un mouvement inter-classiste : oui ! mais ...

Dès le départ, les médias bourgeois ont présenté les Gilets jaunes comme un regroupement de petits patrons, de commerçants, d'indépendants mais aussi d'employés et d'ouvriers. Cette proximité entre une petite bourgeoisie en voie de déclassement¹ et des prolétaires attelés à la défense des intérêts des premiers n'était pas sans rappeler quelques épisodes historiques assez funestes. Cette configuration existe bel et bien à certains endroits en France, mais elle ne semble pas représentative de l'ensemble du mouvement et surtout de ce que nous avons pu observer sur les ronds-points de l'agglomération boulonnaise.

A vrai dire, des petits patrons, nous n'en n'avons pas croisé, ce qui ne signifie pas qu'ils ne sont pas présents. Au rond-point du boulevard Industriel de la Liane, une commerçante en retraite et son mari nous ont avoué manifester pour la première fois. Ils étaient venus réclamer l'augmentation de leur pension de retraite face à un hyper-marché où ils se sentaient davantage en sécurité, car à les écouter, «*Capécure est malfamé (...) on y trouve plutôt des jeunes*»².

A Capécure, en effet, nous avons plutôt croisé des jeunes hommes et des jeunes femmes, mais pas uniquement. L'un d'entre eux, mécanicien dans une entreprise à Outreau, participait lui aussi à une mobilisation collective pour la première fois de sa vie. Il était venu avec des proches et évoquait surtout les taxes sur le carburant et les difficultés pour sa soeur de reprendre un commerce. Il se félicitait de l'ampleur de la mobilisation, notamment sur ... les réseaux sociaux. «*Nous y sommes un million !*», affirmait-il, alors que lui et ses camarades comptaient pour une dizaine autour d'un feu de palettes

¹

Nombreux sont ceux qui ont comparé le mouvement des Gilets jaunes à celui de Pierre Poujade. Au-delà de ce qu'il y a d'irritant à systématiquement rechercher des éléments de comparaison dans des périodes antérieures et dissemblables, c'est avant tout la composition sociale de la dynamique actuelle qu'il importe d'interroger. Le mouvement de Poujade, celui de Dorgères avant lui et celui de Nicoud après lui reposaient tous trois sur des bases sociales relativement homogènes, en passe d'être progressivement liquidées mais encore bien réelles. Le Front Paysan de Dorgères, par exemple, comptait plus de 400 000 cotisants, pratiquement tous paysans et petits ou moyens propriétaires. Qu'y a-t-il de commun entre ces événements et ce qui se déroule actuellement sous nos yeux ? Bien peu de choses, si ce n'est rien en réalité.

²

Capécure est le quartier industriel du port de Boulogne-sur-mer.

face à la conserverie Delpierre. Entre l'évidence tangible et la fausse réalité virtuelle, il y avait une fois de plus un fossé... Lorsque nous lui avons demandé si des ouvriers des boîtes de Capécure les rejoignaient parfois après leurs postes, il ne sut pas nous répondre.

Pourtant, des ouvriers et des ouvrières il y en a dans ce mouvement. Des travailleurs de différents secteurs, des intérimaires, des chauffeurs, des salariés de l'agglomération, des territoriaux, des marins de société de ferry, et des jeunes sans boulot, sans oublier les retraités. Il y a une véritable base prolétarienne qui n'est pas, et chacun l'aura compris, un simple copié-collé de la clientèle traditionnelle des promenades syndicales en centre ville. Des travailleurs qui avaient troqué la chasuble syndicale contre le gilet jaune pour l'occasion, nous en avons reconnu quelques-uns, mais en réalité très peu.

Le plus étonnant est d'entendre certains Gilets jaunes qualifier de «grève» les actions de terrain qu'ils mènent après le travail ou pendant le week-end. Quel sens donnent-ils à ce terme ? C'est difficile à dire. Le samedi 24 novembre, sur la zone industrielle de la Liane, l'ambiance était familiale. Pour un certain nombre d'entre eux, les Gilets jaunes étaient venus en couple, accompagnés de leurs enfants. Les quelque deux cents personnes présentes formaient un agrégat de groupes plutôt affinitaires, mais qui ne communiquaient pas forcément entre eux. C'est certainement le trait le plus significatif de ces rassemblements. On n'y échange pas réellement, on y débat encore moins, mais en cela ce mouvement n'est pas en dessous des dernières mobilisations syndicales qui brillèrent avant tout par leur absence de contenu. Cette fois encore, l'action de ralentissement ou le blocage des flux de marchandises suffirent à exprimer avant tout une colère. Cela risque d'être une des limites importantes à dépasser dans la suite que parviendra à se donner ou non ce mouvement. Faire nombre, ici ou ailleurs, ne suffira pas.

Et dans les boîtes ?

Sur le fond, on pourrait qualifier le mouvement des Gilets jaunes de mouvement de consommateurs, et en cela il fut marqué dès le début d'une empreinte corporatiste indiscutable. Pour le moment encore ses acteurs réclament la satisfaction des besoins élémentaires du quotidien : pouvoir se nourrir, se loger, se déplacer, bref, reproduire la force de travail, et pour d'autres simplement ne pas crever. Cette caractéristique explique en partie sa sociologie composite. Elle le rend ouvert à tous les vents d'où qu'ils viennent, à fortiori depuis l'effacement historique du mouvement ouvrier organisé. Mais s'il est un mouvement de consommateurs et non un mouvement de producteurs, il n'en demeure pas moins porté par une grande partie de ces derniers.

Le débrayage de deux heures des salariés de la plateforme d'appel boulonnais Armatis pour rejoindre les Gilets jaunes est à notre connaissance la seule initiative de ce genre dans la région. Un camarade qui travaille dans cette boîte nous a expliqué que l'appel a été lancé, non pas par les syndicats dont certains ont suivi et d'autres non, mais par un simple salarié, et une fois de plus par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Sa proposition a rapidement reçu l'adhésion de la majorité de ses collègues de travail qui ont quitté la boîte pour ralentir la circulation sur le boulevard industriel.

Sur les lieux de travail où nous sommes présents, on observe un clivage assez net entre l'encadrement et le personnel de service. Les premiers demeurent prudents face aux événements, si ce n'est inquiets, seule une infime minorité acquiesce. Les seconds s'en réjouissent, certains ont participé une fois ou deux aux rassemblements, tous se demandent ce qu'attendent les syndicats.

Les blocages

Pour avoir participé à de nombreuses actions sur la zone de Capécure, nous savons depuis longtemps faire la différence entre ce qui relève du spectacle syndical coproduit avec les renseignements généraux et la sous-préfecture, des actions spontanées, seules en mesure de porter efficacement un coup à la circulation de la marchandise. C'est avec une certaine satisfaction que nous avons constaté que les actions entreprises ces dernières semaines n'étaient pas feintes. Mieux ! interviewé par un jeune blogueur local qui lui demandait de s'expliquer sur le manque à gagner des patrons, un jeune bloqueur tout aussi local, lui rétorqua que *«les patrons sont les amis de Macron, donc tout va bien !»* Ici aussi, l'anti-macronisme semble la valeur la mieux partagée mais lorsqu'il se double d'un discours de classe, c'est que manifestement, il y a plus ...

Xénophobie, sexisme ...

Le peu de temps passé auprès des Gilets jaunes ne nous permet pas d'affirmer qu'ils sont l'expression d'un ressentiment à l'égard des étrangers en général ou des femmes en particulier. La présence des femmes dans ce mouvement a été plusieurs fois soulignée. Nous confirmons qu'elles y sont en nombre plus important sur les ronds-points que lors d'actions syndicales traditionnelles. Qu'il puisse y avoir des tendances xénophobes et sexistes chez certains Gilets jaunes, cela ne fait aucun doute, mais guère plus ou moins que dans n'importe quelle couche de cette société. Lors d'actions contre «la Loi Travail», nous avons été les témoins de propos xénophobes tenus à l'égard de chauffeurs polonais, comme de conduites sexistes de la part de syndicalistes éméchés sur certains points de blocage. Nous ne nous faisons donc aucune illusion sur ce qu'il est malheureusement possible de voir et d'entendre en pareilles

circonstances. Les jaunes n'ont pas le monopole du dérapage, dans tous les cas inexcusable.

Drapeau tricolore et *Marseillaise*

Si, en règle générale, nous n'accordons que peu de crédit aux symboles lorsqu'il s'agit de cerner la réalité d'une situation, cela nous fait vraiment mal au bide de nous retrouver dans la rue aux côtés de personnes brandissant leur drapeau tricolore. D'abord, parce que, contrairement à un mythe toujours vivace, il n'est l'emblème d'aucune révolution. Mariage de la couleur de la monarchie et de celles de la ville de Paris, c'est sous ses plis que la bourgeoisie impose depuis deux siècles sa domination sans partage sur l'ensemble de la société. Il fut l'étendard sous lequel cette même bourgeoisie massacra et déporta en 1871 des milliers de communards. Ce sont toujours sous ces trois couleurs que l'Etat français mena ses expéditions et perpétua ses massacres coloniaux. C'est sous cette bannière enfin, que des centaines de milliers de prolétaires furent expédiés à la boucherie pour les intérêts de quelques industriels. Certaines légendes ont la vie dure, c'est bien regrettable.

Sur l'agglomération, fort heureusement, les ronds-points sont peu pavoisés. Il y a parfois un de ces bouts de chiffon planté là, mais ce n'est pas ce que l'on remarque immédiatement. Et là encore, les Gilets jaunes n'ont rien inventé. Lors de la mobilisation des retraités en 2010, un camarade syndicaliste et ses copains qui travaillaient à la Continentale arboraient fièrement des T-shirts qu'ils avaient fait confectionner exhibant la tête de Guevara sur fond de drapeau tricolore. A la vue de notre moue sceptique, le copain en question se crut obligé de nous apporter une explication qu'on ne lui demandait d'ailleurs pas¹. Plus près de nous, lors des premières manifestations contre la «Loi Travail», plusieurs jeunes dont c'était le premier engagement, brandissaient comme signe de ralliement ce même étendard national, qu'ils abandonnèrent progressivement.

Comme il l'a été rappelé à maintes reprises, nombre de Gilets jaunes sont vierges de toute implication dans les combats sociaux et ils vivent cette première fois avec le bagage qui est le leur, cela ne fait pas d'eux pour autant des réactionnaires forcenés. Quarante ans de dépolitisation quasi ininterrompue et l'effacement du mouvement ouvrier organisé ont laissé derrière eux un champ de ruines politique, social et culturel dont on ne mesure l'étendue du désastre que lorsque

¹ Le copain y voyait en fait l'association de deux symboles pour lui révolutionnaires : l'icône sud-américaine et le 1789 français.

la vie collective tente de reprendre ses droits. On ne cesse de le répéter, tout est à reconstruire.

Le rapport à la police

Lors de notre premier passage auprès des Gilets jaunes, le samedi 17 novembre vers midi, nous avons été surpris d'observer la présence de la police parmi les manifestants. Ils étaient là chez eux, tête nue au soleil, à discuter tranquillement avec les personnes mobilisées. Une semaine plus tard sur le rond-point de la ZI de la Liane, on remarqua moins de familiarité et un peu plus de distance de part et d'autre. Un incident nous démontra que les choses n'étaient pas figées et que l'attitude des manifestants s'adapte au gré des circonstances. Les choses peuvent basculer dans un sens comme dans l'autre, mais les personnes mobilisées souhaitent garder le contrôle de leur action. Ainsi, une voiture de police banalisée bloquée par les Gilets jaunes réclama l'intervention d'un cordon de flics du commissariat visiblement peu à l'aise pour mener ce genre d'intervention. L'altercation se termina sur le parking de l'hypermarché où les flics retirèrent leurs casques sous une salve d'applaudissements et les encouragements des manifestants à les rejoindre.

Il est clair que si la sous-préfecture décide de siffler la fin de la partie, c'est-à-dire comme à chaque fois que les patrons du port le réclament, ce ne sont pas les policiers locaux qui interviendront et certainement pas cette façon. En la matière, il faut surtout se garder de toute naïveté qu'un certain citoyennisme de gauche comme de droite entretient depuis des lustres sur le caractère prétendument républicain de la police de l'Etat français. Si l'Etat décide de faire le ménage, il le fera comme il l'a toujours fait, dans le sang et sans retenue. Les derniers événements parisiens et autres ont en apporté la confirmation.

Le contenu et la suite

Comme nous l'avons dit, les choses évoluent rapidement. Les revendications des Gilets jaunes prennent peu à peu un caractère ouvertement politique dont il est bien difficile de démêler les tenants et les aboutissants. Une seule chose est certaine, une brèche a été ouverte dans le consensus social. Est-il possible de s'y engouffrer afin d'appuyer la dimension de classe qui existe indubitablement en son sein ? La suite des événements nous le dira.

Boulogne-sur-mer le 09/12/2018

L'atmosphère se réchauffe : Gilets jaunes et climat le 8 décembre 2018 à Boulogne-sur-mer

On a pu ressentir, ce samedi 8 décembre devant le théâtre, l'impression forte d'une volonté d'union entre deux sphères que la Macronie opportuniste concevait antagonistes : les Gilets jaunes et les écolos. Les seconds avaient en effet organisé un rassemblement rue Monsigny sur leurs positions environnementalistes quant à la transition écologique tricotée par le gouvernement. Les premiers sont venus au rendez-vous. Les uns et les autres se sont, retrouvés, dans tous les sens du terme, contre la conjugaison des méfaits du capitalisme sur les hommes et la Terre.

Si l'on pouvait croiser des camarades ou connaissances habituées à battre le pavé, bien d'autres, portant le fluo précisément, étaient là pour poursuivre plus largement le combat qu'ils et elles mènent depuis plus de trois semaines. Issus du privé ou du secteur public, étudiants, retraités ou chômeurs... c'était bien les intérêts communs d'une classe en souffrance que chacun et chacune venait défendre. Dérèglements climatiques et sociaux : mêmes causes, mêmes conséquences.

Ainsi, après qu'un militant environnementaliste a décliné les attaques de l'État et des industriels sur le monde, la parole a été donnée à un Gilet Jaune, lequel a dénoncé le travail d'enfants en Afrique dans les mines de lithium à ciel ouvert, remettant ainsi en cause le «tout électrique».

Car c'est bien sur la question sociale que les discussions dans le cortège roulaient. Si l'un attendait la réponse d'un syndicalisme – révolutionnaire pour le coup – à la domination, tel autre arguait de l'incompatibilité entre écologie et capitalisme. Le discours n'était plus strictement anti-Macron, désormais considéré comme champion remplaçable des banques et des patrons à la tête de l'État. Comprendre que s'en débarrasser ne suffirait pas ; la bourgeoisie trouverait illico un autre président providentiel ...

Pour autant, le problème de l'enjeu politique reste, il faut le dire, en l'état insoluble. Si la contestation des parlementaires s'exprime, c'est davantage du fait de la sociologie des élus que des rouages et roueries d'un régime. Certes on a pu entendre des «eurosceptiques» voire des «europhobes» chercher les responsables de la casse à l'échelon supranational. Certains et certaines parallèlement attendent l'implication, vertueuse naturellement, de candidats à l'occasion des prochaines élections européennes. Lesquelles ne profiteront

d'ailleurs pas aux partis et l'écologie politique, comme on dit, ne se refera sans doute pas une santé.

Reste que si des Gilets jaunes aspiraient à un costard de «représentant du peuple»... Comment dire, euh... tout ça pour ça ?

C'est pourquoi, il est important que la parole libérée et spontanée, que les rassemblements autorisés ou pas, que les actions qui frappent l'économie capitaliste restent l'expression non pas d'un agrégat d'individus qui font nombre, mais d'une entité qui veut s'émanciper. Le fonctionnement collectif existe, les revendications essaient ; il faudra bien construire un objet politique qui déborde aussi le simple *credo* citoyeniste.

Sur cette révolte en général et sur celle des Gilets jaunes en particulier

NOUS L'AVONS DÉJÀ MENTIONNÉ DANS NOTRE SUPPLÉMENT¹ précédent, la Révolution de 1789 est une référence du mouvement². Mai-68 apparaît aussi en filigrane à travers des références au caractère d'événement que constituerait le mouvement des Gilets jaunes comme on a pu parler de «l'événement 68». En effet, il marque les esprits par sa soudaineté et son imprévisibilité, par le fait. Il transparaît comme une mémoire des scènes de l'époque et de la violence qui y est attachée. De là à penser que «la casse» puisse être productive, il n'y a qu'un pas : «*Il n'y a que la casse qui permet de nous faire entendre*», dit un lycéen du lycée professionnel Lurçat à

¹ « Sur le mouvement des Gilets jaunes » [p. 50 à 69 dans ce numéro].

² C'est d'ailleurs la seule référence explicite à une révolution avec celle sur la Commune ou des doctrines communalistes (cf. L'Appel de Commercy <https://manif-est.info/L-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-853.html>) qui apparaissent parfois sur quelques écriteaux dans les manifestations. Aucun drapeau rouge. Très peu d'*Internationale*, même chez ceux qui l'entonnent systématiquement d'habitude.

Lyon (mercredi 5 décembre 2018, *Le Progrès*), mais c'est une réflexion largement entendue ailleurs, et partagée par un nombre de plus en plus important de Gilets jaunes qui s'aperçoivent que c'est cela qui a déjà fait bouger un peu les lignes.

Après déjà plusieurs semaines de mouvement, est fréquemment exprimée l'idée générale que ce n'est pas le dialogue qui est productif, mais le blocage. Le 1^{er} décembre a d'ailleurs un certain nombre de points communs avec la journée du 24 mai 1968. En effet, alors que les manifestations de 1968 semblaient se contenter d'une territorialisation étudiante de la lutte en tournant tout autour du Quartier latin et en ne s'en éloignant que pour y revenir, la manifestation du 24 avait rompu avec cette logique pour irradier toute la ville et se répandre dans les quartiers bourgeois, celui de la Bourse, etc.

C'est bien ce qui s'est passé les 1^{er} et 8 décembre ; pour les manifestants c'était une évidence. Les barricades, même symboliques comme celles de l'avenue Foch, vont de soi comme les caillassages de banques qui ont accompagné certaines actions à Paris ou en région. Les manifestants, au moins dans les grands centres urbains, n'ont pas de territoire à conserver, de base arrière où se replier car ils sont littéralement étrangers aux centres-villes et surtout aux quartiers du pouvoir et aux quartiers du luxe exhibé (Étoile, boulevard Haussmann). Et ce sont ces quartiers qui sont justement pris comme cibles ou objectifs loin des sempiternels défilés syndicaux Bastille-Nation, répétitifs et tristes à pleurer.

La représentation démystifiée

Et dire que Macron voulait commémorer Mai-68 ! En tout cas et contre tous ceux à l'extrême gauche qui pensaient que tout ce fatras commémoratif, c'était se rouler dans des histoires d'anciens combattants, il n'est pas impensable que cela ait réveillé certaines consciences ou simplement donné quelques idées. C'est d'ailleurs ce que nous pensons et deux ex-soixante-huitards transformés en acolytes de Macron, Romain Goupil et Cohn-Bendit sont montés en première ligne pour bien signaler la différence, séparer le bon grain de la révolte de l'ivraie de la dérive autoritaire.

Le premier, dans une émission de Pujadas, «La Grande explication», le 27 novembre, accuse un représentant des Gilets

jaunes de ne pas être élu (de qui Goupil est-il l'élu ?), de ne représenter personne (que représente Goupil ?), avant de dire qu'une manifestation qui ne fait pas l'objet d'une déclaration préalable et d'une désignation de trajet par la préfecture, est en soi un acte illégitime qui nécessite la répression de l'État (les manifestations du 24 mai 1968 en France ont-elles respecté cela ? Non).

Quant à Cohn-Bendit, il fait fort dans la mystification : *«En 68, on se battait contre un général au pouvoir. Les gilets jaunes aujourd'hui demandent un général au pouvoir»* (France Inter, le 4 décembre) et encore : *«Le type de société qui peut émerger de ces tendances, ça me fait peur. On n'est pas dans une période révolutionnaire, arrêtez. Mais on est dans une période de tentation autoritaire, [...] une tentation autoritaire totalitaire»*. Plus tard, au cours de l'entretien, il assène : *«Je n'accepterai jamais un mouvement qui me dit "Tu passes, si tu mets ton gilet".»*

Il ne s'agit pas de dire que cette pratique est la bonne, mais l'ex-«Dany le Rouge» dénie-t-il le droit aux Gilets jaunes de faire ce que tous les ouvriers depuis cent cinquante ans ont fait aux «jaunes» qui voulaient briser leur grève ou qui, de fait, la brisaient ? Les arguments employés par Goupil et Cohn-Bendit, ces soixante-huitards ultra-minoritaires devenus conseillers du Prince¹ reprennent en fait les critiques qu'Adorno et Horkheimer, les philosophes critiques de l'École de Francfort, adressaient au mouvement étudiant allemand en 1967-1968 en se posant en garants des institutions démocratiques faute de mieux, face au manque de réflexivité (encore bien plus fort il est vrai, aujourd'hui) du mouvement. Le mouvement contre la démocratie libérale serait fondamentalement autoritaire, voire fasciste. Comme si la démocratie libérale n'était pas elle-même autoritaire.

Le gouvernement s'est cru un temps au-dessus de tout soupçon, car il était censé représenter la «société civile» comme alternative à la politique politicienne d'un personnel spécialisé déconsidéré,

¹- Cohn-Bendit encore, en parlant de Macron : *«Il n'a pas le choix, il faut qu'il reconnaisse que le problème vient aussi de lui [...] Il a trahi sa promesse, celle d'une démocratie bienveillante et participative»* (Libération du 5 décembre 2018).

corrompu et cumulard, mais le mouvement actuel a achevé de détruire cette image de l'existence d'une société civile, déjà supprimée réellement depuis le milieu du siècle dernier. Si la «société civile» est donnée comme «démocratique» ou «sociale» c'est par anachronisme, par détournement de l'histoire.

Dans la philosophie politique classique et notamment chez Hegel (grand admirateur de la Révolution française), la société civile c'était la classe des propriétaires, la classe bourgeoise qui était porteuse de progrès et de puissance pour l'État-nation car elle a vaincu la noblesse et le clergé. La société civile, ce n'était pas bien sûr la classe du travail, les salariés, etc. Nous ne sommes plus dans la société bourgeoise depuis longtemps, mais cette idéologie est encore diffusée par la caste politico-médiatique.

La société capitalisée d'aujourd'hui est justement la société dans laquelle il n'existe plus de société civile, ni d'ailleurs de «société politique» et où le rapport des «masses» à l'État devient direct. En effet, il s'exprime de plus en plus en dehors des fameux «corps intermédiaires» dont le rôle s'efface progressivement, à l'instar de celui des syndicats. En période calme, c'est un rapport individuel à l'État qui, forcément, s'exprime plus par la récrimination que par la revendication, parce que la première traduit mieux une frustration. C'est justement ce qui change quand un mouvement de lutte prend forme. Il est d'ailleurs piquant de constater que nombre de sociologues et politologues, et bien évidemment les médias, craignent que le mouvement ne bascule vers un populisme du type de celui du Mouvement Cinq Étoiles en Italie, alors que ce dernier mouvement a été en grande partie la conséquence de l'action menée par les médias contre les partis politiques italiens, particulièrement corrompus. Médias qui ont alors reporté leurs espoirs sur le gouvernement d'experts de Renzi, comme en France ils le font avec Macron. Les sergents-fourriers du fameux populisme sont ceux qui maintenant crient au loup !

De la revendication particulière à une révolte plus générale

À l'origine, le mouvement a fait apparaître des revendications qui semblaient fiscalistes, anti-étatiques telles qu'elles s'expriment parfois aux États-Unis, mais nous n'avons pas en Europe, et particulièrement en France, les mêmes références historiques à l'aide

desquelles même l'anti-fiscalisme peut revêtir l'aspect d'une révolte populaire contre les puissants comme avant la Révolution française de 1789.

Mais sa dynamique l'a porté assez loin de son origine et de façon assez nette, le mouvement s'affirme aujourd'hui autour de revendications simples qui réintroduisent la «question sociale», même si c'est en dehors de sa référence prolétarienne : retour de l'ISF, augmentation conséquente du SMIC (de 1180 à 1300 euros nets), échelle mobile des pensions et allocations, réallocation des subventions aux grandes entreprises pour l'investissement vers les services publics de proximité dans la France rurale, etc. Conditions de vie et pouvoir d'achat sont au cœur des exigences de la révolte d'individus qu'on pourrait définir comme sans qualités, alors que les syndicats sont incapables de se positionner sur un terrain qui pourtant est censé être le leur. Même ceux qui regardent avec plus de bienveillance le mouvement (certaines sections syndicales de SUD et de la CGT) sont désorientés parce que, justement, leur nature première, syndicaliste, qu'elle soit «dure» ou réformiste, est de qualifier les individus, uniquement à partir de leur identité de travailleurs ou retraités-travailleurs, avec leur statut, leur niveau hiérarchique, sans jamais rien mettre en cause de cet ordre-là et à fortiori le travail lui-même.

C'est sur ce point que le mouvement des Gilets jaunes met le doigt, là où cela fait mal. D'une part, il pose la question de la représentativité à un niveau général, c'est-à-dire à celui de tous les niveaux de pouvoir et pas simplement celui du gouvernement et de l'État, même si son hétérogénéité ne lui fait pas critiquer la petite propriété des moyens de production et encore moins l'idéologie du travail ; d'autre part, il énonce en creux, parce que c'est contradictoire, que le travail ne détermine plus tout et que la question du revenu et du pouvoir d'achat est de plus en plus déconnectée de celle du salaire. Il s'ensuit que la lutte pour le salaire n'est plus une priorité, ou du moins n'est plus la voie privilégiée de la lutte. Un autre point qui met hors jeu l'action syndicale.

Le revenu étant de plus en plus global, aussi bien du côté des cotisations et dépenses contraintes que des prestations, la lutte pour le pouvoir d'achat doit elle aussi être élargie (cf. par exemple, le

poids exorbitant de la TVA par rapport à l'impôt en France qui accentue le caractère inégalitaire des taxes).

Paradoxalement, le mouvement ne met pas en tête de ses griefs la Commission européenne, pourtant il ne fait pas de doute que quelque chose se joue à ce niveau. Si on replace tout cela par rapport à notre analyse d'une restructuration en trois niveaux du capitalisme¹, on peut dire que dans le niveau I, celui de l'hyper-capitalisme du sommet, l'action de la Commission européenne visait à maintenir une concurrence entre firmes multinationales (FMN) garantie, pour elle (théorie libérale de la concurrence parfaite) d'une baisse constante des prix et, en conséquence, source d'amélioration du pouvoir d'achat sans intervention d'augmentations de salaire, qui viendraient grever la politique de l'offre des entreprises mise en place depuis les années 1980-1990².

Mais cette politique ne pouvait tenir que si les dépenses contraintes qui se situent au niveau II de la domination, celui du territoire national, n'augmentaient pas, or c'est pourtant ce qui s'est passé avec l'explosion des prix de l'immobilier et les taxes nouvelles, rognant les marges de réserve des salariés.

En répondant, avec beaucoup de retard, à ce qui fut la première expression de la révolte des Gilets jaunes, c'est-à-dire le volet fiscal, l'État démontre son incapacité à anticiper la dynamique interne du mouvement et à lui reconnaître sa dimension de mouvement social. En effet, si on observe la genèse des mouvements historiques de révolte, le fait est que la plupart sont partis d'une ou deux demandes précises, que le pouvoir juge donc anecdotiques ou peu importantes. De ce fait, il tarde à y répondre et quand il prend des mesures pour

¹ Cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article206>

² Si on veut schématiser, Trente glorieuses : augmentation générale des salaires et baisse des prix ; années 1980-1990 : stagnation des salaires moyens et baisse des prix ; depuis les années 2000, les indices de prix ont été complètement faussés, d'abord par le passage à l'euro qui a créé de gros écarts entre pays européens et par l'augmentation des dépenses contraintes qui ne sont que très peu comptabilisées dans l'indice des prix. D'où des décalages importants entre statistiques, situations concrètes et ressentis. Un aspect nullement pris en compte par l'État et les «partenaires sociaux».

apaiser la révolte, il s'aperçoit que ce n'était que l'étincelle qui a mis le feu aux poudres.

Les termes utilisés sont d'ailleurs éclairants puisque Macron «*entend la souffrance des Français*» (il a «ses lettres», donc il a lu Christophe Dejours). C'est certes un premier pas car aujourd'hui, dans la délégitimation qui a été produite de toute «la question sociale», au sens noble du terme du XIX^e siècle, être victime reste la seule base ou position individuelle qui donne droit à l'attention. Mais, en contrepartie, cela implique de la part des supposées victimes, une position de requérants respectueux de l'État et de ses dispositifs. Or, c'est bien ce que l'État et tous ses suppôts de différentes sortes et obédiences reprochent à ce mouvement, celui de dépasser le stade du «On n'est pas content» et qu'il risque, si on n'y prend garde, de passer au «On a la haine», même si ce n'est plus la haine de classe de la «rude race païenne» dont parlait Mario Tronti¹. Une haine qui jusque-là semblait circonscrite, par le pouvoir, aux nouvelles classes dangereuses des banlieues. Le mouvement ne joue donc pas sur cette idée de victimisation, d'autant plus que les médias et la plupart des politologues le renvoient à une situation de basse classe moyenne, bien moins à plaindre que la population des banlieues ou des migrants. Certes, les Gilets jaunes décrivent parfois individuellement leur misère sociale, mais l'action collective leur donne les ressources pour dépasser les plaintes et poser des exigences qui ne sont pas non plus réductibles aux 42 revendications du cahier central de doléances qui a été présenté publiquement et dont beaucoup de Gilets jaunes ne connaissent pas le contenu. Ils ne se concentrent, à la base, dans les lieux de rassemblement, que sur quelques-unes jugées non négociables.

Le retour des «lascars» de banlieue

Cette dimension de mouvement social n'a pourtant pas échappé au mouvement lycéen. Celui-ci est aujourd'hui tiré par les lycéens de banlieue inversant ainsi la tendance qui existait depuis les années 2000 d'une jeunesse coupée en deux, années qui avaient vu sévir la «dépouille» au sein de certains cortèges et la révolte des banlieues de 2005 être quasiment ignorée par la lutte étudiante de

¹ Mario Tronti, *Nous opéraïstes*, L'éclat, 2013.

2006... et réciproquement. Pendant toutes ces années, ce sont souvent les établissements des centres villes avec des lycéens relativement conscientisés qui se sont principalement mobilisés, mais sont restés isolés sur leurs objectifs propres ou des positionnements idéologiques généraux auxquels les autres lycéens restaient insensibles. Ce ne semble plus être le cas aujourd'hui où l'on retrouve dans le mouvement lycéen qui se manifeste depuis fin novembre, des aspects de la lutte contre le projet de loi sélectif de Devaquet en 1986, dans lequel les «lascars» des lycées professionnels avaient joué un grand rôle et du mouvement lycéen-étudiant contre le CIP en 1994 où là aussi de nombreux établissements de banlieue avaient joué un rôle et où les manifestations et affrontements avec la police avaient été massifs et récurrents, à Lyon, Nantes et Paris particulièrement. Et ces élèves des établissements de banlieue ou de la «périphérie», sont aujourd'hui ceux qui se sentent les plus proches de la misère sociale que ressentent aussi les Gilets jaunes et aussi du plus grand mépris dans lequel ils sont tenus¹.

Au grand dam de la plupart des enseignants, leurs élèves, certes encore minoritaires, réagissent comme les Gilets jaunes, c'est-à-dire en désobéissant, en ne disant rien de leurs intentions jusqu'au dernier moment, en ne cherchant pas à s'organiser ou à se coordonner, même si l'idée d'un rassemblement central, souvent en fin de matinée, commence à se dessiner avec éventuellement des assemblées générales de lutte que souhaitent d'ailleurs les syndicats enseignants car, dans ce cas, ils les encadrent du fait de leur présence. Certains lycéens s'étaient bien glissés dans les «cortèges de tête» depuis les manifestations contre la loi Travail, mais là il s'agit d'autre chose. Plus personne ne veut de tête. Jusqu'à quel point cela peut-il constituer une limite ? C'était déjà une caractéristique du mouvement

¹ L'image des 200 élèves d'un lycée de Mantes-la-Jolie mis à genoux (sans jeu de mots) et les mains entravées dans le dos ou sur la tête, dans leur établissement, représentent un «message fort» comme le disent les gens au pouvoir quand ils parlent des signaux qu'ils envoient à la population. Gageons que, pour les jeunes et moins jeunes celui-ci sera entendu et compris. Il y a des maladroites sur le terrain qui trahissent des pratiques plus générales de domination.

des places et de Nuit debout, mais là cela ne correspond pas à une volonté idéologique, initiée en sous-main par les tenants de l'action horizontale, les *Fakir* et Lordon de service, repris par des étudiants et autres travailleurs intellectuels. Il s'agit d'une exigence générale... qui n'est pas sans risque car la nature a horreur du vide si on ne lui donne pas un contenu conséquent.

Un corps collectif en formation

Que ce soit les Gilets jaunes ou les lycéens, il y a l'expression nouvelle d'un corps collectif en construction dans la lutte ; un collectif formé par les subjectivités qu'il dégage malgré ses fragmentations objectives. Il n'est pas un néo-prolétariat et on ne peut non plus l'appeler «peuple» car ces deux référents historiques ne lui correspondent pas. C'est ce corps collectif qui peut se passer d'une convergence abstraite des luttes, quand on voit par exemple de nombreux cheminots venir en simples gilets orange, sans indication de syndicat, même si parfois on entrevoit quelques gilets CGT, sur ces points de rassemblement (ce ne sont pas des piquets de grève, ô désarroi des «de gauche» !) qui servent de camps de base aux Gilets jaunes. Et ils n'y viennent pas pour la défense d'un statut qui leur a valu de rester isolés il y a encore quelques mois, mais pour tout autre chose, la solidarité, un sentiment partagé d'exploitation et de domination au-delà des particularités professionnelles ou générationnelles¹.

Dans ses différentes formes d'action, ses initiatives, sa spontanéité, il crée une brèche au sein de la société capitalisée, une brèche qu'il doit entretenir et creuser sans que cela soit obéré par la stratégie d'opposition frontale que lui impose l'État et les violences qui lui sont inhérentes, violences certes nécessaires pour montrer le niveau de détermination et définir un rapport de forces, mais qui ne peuvent constituer une fin en soi.

Dans l'affrontement avec la police envers laquelle aussi bien Gilets jaunes que lycéens sont divisés quant à l'attitude à avoir, c'est en fait un corps-à-corps qui se joue entre manifestants et l'État. Deux corps qui deviennent antagoniques jusqu'à se faire peur. Ainsi, avant

¹ Avec l'entrée en lutte des lycéens et la forte présence des retraités sur les points de blocage, le mouvement concerne toutes les classes d'âge.

les manifestations du 8 décembre, les pouvoirs d'État ont diffusé partout la menace du vaste déploiement de forces policières prévues contre les manifestants, et les médias ne se sont pas fait faute d'annoncer des morts certaines avec des prévisions complètement fantaisistes sur ces probabilités et en agitant la présence de blindés de l'armée qui se sont révélés être des blindés d'opérette.

Cette orchestration de la peur n'a pas empêché une détermination toujours au moins égale à celle de la semaine précédente. Et le langage du pouvoir politique et de l'État, comme celui des médias, à savoir le langage qui oppose gentils manifestants en gilets jaunes et «casseurs» cagoulés ou habillés de noir, tombe particulièrement à plat. D'abord parce que n'importe qui peut mettre un gilet jaune et que tout Gilet jaune sait à sa seconde manifestation ou d'après les images de la télévision qu'il vaut mieux se protéger, se cagouler, se couvrir le visage avec un foulard ou un masque, etc., bref ressembler à un méchant. Ensuite, le recensement des personnes arrêtées et parfois déjà condamnées est sans appel : la plupart des personnes interpellées n'avaient jamais été auparavant arrêtées (c'est encore le cas pour Paris ce 8 décembre) et les jeunes interpellés devant les lycées sont tous lycéens même s'ils ne sont pas forcément interpellés devant leur établissement d'inscription.

Que faire ?

Quelques constatations

— Remarquons tout d'abord que cette demande de démocratie directe est sûrement plus formelle qu'athénienne et que les Gilets jaunes n'arrivent même pas à s'y tenir puisqu'ils invalident en fait leurs propres représentants dès qu'ils les ont nommés, ou plus précisément dès qu'ils se sont auto-désignés «représentants». C'est que le mouvement n'est pas sur le terrain de la représentation, ou du moins que ce n'est pas son objectif prioritaire puisqu'il ne veut pas négocier. Donc, ce qui s'impose immédiatement c'est plus des décisions sur le quoi faire et pourquoi le faire sur les barrages ou les blocages en semaine et le week-end et cela ne passe pas par un vote, mais par une estimation du rapport de force, de sa propre détermination, etc.

— Le second point s'enchaîne puisque beaucoup de militants issus de l'ultra-gauche ou du gauchisme se posent la question de

savoir quelle parole communiste développer sur le terrain. C'est le même formalisme que celui de la démocratie directe qui a été le problème constant (et sans solution sur ces bases) des différentes variantes de conseillisme ; problème bien concentré dans les échanges Chaulieu-Pannekoek des années 1950.

Il n'y a rien de particulier à apporter ou à introduire de l'extérieur, les Gilets jaunes et autres protagonistes lycéens et demain d'autres catégories, sont nombreux à participer pour la première fois à une expérience de lutte collective. Dans la mesure où cette dimension collective se renforce par la durée et l'extension du mouvement (rien n'est joué, mais c'est la condition) elle aura tendance à balayer les scories individualistes, corporatistes, identitaires, récriminatoires qui participent de refoulés ressentis dans l'individualisation des conditions de vie qui poussent à chercher des boucs émissaires. Mais cela ne veut pas dire qu'on doive garder sa langue dans sa poche.

Prenons, un exemple. Figurent souvent sur les barrages ou sur des banderoles l'allusion au «peuple français». Il semble évident que, dans ce cas, il faut essayer d'en comprendre le sens. L'appel au peuple français n'est pas forcément un référent identitaire.

On peut très bien le comprendre comme une remise en cause d'un processus de représentation imposé par les élites politiques et cautionné par les médias, qui leur fait dire que toute contestation d'un pouvoir issu des urnes se produisant dans la rue serait antirépublicaine (Joffrin dans les éditoriaux du journal *Libération* et Fottorino dans le journal *le Monde*). C'est une interprétation particulièrement restrictive de la République et en tout cas pas celle que prônaient les révolutionnaires de l'an III dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen¹.

Mais en appeler au peuple français c'est aussi ne pas supporter le fait qu'au 2^e tour Macron fût en fait élu par une minorité des électeurs (43,6 % du corps électoral ; abstentions, nuls et blancs

¹ «*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs*» (article 35). Ce droit n'existait pas dans la première déclaration de 1789 et il sera supprimé en 1795 marquant le triomphe de la bourgeoisie.

représentant 34 % ; Le Pen 22,4 %). La formulation «peuple français» peut se référer à cette réalité électorale tronquée.

Mais surtout et au-delà de cela, en quoi le «nous sommes le peuple français» supposerait-il implicitement l'exclusion des immigrés de différentes générations, alors que la France est une terre historique de migration politique et économique ? Et pourquoi *La Marseillaise*, qui nous a fait si souvent grincer des dents, tant elle a servi les différentes formes de domination de la bourgeoisie, ne redeviendrait-elle pas un chant révolutionnaire, puisqu'à l'origine elle a été chantée aussi bien par les petits bourgeois jacobins que par les «bras nus» de 1793, que des versions ont été réécrites et détournées par les anarchistes historiques, comme plus récemment par Gainsbourg (en réponse aux anciens parachutistes ou légionnaires qui voulaient se l'approprier) ? Certes, le mouvement n'en est pas encore là, mais «le sang impur» des nobles¹ de l'époque n'est-il pas remplacé par celui des riches, dans la sombre colère qui se développe aujourd'hui ?

— Le troisième point porte sur la violence et ça concerne aussi les lycéens qui la subissent surtout depuis plus d'une semaine. Ce n'est pas une question qui doit être traitée abstraitement. D'abord il faut partir de la réalité qui est que la violence est celle du capital et qu'elle s'exerce tous les jours (exploitation, chômage, accidents du travail, misère, etc.), que c'est toujours le pouvoir qui impose son niveau de violence, le mouvement n'imposant que sa détermination.

Par exemple, le fait que le mouvement ne respecte pas la déclaration officielle de manifester et n'annonce pas, ou ne respecte pas, de trajet prévu à l'avance, n'est pas en soi une violence contrairement à ce que dit Goupil. Face à cette détermination, l'État ne peut que céder ou répondre par la violence. Ce qu'il fait, puisque la répression est féroce avec l'usage de certaines armes qui ne sont utilisées que dans ce pays, en Europe du moins. Qu'il y ait ensuite des «dérapages» ne doit pas dicter la conduite du mouvement sous prétexte que cela le décrédibiliserait, mais il ne doit pas non plus se

¹ Contrairement à toutes les interprétations anti-historiques postmodernes et décoloniales, ce «sang impur» n'a jamais été celui des «non-blancs».

fixer sur ces grandes manifestations de grandes villes, l'impasse de la «montée» systématique à Paris se faisant jour, au fur et à mesure des échecs à prendre une nouvelle Bastille, ou un palais d'Hiver. Maintenir et multiplier la pression dans tout le pays pour que la police, requise partout, ne soit en fait presque nulle part est une stratégie déjà plus efficace. On a pu le constater lors de la journée du 8 décembre, mais cela ne règle pas tout. Tout ne se joue pas dans le blocage des flux et des nœuds de connexion. Dans le procès de capitalisation, production et circulation ont tendance à être «totalisées», alors il faut aussi que cela soit effectif dans les luttes. Les cheminots battus il y a quelques mois dans leur grève, mais présents sur les ronds-points ont peut-être quelques idées à nous soumettre...

Temps critiques, le 10 décembre 2018



Annexes

Confusionnisme.info : D'où vient François Ruffin ?

Confusionnisme.info : Frédéric Lordon ou la virtuosité bavarde d'un social-chauvin



D'où vient François Ruffin ?

Et si l'ego de Ruffin ne tenait plus que comme un noyau d'avocat planté sur trois allumettes?

On le reconnaît volontiers : le mouvement «Nuit Debout» nous laisse plus que sceptiques. Non que nous désapprouvions l'idée que les gens se rencontrent pour échanger sur des questions politiques ou même autour de questionnements plus larges, mais les bases idéologiques sous-tendant cette série d'événements, ainsi que l'identité des initiateurs et les objectifs qu'ils poursuivent posent question.

En l'état, ce «mouvement» nous semble relever d'une opération de récupération à son profit de la mobilisation contre la loi Travail par des éléments de la petite bourgeoisie intellectuelle se faisant farouchement concurrence entre eux dans une forme de baroud d'honneur opportuniste du citoyennisme et de l'altermondialisme, largement accompagné dans son entreprise par l'ensemble des dominants. L'Alterjt.tv, le site du confusionniste Xavier Renou, assure la promotion de François Ruffin, ici en compagnie de la députée Isabelle Attard et du militant professionnel porte-parole d'EELV, Julien Bayou.

La Genèse : une opération d'auto-promotion initiée par François Ruffin et Frédéric Lordon

Opération promotionnelle pour le film *Merci patron*, la Nuit Debout, qui est présentée comme un mouvement spontané, a en fait été organisée par une poignée de militants réformistes après un meeting de *Fakir* le 23 février à la Bourse du Travail de Paris. Le journal *Le Monde* raconte : *«Après les débats, une quinzaine de personnes se retrouvent au bar d'à côté. Chacun arrive avec son savoir, son expérience ou simplement son envie de faire. Des jeunes et des moins jeunes, qui ont souvent un engagement et acceptent ou non d'apparaître publiquement. Il y a là Johanna, salariée chez Fakir, Loïc, un intermittent membre de la compagnie Jolie Môme, Leïla Chaïbi, militante à Jeudi noir et membre du Parti de Gauche (PG), Karine Monségu, syndicaliste chez Air France, également au PG, Camille, du collectif citoyen Les Engraineurs, ou encore Arthur,*

étudiant à Sciences Po», auxquels il faudrait rajouter Jean-Baptiste Eyraud du DAL, qui ce soir-là participait lui aussi à meeting au même endroit et a rejoint à cette occasion le projet fakirien, proposant de mettre le savoir-faire du DAL à son service. De fait, c'est le DAL qui a déposé les premières autorisations en préfecture, vite rejoint par Solidaires et ATTAC. [...]

Fakir ou le journal de bord d'un réac

Le journal de François Ruffin mérite un dossier en lui-même, tant il est à lui seul le symbole de cette Réaction de gauche dont nous tentons ici de cerner les contours. Productiviste, nationaliste et étatiste, ce journal regorge également de contenus sexistes, entre autres, ou de dessins douteux en référence au nazisme, qui est lui aussi un sujet de plaisanterie.

Vive les matons, vive les douaniers (et vive les missiles) !

Parmi les interviewés, un qui avoue livrer des migrants aux flics, un autre qui se dit anarchiste... Entre promotion des matons et des douaniers, *Fakir* est aussi un journal policier, qui publie des dessins appelant par exemple à réprimer les usagers des drogues :

Dans un article de 2003, alors que *Fakir* n'était encore qu'un petit canard local amiénois, Ruffin soutenait qu'au fond matons et prisonniers partageaient des intérêts de classe communs. Introduisant le portrait d'un gardien de prison, il décrivait son métier comme étant une *«profession [qui] n'évoquait que modérément, pour moi, l'humanisme. C'est une fraternité qu'on ressent, pourtant, chez Luc Rody, maton à la maison d'arrêt d'Amiens et délégué CGT (syndicat majoritaire). Dans son regard amer sur la détention. Dans sa volonté de défendre les détenus autant que ses collègues. Dans sa manière de les appeler "les gars", comme s'il n'existait pas de barreaux entre eux et lui, et encore moins de barrière sociale. Dans son désir, en bref, de témoigner en conscience et sans concession, de l'intérieur, sur la misère carcérale.»*

Obsédé par le «produisons français», *Fakir* évoquait en 2007 cette merveilleuse création de l'industrie nationale qu'a été le missile exocet, dans un article se désolant de la casse de l'Aérospatiale :

«C'est donc à force de patience, de volonté politique, d'investissements publics que s'est construit Airbus, mais aussi la fusée Ariane, ou le missile Exocet – tous issus d'Aérospatiale. En un

quart ou un demi-siècle, cet outil est devenu plus que rentable : juteux. Et en un sens, voilà le problème...»

Pour sa ligne éditoriale et politique, ne citons que cet extrait d'une interview récente de François Ruffin à la revue anarcho-nationaliste *Ballast*, qui donne le ton : *«Il faut une fierté de soi, une fierté de la communauté pour qu'on ait envie de faire quelque chose ensemble. [...] Le drapeau français et La Marseillaise sont liés à notre Histoire ; ce sont deux symboles liés à des moments pour lesquels on doit éprouver une certaine fierté. Je n'ai pas envie, et je l'ai toujours dit, qu'ils passent sous la mainmise du Front national.»*

Fakir, journal sexiste et anti-féministe

Et s'agissant de l'égalité hommes-femmes, Ruffin a fait cette réponse hallucinante : *«J'en parle peu car il me semble que cette égalité va de soi. Fakir est un journal assez féministe, mais pas sur le plan théorique. Beaucoup de femmes y sont mises en valeur. Ceux qui écrivent sont surtout des hommes, c'est vrai.»* Aux hommes l'intellect, aux femmes les apparences... Circulez, y a rien à voir !

De fait, pour Ruffin, on dirait que les femmes sont avant tout des ventres destinés à produire de la chair à patron (à défaut de chair à canon). Elles aussi sont sujet de moqueries : on ne compte plus le nombre de dessins sexistes publiés dans ce journal. Tout comme il est nationaliste et productiviste (mais aussi décroissant, allez comprendre), *Fakir* est un journal logiquement nataliste. Si François Ruffin y parle des conditions d'accouchement en France, c'est pour mieux se mettre en scène : il a ainsi consacré dans *Fakir* une bande dessinée entière à la naissance de son enfant. Également, *Fakir* a déjà abordé la question des congés maternité. Pourtant, rien ou pas grand chose sur la contraception, l'IVG, le non désir d'enfant... Rien non plus sur la PMA, sujet pourtant éminemment d'actualité. Bien peu ou pas du tout enfin de contenus sur les inégalités hommes/femmes au travail, ce qui est étonnant au vu de la ligne que prétend défendre *Fakir*.

Une seule fois il a été question de contraception dans le journal, en mars 2014, dans le cadre d'un article anxigène, peu informatif voire désinformatif. Il s'agissait du témoignage d'une femme ayant vécu des souffrances physiques sous pilule, intitulé «Le feu dans la culotte». Bien sûr, il n'est pas question ici de remettre en doute ce

témoignage, qui contient au demeurant des éléments intéressants sur le sentiment de maltraitance médicale que vivent encore trop souvent bien des femmes dans le cadre de consultations en gynécologie. Cet article aurait donc pu être une véritable occasion d'informer les lectrices sur leurs droits et sur les différents moyens de contraception à leur disposition, leurs avantages et leurs inconvénients.

Mais sans ce type d'éclairage, il ne pouvait que laisser désarmées celles qui sont insatisfaites de leur pilule, puisque la femme qui témoigne indique qu'elle se retrouve aujourd'hui sans contraception, et que c'est finalement la seule solution alternative à la pilule vraiment présentée. Une solution qui présente un défaut majeur tout de même : le risque d'une grossesse non désirée, bien peu souligné dans l'article. Or, on peut penser que cette femme est tombée sur des médecins peu soucieux de l'informer, de l'aider dans ses choix contraceptifs et de respecter ses droits. Par exemple, elle raconte que l'un d'eux a refusé de lui poser un stérilet car elle est sans enfant. Or, cette raison, encore souvent invoquée par nombre de gynécologues, est non pertinente tant d'un point de vue médical que légal. Pourquoi *Fakir* n'en a soufflé mot ? Une petite recherche, par exemple sur l'excellent site de Martin Winckler, aurait pourtant permis d'éclairer sa lanterne., oui, c'est une femme !)

Douteuse aussi est la réponse faite par un médecin interviewé, interrogé sur le fait qu'à aucun moment cette femme ne se soit vue proposer d'arrêter la pilule : *«Ils ne sont pas toujours bien informés. Beaucoup ont la hantise d'une grossesse non désirée. Et puis, la pilule est un trésor pour les laboratoires, ils font pression de façon forte sur les médecins pour dire qu'il n'y a pas de contre-indication ni de problème. Critiquer la pilule apparaît comme nostalgique du passé, il y a une pression culturelle très efficace. D'autant que la France est le pays qui utilise le plus la contraception hormonale !»*

Pour autant, peut-on relativiser ainsi la crainte d'un risque de grossesse en cas d'arrêt de contraception ? Et la hantise en question est-elle d'abord celle du médecin ou de la femme concernée ? Pourquoi ce médecin, au lieu de dire craindre d'être un passéiste s'il critique la pilule, n'indique-t-il pas qu'il existe désormais tout un panel d'autres moyens contraceptifs efficaces qu'il peut proposer aux femmes, dont plusieurs méthodes sans hormones : les spermicides

(associés à un diaphragme), le stérilet en cuivre et deux méthodes définitives, la ligature des trompes et le dispositif Essure, auxquels il faudrait ajouter la vasectomie pour ces messieurs ? Et si les médecins s'estiment mal informés, n'est-il pas de leur devoir de se tenir au courant des dernières avancées médicales afin de pouvoir proposer les meilleurs soins possibles à leurs patientes et patients ? Il existe d'ailleurs des revues indépendantes de tout laboratoire, dont *Prescrire* est la plus connue, et que quiconque s'intéressant de manière un peu approfondie aux sujets médicaux ou au poids des labos, surtout s'il (ou elle) est journaliste, devrait connaître, au moins de réputation.

On le voit : en matière d'information des femmes, de défense de leurs droits et de militantisme féministe, *Fakir* a encore beaucoup à faire. Est-ce parce que, pour son grand chef, qui cite volontiers Christophe Guilluy comme une référence, tout comme pour toute une partie de la gauche dite «critique», ces questions «sociétales» que sont les droits des femmes ou ceux des homosexuels, ou encore une certaine forme de lutte contre le racisme, sont vus comme des prétextes utilisés par la gauche de gouvernement pour ne pas faire de social, comme si social et «sociétal» devaient forcément s'opposer ?

D'ailleurs, les participantes et participants au meeting organisé par *Fakir*, Frédéric Lordon et leurs amis le mercredi 20 avril à la Bourse du Travail à Paris ont pu expérimenter le virilisme et le machisme de Ruffin. Plusieurs témoignages nous sont parvenus s'agissant de la difficulté qu'ont eu les femmes à y prendre la parole, François Ruffin ayant même été vu arrachant le micro à l'une d'elles qui voulait y lire une déclaration. Un camarade nous a transmis ce témoignage : «*Notons qu'à cette AG Ruffin s'est posé en grand chef et que la plupart des intervenants étaient des mecs, les femmes ont dû se battre pour avoir un peu la parole, avec peu de succès.*»

François Ruffin contre les antifa

Surtout, Ruffin s'est illustré ces deux dernières années par deux textes révélant la nature profonde de son projet politique. «L'air du soupçon», texte toujours abondamment repris par la fachosphère, et ce plusieurs années après sa sortie, visait à désarmer la critique antifasciste et à faire passer les militants antifascistes pour des imbéciles.

Usant de méthodes dégueulasses consistant à révéler des échanges mails privés, Ruffin y dénonçait «*une littérature qui pollue le Net, qui assimile, en vrac, Frédéric Lordon, Alain Gresh, Étienne Chouard, Jean Bricmont, Hervé Kempf, maintenant Pierre Carles, et j'en passe, à du "rouge-brun"*» et une «*police de la pensée*». Chouard (encore lui !) y est décrit «*comme un homme sincère, un profond démocrate*». Même après avoir interrogé Chouard sur son rapport à Alain Soral, au FN et sur sa propension à «*débattre avec tout le monde*», la conclusion de Ruffin demeurait sans appel : «*Mon intuition se confirmait : Étienne Chouard est un homme de bonne foi.*»

Ce qui est sûr, c'est que les principaux intéressés cités dans cet article, ravis de recevoir une caution providentielle de «gauche» qui leur permette de perpétuer leur entreprise confusionniste, ne s'y sont pas trompés.

Le travail bénévole militant et antifasciste, tant décrié par François Ruffin, a pourtant permis de démasquer Etienne Chouard et Jean Bricmont depuis longtemps.

Même en considérant que François Ruffin ne connaissait pas son sujet et qu'il ne soit spécialiste de rien, ce qui est son droit le plus strict, le marquage politique des deux suscités était déjà bien connu, abondamment analysé, et s'offrait à quiconque voulait un minimum se donner la peine de le chercher. Que ce soit en ce qui concerne Etienne Chouard ou Jean Bricmont, pour ne citer que ces quelques exemples, la documentation antérieure à la sortie de «l'air du soupçon» était disponible en nombre. Pour ce qui est de la documentation papier, elle non plus ne manquait pas, on peut citer *La galaxie Dieudonné : pour en finir avec les impostures*, de Michel Briganti, André Déchot & Jean-Paul Gautier, Editions Syllepse, 2011.

Dans «L'air du soupçon», Ruffin niait avoir jamais fait l'apologie de Jacques Cheminade et Nicolas Dupont-Aignan. Pourtant, voici ce qu'il a déclaré à leur sujet dans le film de Pierre Carles *DSK, Hollande et Cie* sous prétexte de défendre les-petits-candidats-maltraités-par-les-médias : «*Quand on dit "Cheminade est un candidat inutile", certes, il ne sera pas président de la République, est-ce qu'il n'a pas des idées sur la finance, par exemple, qui peuvent être utiles ? De la même manière pour Nathalie Artaud de*

Lutte Ouvrière. C'est, au contraire, les candidatures les plus utiles sur le terrain démocratique, parce qu'elles portent des idées, qui peuvent être des idées loufoques, mais qui peuvent être aussi des idées de rupture intéressantes. On voit bien le mépris pour Nicolas Dupont-Aignan parce qu'il envisage de rompre avec l'euro, qui est quand même une question qui peut se poser légitimement quand on a 80% des ouvriers qui y sont favorables. Donc ça n'est pas une question qui peut se traiter avec mépris, dédain, arrogance.»

Pas d'apologie, Ruffin, tu es sûr ? Notons aussi que pendant des années, *Fakir* a ouvert ses colonnes à la revue rouge-brune *Bastille-République-Nations* qui y tenait une rubrique anti-UE. Là encore, il n'avait rien trouvé à redire au fait qu'un des collaborateurs de cette revue, Bruno Drweski, ait pu accorder une interview à *Rébellion*, un journal d'extrême droite, et se disait juste «troublé» par son compagnonnage négationniste : «*J'ai lu l'interview : sans être, encore une fois, en accord avec tout, je ne vois absolument pas dans ses propos de quoi discréditer un homme. Ça me paraît même de plutôt bonne tenue. Tout comme son Que sais-je, sur la Biélorussie (que j'ai lu). Pour me convaincre encore, tu me dis que Bruno Drewski publie avec le négationniste Claude Karnoouh sur le site La Pensée libre. J'ai circulé sur ce site et, à première vue, très rapidement, je n'ai rien aperçu de cette nature. Bien que, en toute sincérité, ce compagnonnage me trouble.»*

Pourtant, Karnoouh est connu comme le loup blanc depuis qu'en 1981 il a soutenu Robert Faurisson. Découvrant ce passé, même le Réseau Voltaire, dans lequel officiait alors également Bruno Drewski, s'est séparé de lui en 2005, quelques jours après qu'il fut entré dans son conseil d'administration. Mais cela n'a pas suffi non plus pour que Bruno Drweski le lâche... «Troublant», n'est-ce pas ?

Dans «L'Air du soupçon», Ruffin expliquait également que les articles antifascistes concernant l'UPR parus deux ans avant, qui énonçaient les liens passés et présents de François Asselineau avec la droite et certaines franges de l'extrême droite, manquaient de preuves pour dire que ce mouvement était d'ultra-droite. Et celles parues entre-temps ? Et en faisant lui-même quelques recherches ? Il semble que Ruffin soit omniscient au point qu'il puisse se permettre

de s'épargner de vérifier par lui-même ce type d'information. Ou bien il est de mauvaise foi...

Fakir, **Emmanuel Todd et le FN**

Parallèlement à cela, *Fakir*, bien conscient d'avoir des discours et un programme assez voisins de ceux du parti d'extrême droite, ne se prive pas de cibler le FN pour tenter de s'en distinguer dans une sorte de course à l'échalote glauque et dangereuse produisant un caisson de résonance pour les idées nationalistes.

Dans cette obsession qui est celle de parler à l'électeur du FN, Ruffin et son journal n'hésitent pas à louer «l'efficacité» de Marine Le Pen, il y a quelques jours sur le plateau de la confusionniste Judith Bernard.

Il faut dire que, sur le FN, le spécialiste que *Fakir* aime interviewer, c'est Emmanuel Todd. *Fakir* est ce merveilleux journal dans lequel l'intellectuel souverainiste multicartes peut défendre doctement le fait que le FN soit le parti des classes populaires ou, pire, que la politique économique d'Adolf Hitler était tout à fait acceptable, sans être contredit. Voici [deux] extraits parlants de son interview de juillet 2014 à *Fakir* :

«*Fakir*: Vous dites: “Le FN ne parviendra pas au pouvoir, parce que les classes qu'il représente sont trop opprimées”, en gros, elle ne pourraient pas incarner une alternance...

Emmanuel Todd: *Ne pas voter Front national est devenu un symbole social: “Je n'appartiens pas aux basses classes.” Ce réflexe sert de digue, il existe comme un plafond de verre, un seuil qu'ils ne dépasseront pas. Je suis épaté par l'enthousiasme de Parti socialiste à se ruer dans la lutte contre le Front national, qu'il suscite lui-même avec ses choix économiques, dans une espèce de post-mitterandisme. On les sent tellement content qu'il y ait une “menace”.*»

«*D'abord, le Front national n'est pas mon adversaire prioritaire, je ne décris pas Marine Le Pen au seuil de l'Élysée. Et si mépris il y a, il est avant tout moral. Car l'intelligence n'est pas le problème. Je ne méprise pas Hitler intellectuellement. Je suis tout à fait capable de dire : “Adolphe Hitler avait compris en termes de politique économique ce que tous les économistes classiques libéraux s'appliquaient à nier.” Je peux te citer des passages à hurler de rire*

de Hitler sur les remarques que lui faisait Schacht, son ministre de l'Économie, à propos de "l'inflation menaçante", Hitler lui répondant : "Ah ah, je vais envoyer mes SA dans les épiceries et vous verrez si les prix augmentent." De fait, Hitler a résorbé la question du chômage en quelques mois, et après le peuple allemand a considéré que c'était un génie. Voilà. Tandis que pour les démocraties occidentales, il a fallu, à la place, que Keynes écrive La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, pour suggérer que le capitalisme et un certain type de régulation par l'État étaient compatibles», etc.» (...)

François Ruffin, un patron comme un autre

Quelques mois après son article «anti-antifa», Daniel Mermet, patron de François Ruffin à France Inter, était mis en cause pour ses méthodes managériales autoritaires par d'anciens salariés et par des syndicats. Quelle fut la réaction de Ruffin l'ouvriériste ? Gonflant le torse et s'inspirant d'une stratégie échappant à beaucoup, il jugea urgent de... se ranger aux côtés du patronat radiophonique, au prétexte que le salaire versé par «Là-bas si j'y suis» lui avait permis de rénover son appartement ! Alors que *Fakir* est censé avoir un statut associatif, il a revendiqué, dans ce texte de soutien qui a fait date, les mêmes méthodes de gestion du personnel que son mentor, résumant la chose par un paradoxe : «Fakir n'est pas une démocratie. Nous sommes là, et c'est différent, pour apporter de la démocratie, vers l'extérieur, que notre journal demeure une voix dissonante, la plus forte possible.»

François Ruffin ne fait là que défendre ses intérêts de classe. Lui-même issu d'une famille d'agriculteurs et d'instituteurs à l'empreinte chrétienne marquée, il se rêve, une fois devenu un petit intellectuel, en sauveur du monde ouvrier et se situe en quête perpétuelle de légitimité quand il évoque des luttes sociales. Au fond, sa grande angoisse ne serait-elle pas que la révolution débute sans lui et que sa tête ne se retrouve au bout d'une pique, comme celle de certains nobles d'antan ? Bayou en pleine promotion du journal *Fakir*. Europe Ecologie, qui, selon un sondage patronal récent, est le parti le plus détesté de France.

C'est pourquoi, quoi qu'il fasse comme surenchère en la matière (il a écrit un livre sur la «guerre des classes»), son propos ne cesse en

réalité de désarmer la lutte des classes. En effet, comme tous les petits bourgeois réformistes et arrivistes, Ruffin considère le mouvement ouvrier comme une sorte d'armée de bourrins qu'il faudrait convoquer et enrôler pour sa propre cause en prônant l'alliance interclassiste des prolos et des «bobos». De fait, on se demande souvent avec *Fakir* si c'est le journal qui est au service des luttes ou les luttes qui sont au service du journal.

On retrouve cette vision phagocytée de la «lutte des classes», une conception omettant volontairement que l'objet véritable de la lutte des classes est... leur disparition!

Pour François Ruffin comme pour Judith Bernard, qui greffe à son charabia interclassiste l'idée fumeuse du très chouardien et quasi-sacré «tirage au sort», comme pour la plupart des énergumènes classés à «gauche» apparaissant dans ce dossier, les conditions d'existence des dites classes sont totalement indépassables et s'il y a une réunion ponctuelle, cette union ne doit se faire que selon le plan génial d'une idéologie de petits cadres nationalistes, précisément celle portée par François Ruffin.

Merci Patron ! **ou Ruffin-des-bois au pays des ouvriers**

Le film *Merci Patron!* offre un bon condensé de la vision du monde que développe François Ruffin. Outre le fait qu'il relate une histoire assez peu crédible de chantage sur LVMH qui n'est pas une lutte et n'est pas reproductible de l'aveu même de Ruffin (*Libération*, 23 février 2016) les ouvriers, censés être les héros de l'histoire, y servent en fait de faire-valoir à la promotion de *Fakir*. De fait, depuis le tournage, le couple d'ouvriers mis en scène est complètement absent des débats suivant les projections.

De ce film ressort le sentiment glaçant d'un malaise découlant de sa nature voyeuriste et des clichés qu'il véhicule sur les classes laborieuses du Nord de la France, d'ailleurs assumés par l'auteur : «*Dans le film, j'avais d'ailleurs été très attentif à glisser tout un tas de références culturelles très popu afin que tout le monde puisse s'y reconnaître : ça allait du maroilles à La Petite Maison dans la prairie*», a déclaré François Ruffin à Télérrama, sans même se rendre compte de la dose de mépris de classe que pouvait revêtir son propos. Et le malaise est encore amplifié par le règne du comique. Alors que l'histoire de ces ouvriers licenciés est tragique, à aucun moment on

n'est porté à mettre en route une vraie solidarité, tant tout est pris sur le ton du rire et de la légèreté. Mais au sortir de la projection, on ne peut s'empêcher de penser au sort de ces milliers de chômeurs sur lesquels la bonne fée ruffinesque n'aura pas eu l'heur de se pencher...

Au fond, François Ruffin, véritable héros de ce film, s'y comporte en touriste social et propose à son public de se rendre avec lui au zoo, sauf qu'en lieu et place lieu des animaux, ce sont des ouvriers au chômage qui sont chargés de satisfaire la demande d'exotisme d'un public majoritairement très éloigné de la réalité sociale qu'ils vivent. Sans doute frustré de n'être pas né dans une famille de prolétaires, Ruffin met en scène son fantasme en allant jusqu'à prendre la place du fils de la famille Klur. Il pousse même le bouchon jusqu'à mimer une fausse manif de Goodyear, Caterpillar ou zadistes contre LVMH dans laquelle les ouvriers et les militants sont remplacés par... les acteurs de la Compagnie Jolie Môme.

Mais son action, par son caractère isolé et non reproductible, s'apparente bien plus à de la charité qu'à une forme quelconque de lutte dont on pourrait tirer des enseignements politiques, s'agissant d'un film que l'auteur définit lui-même comme *«une fable, sans grand discours à l'intérieur»*. Charité intéressée qui plus est, puisque depuis la première parution de ce dossier, Ruffin a d'ailleurs reconnu avoir en quelque sorte profité du désespoir de cette famille pour tourner son film, l'acceptation par elle du tournage ayant été la condition pour qu'il l'aide. Il n'a pas eu à négocier, dit-il : *«au point où les Klur en étaient, ils n'avaient plus rien à perdre. Quand vous en êtes à remettre votre destin entre les mains d'un bonhomme qui porte un t-shirt "I love Bernard", c'est qu'en effet, ça va vraiment très mal dans votre vie...»*

Débat Ruffin/Gattaz chez Laurent Ruquier. Pierre Gattaz à propos de *Merci patron !* : *«Il est très touchant. Vous êtes dans le désespoir des gens, c'est mon combat»* Ce soir-là Ruffin et les nuideboutistes ont fait leur show, Ruquier a fait de l'audience : tout le monde est content !

«Si je viens déverser ma colère, je vais faire fuir les spectateurs. Le rire c'est plus rassembleur», affirme celui qui se dit inspiré par le businessman démagogue Michael Moore au site *«Toute la Culture»*.

Mais surtout, la colère est moins vendeuse. Et ça s'est dramatique pour un petit entrepreneur du spectacle comme François Ruffin! Au final, on a sans doute là un bon film comique pour qui apprécie ce genre d'humour un peu lourdingue, mais qui n'est pas porteur d'un discours politique ou d'une analyse sociale poussée. Plutôt que la lutte des classes, le film porte un discours d'alliance transclassiste (avec l'intellectuel petit bourgeois qui se pose en homme providentiel venu secourir les ouvriers en détresse) contre le grand patronat, non le patronat et le Capital dans leur ensemble. Il faut dire qu'à l'image de Jean-Luc Mélenchon, toute cette gauche fantasme sur une possible alliance avec le petit patronat. Que n'a-t-on attendu, au début de Nuit Debout, que les taxis rejoignent le mouvement ?

Cette vision démagogique ne peut bien sûr que rassembler ceux qui sont sensibles au discours simpliste des 99% contre les 1%, c'est-à-dire ceux qui entendent porter une critique superficielle, partielle et partielle du capitalisme. Quant au contenu factuel lui-même, ce film nous apprend finalement bien peu de choses tant sur le groupe LVMH que sur l'histoire des crises économiques qui se sont succédées et qui ont frappé particulièrement durement la classe ouvrière du Nord de la France.

Extrait du Dossier Nuits debout sur le site **confusionnisme.info**

Frédéric Lordon

ou la virtuosité bavarde

d'un social-chauvin

De son côté, Frédéric Lordon, qui vit dans un confortable appartement emmitouflé dans l'une des villes les plus riches de France, est tout sauf un prolo. Voici son CV, tel que décrit par deux médias :

France Tv Info :

«En 1962, rien ne prédestine Frédéric Lordon à la lutte des classes. Né dans une famille bourgeoise de l'Ouest parisien, son père, de droite, est dirigeant d'entreprise et sa mère femme au foyer. En 1985, il sort ingénieur de la prestigieuse Ecole nationale des Ponts et chaussées avant de poursuivre à l'Institut supérieur des affaires, devenu depuis un MBA (Master of business administration) à HEC.»

«C'était au milieu des années 1980. J'avais fortement l'intention de devenir un 'winner' et de gagner plein d'argent.»

Frédéric Lordon, *France Culture*

A la fin de ses études, il rompt brutalement avec son ambition d'être patron. «Ça me semblait un peu vain. Il m'a semblé plus intéressant de prendre la voie des livres», confie-t-il en 2013 sur France Culture. L'éternelle compétition entre "futurs winners" d'HEC le pousse à changer de trajectoire. Electeur de droite, il passe chez les communistes et se tourne vers la recherche. Désireux de prendre un point de vue critique sur le monde social, il choisit l'économie.

L'auteur de La démondialisation [Jacques Sapir] l'invite à des séminaires en Russie, en compagnie de Michel Aglietta, Robert Boyer ou encore Hervé Lorenzi.»

Libération :

«Sur le site des Economistes atterrés, le curriculum vitæ se réduit à sa plus simple expression : "DR", pour directeur de recherches, et "CNRS", pour la case employeur. Pas grand-chose de plus sur Internet. Il faut donc extraire le curriculum vitæ déposé auprès du CNRS pour suivre son parcours, qui commence avec un diplôme d'ingénieur civil de l'Ecole des ponts et chaussées, promotion 1985. Peut-être l'envie de manier le manche de pioche vient-elle de cette époque. Ensuite, on le retrouve sur les bancs de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), pour un troisième cycle, à l'Institut supérieur des affaires (ISA). Nul n'est parfait. Un DEA et une thèse

de doctorat soutenue à l'EHESS, en mars 1993 l'installent comme économiste et un rattachement à la section 35 du CNRS, en 2012, l'autorise à se présenter comme philosophe.

Il semble bien que Lordon cherche à cacher ce CV encombrant. Notons que selon FranceTV, Jacques Sapir a été son mentor, au point que ce dernier décrit ainsi la prise de distance de Lordon par rapport à ses appels du pied au FN : *«C'est normal, les fils doivent tuer les pères»*.

Avec un CV pareil, on comprend que la ligne dictée par Lordon au début du mouvement ait été celle d'un *«Nous n'avons aucune revendication»* ou d'un *«nous nous foutons de la loi El-Khomri»*, loi El-Khomri qu'il a d'ailleurs vue comme une bénédiction puisqu'elle lui a permis, en se donnant en spectacle, de gagner en notoriété. De la loi, il a dit lors d'un meeting à Tolbiac : *«nous ne revendiquons nullement qu'elle soit modifiée ou réécrite, nous ne revendiquons pas de droits, nous ne revendiquons pas du tout d'ailleurs. Revendiquer c'est déjà s'être soumis.»* Et de juger ailleurs que *«si nous échouons, ce n'est pas grave»* (*Le Comptoir*, 4 avril 2016).

C'est sûr que le bourgeois Frédéric Lordon ne risque pas d'être beaucoup impacté par cette loi, au contraire des travailleurs à bas salaires, des précaires, des chômeurs, des femmes, des personnes victimes de discriminations... Il faut dire que Lordon n'articule jamais son analyse du monde social aux problématiques féministes et antiracistes. Il peut dès lors afficher son mépris pour le mouvement ouvrier, usant du verbe *«chouiner»* pour décrire les manifestations entre République et Nation (*Libération*, 3 avril 2016). Qu'en pensent ses amis d'Acrimed, eux qui sont vent debout dès qu'un journaliste qualifie ces manifestations de «grogne»?

Invité à réagir à certains de ces propos sur le plateau d'Arrêt sur Images, Jean-Pierre Mercier, délégué de chez PSA, a rappelé que la revendication est au fondement du mouvement ouvrier : *«Je ne partage pas [le point de vue de Lordon]. Moi, ma vie de militant ouvrier, oui, elle la suite de plusieurs revendications. [...] Moi, la plus grande partie de ma vie pour l'instant a été, oui, de revendiquer et de défendre cette idée fondamentale, c'est l'espoir pour nous tous: pour faire aboutir des revendications, il faut se mettre en lutte»*. Et de conclure : *«Ce n'est pas Périscope qui va foutre la trouille à Valls!»*

Depuis, Lordon a répondu lors du meeting du 20 avril (car qu'on lui fasse une critique, et il la retourne immédiatement pour la désarmer) : *«Revendiquer est une nécessité, parfois même vitale»*, mais de portée limitée, *«ceci n'aura pas de sens tant que nous ne mettrons pas en question les structures du néolibéralisme»*. C'est là le cœur du problème avec Lordon et ses affidés : au fond, le

capitalisme en lui-même ne les dérange pas. Seule sa forme néolibérale est critiquable.

Chez Frédéric Lordon, on observe depuis quelques années une tendance poussée à vouloir se positionner sur le marché – bien vide, il faut le dire – des intellectuels engagés. Mais cette stratégie s’est accélérée ces dernières semaines. Il faut dire que Lordon a beaucoup d’atouts pour rencontrer du succès : ses analyses faussement impertinentes écrites tantôt sur le ton de l’humour, tantôt à coup de locutions latines peuvent séduire un public de petits intellectuels en mal de vraie-fausse radicalité.

D’économiste atterré, groupe de néokeynésiens qualifiés ironiquement «d’économistes chagrinés» par la marxiste Mylène Gaulard, le personnage s’est ainsi mû en philosophe auto-proclamé, à grands jets de brouillard conceptuel capables de faire illusion. Lordon se veut la figure de l’intellectuel organique, qui s’inscrit en soutien de tel ou tel mouvement, mais jamais vraiment investi dedans: on ne le verra pas distribuer des tracts à 6 heures du matin devant une usine.

Au-delà de la virtuosité syntaxique du personnage, qui le coupe d’ailleurs de fait d’une masse importante de travailleurs, il est important de nous livrer à un décryptage au scalpel du projet en lui-même, qui se situe à mi-chemin entre celui des réformistes frontdegauchistes et ce qui semble être une bête économie de marché animée par une socialisation des unités de production, sur le modèle de ce qui a pu se produire il y a une quinzaine d’années en Argentine, flambée autogestionnaire qui a précisément permis de sauver et de relancer... le capitalisme.

C’est que, même engagé, l’intellectuel se doit de conserver intacte sa superbe (la fameuse «*distance critique*»), s’il ne veut pas déchoir de son piédestal. Sans doute inspiré par le Comité invisible avec lequel il partage une maison d’édition, il la joue désormais situationniste.

Mais on ne peut aussi s’empêcher de penser à la figure de Toni Negri, que Lordon semble s’employer à vouloir copier. Toni Negri a été une figure intellectuelle et un leader politique du mouvement altermondialiste au début des années 2000, au terme d’une longue histoire militante qui a commencé dans les années 1970 au sein de l’Autonomie italienne. Il compte encore de nombreux adeptes, notamment en France. Notons que les negristes se sont particulièrement illustrés lors du contre-sommet de Gênes en tant qu’auxiliaires de la répression policière. Ses thèses ont également fait florès, notamment la revendication d’un revenu universel qui est désormais partout et qui, on le verra, tombe à point nommé pour les classes possédantes sur la période. Quoi qu’il en soit, quelques faits

interrogent quand on regarde les parcours de Negri et Lordon : tous deux se réfèrent à Spinoza, parlent de «*multitudes*» et de «*commun*». Tandis que Negri a sorti en 2000 un livre intitulé *Empire*, Lordon a sorti quinze ans plus tard *Imperium*. Tous Nuit Debout aurait-elle pour objectif de nous rejouer les Tute Bianche avec Lordon comme figure tutélaire ? Va-t-on assister, après le négriisme, à la naissance du lordonisme, avec toutes les dérives induites ? On peut se le demander...

On retrouve d'ailleurs d'autres influences negristes à Nuit Debout: la CIP-IDF avec Laurent Guilloteau et les Désobéissants de Renou, dont le nom est directement tiré des Disobbedienti negristes, ex-Tute Bianche (...), mais aussi l'idée du revenu universel (ou revenu de base), portée par Negri dès les années 1970.

Pour savoir comment se positionner face au revenu de base, il suffit de regarder qui le défend. L'ultra-libéral Friedman l'a défendu tout comme Christine Boutin. C'est une coalition de droite et d'extrême droite qui l'a mis en place en Finlande. Cela devrait nous mettre la puce à l'oreille.

Lordon, derrière une rhétorique volontiers absconse, défend en fait des idées simples, pour ne pas dire simplistes : la nation et l'Etat c'est bien, l'internationalisme et l'anarchisme c'est mal. De l'Etat-nation, il donne d'ailleurs une définition si extensive qu'elle en interdit toute critique matérialiste en tant que construction historique intimement liée au développement du capitalisme, dont l'Etat-nation est le bras armé. Pour Lordon, l'Etat est déjà en développement dans la moindre communauté humaine, on pourrait dire qu'il existe en tous temps et en tous lieux.

S'il reconnaît le potentiel de violence contenu dans le pouvoir répressif de l'Etat, au final, il soutient néanmoins que les matraquages et assassinats policiers ne justifient pas de jeter le bébé avec l'eau du bain, et que l'Etat est le meilleur garant de la sécurité collective, en tant qu'outil régulateur de la violence qui ne manque pas d'apparaître quand on vit en société. Pour lui, l'Etat permet que se développent en toute sécurité des «alternatives», telles que celle de l'épicerie de Tarnac, qui, sous son bouclier protecteur, peuvent se développer en ayant la garantie de ne pas être attaquées par les communautés voisines. Cela vaut bien de passer l'éponge sur les épisodes répressifs, qui ne sont d'ailleurs que «contingents», comme il l'explique dans *Imperium* : «*Il est donc exact qu'à titre contingent, ou peut-être même nécessaire, ces expérimentations aient à redouter l'insécurité du terrorisme d'Etat, mais il ne l'est pas moins qu'à titre tout aussi nécessaire elles n'aient à redouter en permanence l'agression par des communautés tierces – il faut imaginer Tarnac en Irak...*»

Dans sa vision, l'Etat constitue un horizon indépassable et si une révolution venait à le mettre à bas, celui-ci réapparaîtrait toujours, tant il est nécessaire à la vie en commun. C'est à se demander comment vivaient les humains avant que l'Etat-nation moderne n'apparaisse, et comment font ceux qui vivent encore aujourd'hui dans des sociétés sans Etat. Non que ces sociétés soient à idéaliser et qu'il n'y ait pas en leur sein d'autres formes de domination mais enfin, leur simple existence prouve en tout cas la possibilité de vivre en société sans le truchement d'un Etat-nation.

Sous prétexte que l'Etat offre une certaine protection sociale, que sans papiers on ne peut vivre décemment aujourd'hui, il faudrait se montrer reconnaissants, voire aimer l'Etat. De ceux qui critiquent le nationalisme ou le simple sentiment d'appartenance à une nation, Lordon dit dans son dernier livre qu'ils sont des «*nantis de l'appartenance*». Peu lui importe la véritable situation sociale des «nantis» en question. Tu touches un RSA qui ne te permet pas de vivre décemment ? Dis merci à l'Etat, ça pourrait être pire !

Autre aspect dérangeant, alors que Nuit Debout se targue de soutenir les migrants : Lordon pense qu'on ne peut pas lutter ensemble si on ne parle pas la même langue, et y voit même un exemple concret d'échec de l'internationalisme :

«Il est assez clair que le choc des souverainetés et l'engagement d'un rapport de puissances où la gauche trouve sa définition supposent, du côté qui conteste l'imperium du capital, une densité politique, densité d'interactions concrètes, de débats, de réunions, d'actions organisées, dont on voit mal que, reposant sur la communauté de langue, elle ne trouve son lieu privilégié dans l'espace national.

En juin dernier, la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France (CIP-IDF) envahit le chantier de la Philharmonie de Paris pour y rencontrer des travailleurs, évidemment clandestins pour bon nombre d'entre eux et venus d'une multitude de pays. A la peur que leur inflige leur condition ultra précarisée s'ajoute l'impossibilité totale de se parler, de se comprendre, donc de se coordonner et de lutter. Et c'est une masse inconsistante et désemparée qui se trouve offerte au despotisme patronal, lequel sait très bien diviser linguistiquement pour mieux régner. C'est donc là un cas presque pur d'internationalisme prolétarien en situation. Et, de fait, un cas de totale impuissance.

Au risque de froisser la sensibilité des cadres altermondialistes, bi- ou trilingues, habitués des voyages et portés à penser que leurs capacités sont universellement partagées, l'action internationale, qui est tout à fait possible, et même tout à fait souhaitable, ne saurait avoir la même densité et, partant, la même extension, ni le même

impact, que l'action d'abord nationale.» (Le Monde diplomatique, septembre 2014)

Pour Lordon, l'internationalisme ce n'est pas l'union internationale des travailleurs mais un synonyme de ce que d'autres, beaucoup moins prudents dans leur vocabulaire, appelleraient «mondialisme» (et que lui nomme «*jacquattalisme*»), tout comme les libertaires seraient en fait des libéraux qui s'ignorent. Dénonçant un jour les «*activistes polyglottes à plein temps, cette internationale étroite du capital culturel voyageur*» (blog, avril 2015), il s'enthousiasme le lendemain pour des réalisations européennes visant à développer ce même capital et à faciliter la vie des classes dirigeantes à l'échelle continentale, ou pour le tourisme international qui est pourtant une des principales manifestations du néo-colonialisme : «*Le vrai internationalisme est celui de la culture, du tourisme, de la science, de la pensée. Il faut voir tout ce que l'Europe a réussi à faire quand l'euro n'existait pas, Airbus, Ariane, le CERN, Erasmus... Si on réussit à défaire l'euro, il faudra pousser à fond les curseurs dans toutes les autres directions, dans tous les autres compartiments du jeu. Ce n'est pas ce qu'on appelle le repli national!*» (Là-bas si j'y suis, septembre 2015).

Mona Chollet, contributrice comme Frédéric Lordon, au *Monde diplomatique*, nous vend de l'après-crise et du tourisme «alternatif» et «solidaire». On imagine tout de suite ces hordes de profs radicalisés et nuideboutisés, prêts à suivre partout Lordon y compris sur une conférence à plus de 80 km du domicile, vaillamment s'enrôler dans cette nouvelle forme d'internationalisme, 6000 € la sauterie alternative sans compter la cohorte de frais annexes, tous ensemble! Tous ensemble! oé! oé! Tous ensemble, tous ensemble, oé, oé!

Tout comme il désarme la critique de l'Etat, il s'attache à rendre ineffectif le combat internationaliste en vidant ce mot de son sens révolutionnaire.

S'agissant des sans-papiers enfin, s'il se dit pour leur régularisation, il affirme en même temps que «*l'abandon de toute régulation des flux de population est une aberration indéfendable*» (blog, juillet 2013). Faudrait savoir... Qu'en pensent les migrants qui prennent la parole à Nuit Debout?

Notons pour finir que s'il a fait à Nuit Debout des appels du pied aux partisans d'Etienne Chouard en appelant à la création d'une «constituante», ce n'est pas la première fois qu'il se montre indulgent avec la complosphère (cf. «Faut-il jeter le Diplo avec l'eau du complot ?»),

Extrait du Dossier Nuits debout sur **confusionnisme.info** (il faut consulter les liens au sein de ce texte, directement sur le site)

Sommaire

Introduction	3
Y.C. : Les Gilets jaunes... vus de mon boulot	8
Sonia (Lignes de crêtes) : Alors le 17, on n'y va ou pas ? (14 novembre)	14
Sonia et Nadia Meziane (Lignes de crêtes) : Ligne rouge et gilets jaunes (18 novembre)	18
Groupe Salvador Seguí de la Fédération anarchiste : Gilets jaunes : entre colère légitime, débordements racistes et perte des repères de classe (21 novembre)	22
Gilets jaunes, Cauchy bruns (21 novembre)	25
Paris : des antisémites sous les gilets jaunes (22 novembre)	27
Retour sur le parcours d'un agriculteur star devenu "gilet jaune" (22 novembre)	32
Gilet jaune : Ni Macron Ni Discrimination ! (23 Novembre)	34
Antonin et Sonia (Lignes de crêtes) : De la différence entre boucher une artère et créer un cœur (22 novembre)	36
Collectif Athéné Nyctalope : Classes d'encadrement et prolétaires dans le «mouvement des gilets jaunes» (25 novembre)	40
Collectif Athéné Nyctalope : Le choix dangereux du confusionnisme. Soutenir les "gilets jaunes" c'est soutenir un mouvement de droite (28 novembre)	46
Temps critiques : Sur le mouvement des Gilets jaunes (30 novembre)	50
Alain Bihl : Les «gilets jaunes» : pourquoi et comment en être ? (5 décembre)	69
Y.C. : Un Gilet jaune antisémite à France Culture	78
Collectif Athéné Nyctalope : Les Gilets Jaunes à la lumière de l'expérience italienne (4 décembre)	80
André Dréan : A propos des Gilets jaunes : Réfléchir pour ne pas fléchir et pour agir (6 décembre)	89
Collectif Athéné Nyctalope : Gilets jaunes : derrière l'accusation de «mépris de classe» la condescendance de classe	98
Mouvement communiste : GILETS JAUNES : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat	103
La Mouette enragée : Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer	108
Temps critiques : Sur cette révolte en général et sur celle des Gilets jaunes en particulier	116

Confusionnisme.info : D'où vient François Ruffin ? 131

Confusionnisme.info : Frédéric Lordon ou la virtuosité bavarde
d'un social-chauvin 143

Depuis 2002, *Ni patrie ni frontières* a publié

Revues (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revues (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 : Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €

N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €

N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €

N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014) : Antisémitisme de gauche et antisionisme 12 €

N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes (2015) 10 €

N° 48-49 : Exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier : Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe – Libertaires et «islamophobie» (avril 2015), 10 €

N° 50-51 : Nos tares politiques tome 4 (juin 2015) : Fictions autogestionnaires – Vieux dogmes – Extrême gauche face au racisme antimusulmans et à l'antisémitisme – Pierre Tevanian, jésuite postmoderne 10€

N° 52-53 : Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 (décembre 2015) 12€

N° 54-55 : Nostalgies et manip identitaires : PIR – Marche contre le racisme et pour la dignité – Social-chauvinisme – Antisémitisme de gauche (février 2016) 12 €

N° 56-57 : Retours sur les massacres de novembre 2015 – Bilan des mouvements contre la loi El Khomry, 10 €

N° 58-59 : Du prolétariat afro-américain et de ses luttes -Racisme antimusulmans et burkini - «Islamofascisme» et «Bobos» : deux «concepts» inadéquats - De l'absence d'esprit critique à gauche – A nouveau sur l'antisémitisme – Insurrection et production, avril 2017, 12 €

Anthologies thématiques

et

Livres

Compil' 1 : *«Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme*, 2008, 10 €

Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»*, 2008, 10 €

Compil' 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie*, 2008, 10 €

- Compil' 4 : *De la violence politique*, 2009, 10 €
- Compil' 5 : *Religion et politique*, 2010, 12 €
- Compil' 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes*, 12 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Karim Landais, *Anarchisme et anarcho-indépendantisme*, 2005
- Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu (anthologie)*, 2010, 12 €
- Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'*Échanges et Mouvement* 1979-2009), 2010, 6 €
- Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 2010, 12 €
- G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 2012, 12 €
- Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 2012, 12 €
- Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 2013, 14 €
- L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 2013, 12 €
- L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone*, A. Guillamon, H. Rüdiger, H. Oehler, 2015, 10 €
- Balance n° 38 : *Correspondance entre Diego Camacho (Abel Paz) et Juan Garcia Oliver*, 2016, 10 €
- Amalia Alvarez, *Cinq histoires de femmes «sans papiers»*, 2016, 10 €
- João Bernardo, Loren Goldner, Adolph Reed Jr., *La Gauche identitaire contre la classe*, 2017, 12 €
- Michel Roger, *Envers et contre tout*, 2017, 12 €
- João Bernardo, *Contre l'écologie*, 2017, 12 €
- Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978), Portugal, la révolution oubliée*, 2018, 12 €
- João Bernardo et Manolo, *Retour en Afrique : des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, 2018, 8 €
- SITE** : mondialisme.org et npnf.eu

CONTACT : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@orange.fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés
- *Certification garantissant une gestion durable de la forêt* -
Fabriqué en France



Achevé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Le Rove - France
www.imprimerieclip.fr